

SOMMAIRE

Introduction	
Antonio Gramsci, dirigeant politique Anna Libéra	mag signikarin kiri 195 meg - 10814A9 1970m. liji, yuru 1990, mag maj maj 195 meg 7
	and each one equipo destant supposed in the second supposed supposed in the second supposed supposed in the second supposed in the second supposed supposed in the second supposed
Hégémonie et autogestion François Dietrich	of the construct excess of the langer on to execute the construction of the langer of
Gramsci et Lukacs : vers un marxisme Michaël Lowy	antipositiviste
Pour une démocratie sans limites	int minp agamental mattern at the relapper of the colors to (41 colors to all a colors to all
Autour de Gramsci Entretien avec Georges Labica	49
Eric Heffer	- 199 Semential training to Incoming beautiful for the semential training to Incoming beautiful for the semential for th
	graphiques
	The property of the property o

1937-1987

RAMSCI: ce n'est pas par simple goût des anniversaires que nous lui consacrons un numéro spécial. C'est parce que Gramsci occupe une place bien particulière dans le mouvement communiste et au regard de la pensée marxiste que le cinquantième anniversaire de sa mort offre l'opportunité d'une réflexion nécessaire sur les questions, anciennes et toujours brûlantes, qui ont trait à la stratégie révolutionnaire.

Qu'il en soit ainsi, tel est le mérite de Gramsci. Et le rappeler est le meilleur hommage qu'on lui

puisse rendre.

que celle d'Antonio Etonnante situation Gramsci. La part la plus prestigieuse et la plus mystérieuse de son œuvre - les Cahiers de prison symbolise ce paradoxe gramscien: celle d'un grand dirigeant et penseur communiste, persécuté par le fascisme, soumis à la double contrainte de l'incarcération et de la censure - qui le coupait des indispensables liens vitaux le mouvement social et l'organisation ouvriere -, poursuivant avec acharnement, une décennie durant. l'élaboration d'une vivante, pleinement immense. ouverte actuelle. Paradoxe ou ruses de la dialectique?

Plus qu'aucun autre dirigeant de premier plan de l'Internationale communiste, Gramsci a connu, dans sa chair et sa pensée, l'expérience du fascisme.

Révolution allemande. Trotsky, dans la explique: « Le Parti communiste italien est apparu en même temps que le fascisme. Mais les mêmes conditions de reflux révolutionnaire, qui portaient le fascisme au pouvoir, freinaient le développement du Parti communiste. Il ne se rendait pas compte des dimensions du danger fasciste, se bercait d'illusions révolutionnaires, était irréductiblement hostile à la politique de front unique, bref, souffrait de toutes les maladies infantiles. Rien d'étonnant à cela : il avait seulement deux ans. Il ne vovait dans le fascisme que "la réaction capitaliste". Le Parti communiste ne discernait pas les traits particuliers du fascisme, qui découlent de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat. D'après les informations de mes amis italiens, à l'exclusion du seul Gramsci, le Parti communiste ne croyait pas possible la prise du pouvoir par les fascistes. » Il ajoutait : « Il ne faut pas oublier que le fascisme italien était alors un phénomène nouveau, qui se trouvait seulement en cours de formation : il aurait été difficile même pour un parti plus expérimenté de discerner ses traits spécifiques. »

Outre, si l'on en croit Trotsky, qu'il convient de créditer Gramsci d'une lucidité supérieure aux autres communistes italiens, il est clair que l'expérience dramatique de celui-ci devait conduire à une conscience aiguë, contre les erreurs gauchistes de l'Internationale communiste et du Parti communiste italien, puis de l'aveuglement criminel du stalinisme, de l'importance des ressources dont la bourgeoisie dispose pour faire front à la révolution prolétarienne.

Les dirigeants communistes italiens, les premiers. avaient connu le retournement de la vague révolutionnaire qui suivit la guerre impérialiste - même s'ils n'en prirent pleinement conscience qu'avec retard -, en son premier test radical: l'inédite victoire du fascisme. Ebranlement formidable qui oblige à mesurer les limites du legs de la Révolution russe, et les carences des conceptions stratégiques du mouvement communiste international, au regard des conditions concrètes de la révolution en Europe. Ce qui, dans l'élan juvenile de la Révolution russe, semblait relever du seul héroïsme s'avérait être un problème complexe dont on ne possédait que des clés imparfaites : la conquête des masses au socialisme révolutionnaire comme condition de la conquête du pouvoir.

Rappelons l'analyse que Bordiga exposa, lors du VI^e Plenum du comité exécutif de l'Internationale communiste en février-mars 1926 : « Le développement de la Révolution russe ne nous fournit aucune expérience sur la façon dont le prolétariat peut renverser un Etat capitaliste libéral et parlementaire qui existe depuis des années, et qui est capable de se défendre ². » C'est l'époque où, tirant les leçons de l'échec de la révolution allemande, Lénine et Trotsky élaborent leurs thèses sur le front unique et la nécessité d'une ligne de masse, et que se développent les grands débats entre Rosa Luxemburg, Lénine,

Lukacs, Gramsci, Bordiga et Trotsky, dont Perry Anderson dit, justement, qu'ils sont « les marques du dernier grand débat stratégique du mouvement ouvrier européen ».

Comme le dit aussi Perry Anderson, « il s'ensuit que les débats classiques restent encore par certains côtés la référence la plus poussée que nous possédions aujourd'hui ». Et ce, parce que la contre-révolution stalinienne a étouffé cette réflexion, avant d'instaurer une terrible rupture théorique et pratique. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, toute élaboration stratégique suppose de renouer les fils et de rendre compte de cette rupture, condition nécessaire, sinon suffisante, du traitement des données nouvelles de la révolution dans les sociétés actuelles.

Trotsky et Gramsci sont bien des références clés. Tous deux, de façon différente, se trouvèrent en butte à la double répression, combinée, de la bourgeoisie et du stalinisme. A la différence des autres dirigeants de l'Internationale communiste, qui furent fauchés avant d'avoir pu produire une analyse de la situation fondamentalement neuve ainsi ouverte, ou qui, cédant à la pression de l'un ou l'autre camp, se renièrent ou composèrent avec leur idéal révolutionnaire, Trotsky et Gramsci se trouvèrent en situation, à l'heure de périls sans précédent, de protèger la flamme. Chez l'un et l'autre, on reconnaît le même effort titanesque de la conscience pour assurer une continuité mortellement menacée et s'efforcer d'analyser la nouvelle donne.

Là s'arrête le parallèle: Trotsky concentrait l'extraordinaire expérience de la Révolution russe et une vision unique de la révolution mondiale, il s'engageait dans un formidable effort pour maintenir vivante dans les luttes et dans une organisation internationale cette continuité. Gramsci, en son cachot, était loin de pouvoir travailler sur des bases semblables. D'où les ambiguïtés de son œuvre, qui ont permis des tentatives de récupération impossibles pour celle de Trotsky.

Ces limites, précisément analysées par Perry Anderson, étant rappelées, il n'empêche que Gramsci constitue non seulement un maillon nécessaire entre la réflexion marxiste des années vingt et trente, les débats qui ont alors traversé l'Internationale communiste, et les problèmes auxquels les révolutionnaires sont aujourd'hui confrontés, mais est aussi porteur d'une pensée profondément originale qui a ouvert des perspectives indispensables en ce qui concerne les voies et moyens de la révolution, en particulier en Occident.

En ce sens, son œuvre apparaît incontournable au regard de toute mise à jour des questions de la stratégie révolutionnaire et de toute tentative d'actualiser celle-ci. Indispensable antidote à une conception mécaniste de la politique révolutionnaire qui, multiforme, est comme une rouille rongeante et toujours renaissante. Ce mécanisme, n'est-ce pas le fatalisme que l'on reconnaît parfois dans les figures inverses du réformisme et du gauchisme, expliquant d'éventuels et déroutants renversements de l'un à l'autre?

D'aucuns postulent une spontanéité des masses, censée résoudre à elle seule tous les problèmes, qui peut conduire à croire que le dynamisme politique de la classe ouvrière est fonction de son « extériorité » à la société et qu'il faut avant tout préserver celle-ci; sans craindre les risques de division au sein de la classe et d'isolement de l'avant-garde pouvant résulter d'une telle attitude. Une tel pari constitue plus une réplique qu'une réponse à l'illusion réformiste d'un changement socialiste résultant d'un accroissement du poids social de la classe ouvrière ainsi que de sa traduction électorale. L'abêtissement parlementariste est peut-être aussi le châtiment d'un certain messianisme ouvriériste. En tout cas, ces deux politiques, inverses, ont pour conséquence de dévorer l'espace d'une politique ouvrière indépendante, par confiscation, de la part des réformistes par ajournement, en attendant les lendemains qui chantent, pour les gauchistes.

Le grand mérite de Gramsci est, au contraire, de frayer les voies d'une véritable politique révolutionnaire. Sur la base de la conscience aiguë que le projet révolutionnaire de conquête du pouvoir implique une adhésion des masses qui est à gagner. En ce sens, il prolonge l'avancée de Lénine et Trotsky sur le front unique et dessine, autour de la notion d'hégémonie, les réflexions actuelles sur le « socialisme autogestionnaire ».

Certes, ces dernières sont souvent, comme il est difficilement évitable, entachées d'ambiguïtés gradualistes, sinon simplement réformistes. C'est pourquoi il est d'autant plus indispensable de refuser un Gramsci défiguré, un Gramsci dissocié de Lénine, dont l'œuvre serait amputée de la question de l'Etat et de la volonté de conquête du pouvoir. C'est-à-dire un Gramsci nié en tant que révolutionnaire.

Car ses avancées, quelles que soient leurs limites, concernant l'hégémonie, le rôle des intellectuels et du parti, constituent des éléments irremplaçables pour déjouer les pièges du mécanisme, parce que s'appuyant sur une approche dialectique de la situation, d'intériorité-extériorité, de la classe ouvrière par rapport à la société bourgeoise, des rapports entre les masses et le parti. En ce sens, elles sont parties prenantes de toute réflexion sur la stratégie révolutionnaire. Non que Gramsci ait apporté

des réponses définitives — ce qui supposerait une stratégie révolutionnaire élaborée —, mais il a posé des questions dont la pertinence fait la valeur. Aujourd'hui plus que jamais.

Nous ne pretendons proposer ici ni la « juste lecture » de Gramsci, ni des réflexions stratégiques achevees. Non que l'une et les autres n'apparaissent pas nécessaires. Surtout en France, où Gramsci a donné lieu à tant de déformations mélant ignorance et malhonnéteté, et où la réflexion politique semble si souvent d'une effrayante pauvrete. Mais il y faudrait des capacités et une expérience dépassant de beaucoup les nôtres. Plus modestement, nous avons voulu proposer des éléments de réflexion et de débat. à partir de Gramsci, sur les questions soulevées par lui et par le temps. Sans craindre les va-et-vient entre hier et aujourd'hui, entre l'œuvre de Gramsci et les problèmes présents, sans craindre non plus les redites, voire les contradictions... Il s'agit d'un aventureux travail qui, loin de la récuser, appelle une lecture plurielle de Gramsci.

Gramsci a pense à partir de la perte de beaucoup d'illusions, mais, loin de renier l'espoir révolution-

naire, c'était pour le défendre et lui redonner corps. Beaucoup, aujourd'hui aussi, pensent que, si bien des illusions sont tombées, c'est l'occasion de reprendre et d'approfondir la réflexion et la pratique révolutionnaires. Si ce numéro de *Critique communiste* leur est utile, il aura rempli sa fonction.

- 1. In Léon Trotsky, Comment vaincre le fascisme?. Buchet-Chastel.
- 2. Cité in Perry Anderson, Sur Gramsci, Maspero.

Nous remercions chaleureusement Eric Heffer et Georges Labica d'avoir accepté de contribuer à ce numéro.

Christian Schmidt, des Grünen, nous a donné une contribution qui, malheureusement, nous est parvenue trop tardivement pour que la traduction puisse être réalisée dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes donc vus dans l'obligation d'en reporter la publication à la rentrée. Que Christian Schmidt veuille bien nous excuser de ce contretemps et soit remercié de son apport.

astre. Trotsky et Gramsei se trouverent en situation, a l'heure de, pents sans procedent, de protéger la lamme, Chez l'un et flautre on reconnuit le meme d'int totanesque de la conscionte pour assurer une contieuté mortellement manaces et s'élèment d'ansière la mortelle donne.

La s'arrette le paraffele: Trotsle concentrant des services et le la Revolution manace et la la Revolution manace et la

extraordinaire experience de la Revolution nuse et auc vision unaute de la revoluçon mondule, il engage at cons un formulable offiret pour manueum ivante dans les luttes et dans une organisation internationale cette confundie. Commail en son cacnot cair loin de pouvoir tensailler sur des inases sembiables. D'ou les ambiguites or son cauves qui ont sentis des tensaines de récopération impossibles sons est elle de l'outes.

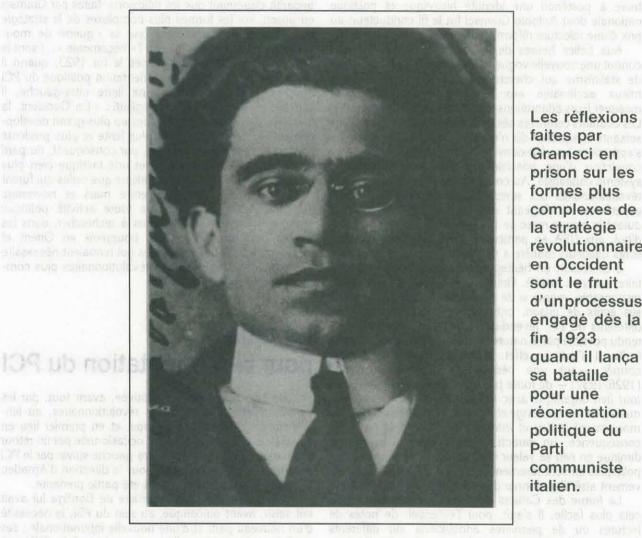
your calle de Trotsky.

Cos flintes, procisonent analysées par Pero Vinterson, étant rappalees, il mempéche que diagnese constitue non sculoment un muiton néces-aire entre la reflexion nur viste des ancies vings et rente, les débats qui ont mois traversé l'internationale communiste, et les problèmes auxquels les violationnaires sont aufourd'hoi contropies mais est porteur d'une censer profondement onité, aux porteur des personétives indispensables en qui a ouvern des personétives indispensables en qui a ouvern des personétives indispensables en controlle des moderne les votes et moyens de la revolution.

En ec seus, son caure appareit incontourable la regard de toute mise a jour des questiens de la

ANTONIO GRAMSCI, DIRIGEANT POLITIQUE

ete plus sourcent detoimit que reventique et que la gans la continue de la parout procedente d'extraction en entre part en entre en et en entre en en entre en en entre en entre en en en entre en en entre en en entre en en entre en en entre en entre en entre en entre en entre en en entre en en en entre en en en en entre en entre en en en entre en en entre en



Les réflexions faites par Gramsci en prison sur les formes plus complexes de la stratégie révolutionnaire en Occident sont le fruit d'un processus engagé dès la fin 1923 quand il lanca sa bataille pour une réorientation politique du Parti communiste italien.

Il y a cinquante ans, le 15 avril 1937, Antonio Gramsci mourait après avoir passé près de dix ans en relégation dans une île pénitenciaire mussolinienne. Mort sous les coups du fascisme, il n'échappa pas à ceux de son parti, alors dirigé par Palmiro Togliatti, qui avait succombé au stalinisme le plus outrancier. Dans son article nécrologique, celui-ci le présenta comme le « premier stalinien d'Italie » qui, de sa prison, soutenait sans coup férir la politique de l'Internationale communiste et consacrait ses faibles forces à la lutte contre le trotskysme ¹. Ce texte restera longtemps la biographie officielle de Gramsci en Italie, jusqu'à ce que les dirigeants du PCI jugent plus utile de le transformer en précurseur de l'antistalinisme et de la « voie italienne au socialisme ».

Un héritage détourné

Un exemple qui montre que l'héritage de Gramsci a été plus souvent détourné que revendiqué et que la redécouverte de ses écrits a souvent été une opération intéressée. On ne saurait s'en étonner de la part de la direction du PCI qui, après 1956, a cherché à se reconstruire à postériori une identité historique et politique nationale dont Antonio Gramsci fut le fil conducteur, au prix d'une relecture réformiste de ses Cahiers de prison.

Aux belles heures de l'eurocommunisme, Gramsci connut une nouvelle vogue auprès de penseurs en rupture de stalinisme qui cherchaient une référence marxiste mieux acclimatée aux sociétés occidentales pour masquer leurs adaptations aux thèses social-démocrates. Les courants centristes nés de la radicalisation des années soixante et soixante-dix n'ont pas manqué, eux aussi, de s'approprier les réflexions de Gramsci pour étayer leur conviction d'une possible « sortie » sans rupture du système capitaliste. Au cours de ces mêmes années, les révolutionnaires ont surtout voulu se rattacher à son expérience de dirigeant des conseils ouvriers turinois durant le bienno rosso de 1919-1920. Beaucoup, aujourd'hui, aux USA en particulier, trouvent aussi dans ses écrits ultérieurs matière à réflexion.

Il en ressort un héritage contrasté, parfois fragmentaire, souvent falsifié. Gramsci ne saurait en être rendu responsable, même si de nombreuses ambiguïtés, dans ses écrits de prison, ont permis à des courants très différents de s'en revendiquer². Mais cela a surtout été rendu possible par la nature même – et la forme – de ces écrits. Il s'agit en effet, d'une réflexion intellectuelle coupée - sur une période de plus de dix ans (1926-1937) – de toute pratique politique et sociale, de tout lien organique avec un parti et un mouvement de masse, de tout échange et débat avec d'autres cadres du mouvement italien et international. Elle a souvent, en conséquence, un caractère très abstrait - ce qui ne diminue en rien sa valeur intrinsèque -, ses implications politiques en sont rarement précisées et il est donc relativement aisé d'en donner des interprétations différentes.

La forme des *Cahiers de prison* a également rendu cela plus facile. Il s'agit, pour l'essentiel, de notes de lectures ou de premières annotations sur différents thèmes que l'auteur entend élaborer par la suite. D'où un aspect fragmentaire, inachevé, de ces écrits qui laisse la

porte ouverte à des lectures différentes, pour ne pas parler de réécritures. Il n'est même pas la peine pour cela de falsifier ouvertement : il suffit de donner un caractère d'affirmation absolue à ce qui n'est qu'ébauché — et souvent contredit dans un autre passage —, ou bien de remplacer par sa propre réflexion politique les points de suspension laissés par l'auteur.

C'est aussi pour cela qu'il ne sera jamais vraiment possible de restituer l'unité de pensée de ces écrits. L'édition des *Cahiers de prison* publiée par le PCI a tenté d'en effacer le caractère fragmentaire en regroupant les notes arbitrairement, par thèmes, sans tenir compte de leur date d'écriture. Ce faisant, elle a réussi à briser la seule unité qui existait dans les *Cahiers de prison*, celle du processus de réflexion de l'auteur, de la façon dont il se posait un ensemble de problèmes au même moment, menant avec lui-même le débat qu'il ne pouvait avoir avec d'autres.

Afin de saisir la portée de certains de ces écrits, on peut tenter de les éclairer, d'une part, en les restituant dans la continuité de la période précédente d'élaboration et d'activité de Gramsci à la tête du PCI, d'autre part, en les complétant avec les discussions, directement politiques, qu'il pouvait avoir avec certains prisonniers. Il apparaît clairement que les réflexions, faites par Gramsci en prison, sur les formes plus complexes de la stratégie révolutionnaire en Occident (sur la « guerre de mouvement » et de « position », sur l'« hégémonie »...) sont le fruit d'un processus engagé dès la fin 1923, quand il lança sa bataille pour une réorientation politique du PCI qui avait suivi jusqu'alors une ligne ultra-gauche. Il écrivait, en février 1924, à Togliatti : « En Occident, la présence de superstructures dues au plus grand développement du capitalisme rend plus lente et plus prudente l'action des masses et requiert, par conséquent, du parti révolutionnaire, une stratégie et une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui furent nécessaires aux bolcheviks entre mars et novembre 19173. » Plus tard, coupé de toute activité politique pratique, il va surtout s'attacher à rechercher, dans les formes différentes des Etats bourgeois en Orient et Occident, les raisons théoriques qui rendaient nécessaire une stratégie et une tactique révolutionnaires plus complexes en Europe occidentale.

La lutte pour la réorientation du PCI

Une telle réflexion était motivée, avant tout, par les échecs répétés des tentatives révolutionnaires, au lendemain de la guerre, en Europe, et en premier lieu en Italie. Mais elle était également occasionnée par un retour très critique sur la politique ultra-gauche suivie par le PCI depuis sa création, en 1921, sous la direction d'Amadeo Bordiga, et dont Gramsci avait été partie prenante.

L'intransigeance révolutionnaire de Bordiga lui avait fait saisir, avant quiconque, au sein du PSI, la nécessité d'un nouveau parti et d'une nouvelle internationale; ses qualités organisationnelles en avaient fait l'élément moteur du regroupement des courants révolutionnaires

de ce parti. Mais son sectarisme et son spontanéisme révolutionnaire l'avaient empêché, au moment de la scission de Livourne, de gagner au PCI la base ouvrière radicalisée du vieux Parti socialiste trompée par les dirigeants maximalistes ; il avait été aussi incapable d'armer politiquement le jeune Parti communiste pour faire face à la montée du fascisme ; enfin, il avait largement contribué, en 1922, à l'échec de l'opération de fusion entre le PCI et le Parti socialiste maximaliste de Serrati, menée sous le contrôle de l'IC. Cette dernière crise avait mené le PCI au bord de la rupture avec l'Internationale.

Au cours de cette période, Gramsci joue un rôle très secondaire au sein du PCI. Il avait tardivement rejoint (au printemps 1920) la lutte pour la création d'un nouveau parti en Italie et se trouva, dès le départ, totalement subordonné à Bordiga. S'il ne partageait pas l'« intransigeance » révolutionnaire de ce dernier, il était néanmoins séduit par son sectarisme à l'égard du PSI, qu'il jugeait responsable de l'échec de l'occupation des usines de 1919-1920.

fraction. L'IC nomma d'autorité une nouvelle direction qui fut mal acceptée par un parti à majorité bordiguiste. C'est alors que Gramsci, qui s'installe à Vienne, car un mandat d'arrêt est lancé contre lui en Italie, commence sa bataille pour recomposer un groupe dirigeant du PCI.

Le cadre de référence de l'Internationale

Sur qui peut-il compter ? Il décide de lancer sa bataille pour amener le PCI sur la ligne de l'IC au moment où celle-ci est dirigée par Lénine et Trotsky. Le cadre de l'Internationale lui semblait alors essentiel pour affronter le groupe bordiguiste majoritaire. Il le restera à ses yeux quand la bataille fera rage entre Staline et Trotsky. S'il a pu faire quelques remarques sur les interventions par trop pesantes de la direction de l'IC sur son parti en



L'Internationale : pour Gramsci, un cadre de référence (1st Congrès de la IIIst Internationale).

C'est en 1923, après le débat qui suivit, à Moscou, l'échec de la fusion entre le PCI et les maximalistes, et dans le cadre de la réorientation opérée par la direction de l'IC avec la tactique de front unique — à laquelle les Italiens étaient radicalement opposés —, que Gramsci exprima pour la première fois des divergences. Mais il justifiait les concessions faites à Bordiga car « il serait impossible de diriger le parti sans la participation active d'Amadéo et de son groupe de travail central 4 ».

Préoccupé par le moral du parti, conscient de l'absence d'une direction de rechange, Gramsci, qui séjourne alors à Moscou, refuse les avances qui lui sont faites par les dirigeants de l'IC pour qu'il prenne la direction du PCI. « Je leur ai dit, écrira-t-il plus tard à ses amis de Turin, qu'on ne pouvait en aucune façon (et encore moins par ma personne) remplacer Amadeo sans un travail préalable de réorientation du parti ⁵. » Mais c'est dans un climat de crise ouverte du parti qu'il devra engager ce travail. Etant donné les divergences avec l'IC la direction Bordiga démissionna et se constitua vite en

1922-1923, Gramsci va vite mettre ses préoccupations en veilleuse, car l'entente avec l'IC, et donc avec sa fraction majoritaire, lui paraît déterminante.

Quand la division s'approfondira à Moscou, il s'appuiera sur la lutte anti-Trotsky pour mener à bien la bataille contre Bordiga. Il justifie d'ailleurs « l'hégémonie des camarades russes » dans l'IC, car « ils ont un Etat, et cela donne à leur jugement un fondement matériel que nous ne pourrons avoir qu'après une révolution, et ceci donne à leur suprématie un caractère permanent et difficilement attaquable 8 ». Mais cette justification semble se fonder avant tout sur les circonstances, car il affirme également : « Si au V° Congrès (de l'IC), notre parti est guéri de sa crise, s'il dispose d'un noyau constitutif et d'un centre qui jouit de la confiance des masses italiennes sur la base de sa propre action et non par répercussion internationale, nous pourrons prendre une position indépendante et même nous permettre le luxe de critiquer. Actuellement, il me semble que nous devons encore louvoyer pour quelque temps afin de ne pas accroître la

confusion et la crise de confiance et de prestige qui existe

déjà sur une large échelle ' ».

Cette réaction pragmatique face à la réalité de la situation au sein de l'Internationale et de la crise du PCI ne sera pas sans conséquences : les communistes italiens ne participeront pas à la bataille internationale, dont les enjeux seront vite clairs, facilitant ainsi la victoire de Staline qui mettra fin à toute discussion. On ne pouvait prévoir cette issue au moment où Gramsci prônait cette attitude et, quand il prendra conscience de la dynamique réelle de la lutte au sein du Parti bolchevik, il interviendra directement par une lettre de mise en garde au comité central du Parti communiste russe. Mais il était déjà trop tard et les hommes qui prendront la direction du PCI après son arrestation, privés de ses qualités politiques, s'engouffreront dans la porte qu'il avait ouverte et capituleront irrémédiablement devant le vainqueur du Kremlin.

En outre, le choix fait par Gramsci va déterminer un incroyable chassé-croisé de positions au sein du PCI. Alors qu'il engage la bataille pour gagner son parti à l'orientation prônée par Lénine et Trotsky, Gramsci se range aux côtés de la majorité stalinienne qui va bientôt les remettre en cause. Au même moment, Bordiga, qui défend les positions extrémistes et continue ainsi la bataille qui l'avait opposé à Trotsky et aux autres dirigeants bolcheviks depuis la naissance du PCI, reprend à son compte la bataille de l'opposition de gauche contre la bureaucratisation de l'Etat, du parti soviétique et de

En Italie, Gramsci estime que, vu ses propres carences politiques, le groupe de l'*Ordine Nuovo* de Turin ne saurait être le noyau de la future direction. Il sait, par ailleurs, que Bordiga n'acceptera jamais de compromis sur la tactique. C'est donc une réorientation sur toutes les questions fondamentales, d'où proviennent les désac-

cords politiques, qui s'impose.

l'Internationale

Il va mener cette bataille à deux niveaux. Au niveau des cadres du parti, à travers de longs échanges épistolaires, il va aborder les questions stratégiques : le lien entre les buts stratégiques et les moyens tactiques, la conception du parti, son lien au mouvement de masse et l'unité idéologique de sa direction. Au niveau de la masse des militants, il aborde les questions politiques centrales de l'heure : le front unique et le travail de masse et essaie de réorienter, sur cette base, l'activité du PCI.

Parti et masse, stratégie et tactique

Les questions qu'il aborde avec les cadres et avec les militants sont étroitement liées. Ainsi l'explique Gramsci: « On n'a pas conçu le parti comme le résultat d'un processus dialectique dans lequel convergent le mouvement spontané des masses révolutionnaires et la volonté organisationnelle et dirigeante du centre, mais seulement comme une chose suspendue en l'air, qui se développe en soi et pour soi, et que les masses rejoindront quand la situation sera propice et quand la croissance de la vague révolutionnaire arrivera à sa hauteur, ou bien quand le centre du parti estimera devoir com-

mencer son offensive et s'abaisser vers les masses pour les stimuler et les mener à l'action 8 ». C'est pourquoi le parti ne se préoccupe pas de donner des indications aux masses qui correspondent à leur niveau de développement et permettent de les mener vers le but à atteindre. C'est pourquoi il refuse le front unique et tout mot d'ordre intermédiaire, abandonnant ainsi les masses aux propositions réformistes.

Mais c'est aussi pourquoi le parti ne s'est pas attaché à une analyse concrète des rapports de classes en Italie et des structures de l'Etat bourgeois dans la péninsule. Analyse qui aille au-delà de la constatation de l'antagonisme fondamental entre bourgeoisie et prolétariat et de la nécessité de l'assaut révolutionnaire pour le pouvoir⁹. C'est à cette époque que Gramsci écrira la Question méridionale, première tentative d'élaborer une telle

analyse.

Enfin, c'est pourquoi le parti ne se préoccupe pas d'élaborer des mots d'ordre politiques immédiats et transitoires. Il aborde à ce propos la place du mot d'ordre de Constituante dans la lutte contre le fascisme : « Est-il probable que le mot d'ordre de Constituante redevienne actuel? Si oui, quelle sera notre attitude? En bref, la situation actuelle doit avoir une solution politique : quelle forme plus probable revêtira-t-elle? Peut-on penser que l'on passera directement du fascisme à la dictature du prolétariat? Quelles sont les phases intermédiaires possibles et probables? Nous devons faire ce travail d'analyse politique (...). Je pense que, dans la crise que traversera le pays, c'est le parti qui aura le mieux compris ce processus nécessaire de transition qui dominera et donnera aux larges masses une impression de sérieux 10 ». Comme on le verra, il reviendra sur ce point dans ses discussions politiques en prison, au moment où l'IC aura pris le tournant de la troisième période.

Gramsci « bolchevise » le PCI

Le deuxième axe de la bataille de Gramsci, la question de l'unité idéologique des groupes dirigeants, est, sans doute, celui qui a le plus souffert des contrecoups du débat international. Gramsci insistait au départ sur la nécessité d'arriver à une unité idéologique de la direction, qui se fonde sur un bagage théorique commun et qui permette des débats sur les choix politiques sans risque d'éclatement.

Mais, bien vite, cette « unité idéologique » va prendre un autre contenu. En effet, Gramsci expérimente la difficulté de mener sa bataille alors que Bordiga est en opposition dans un parti encore majoritairement bordiguiste. Pour attaquer ce dernier, il trace un parallèle avec l'attitude de Trotsky au sein du parti bolchevik. « Ce qui s'est passé récemment au sein du parti russe doit avoir valeur d'expérience pour nous », écrit Gramsci. « L'attitude de Trotsky, dans un premier temps, peut être comparée à celle de Bordiga. Trotsky, tout en participant "de façon disciplinée" aux travaux du parti, avait, par son attitude d'opposition passive (...), créé un sentiment de malaise dans tout le parti qui ne pouvait pas ne pas être

au courant de cette situation. (...) Ceci prouve qu'une opposition — même si elle se maintient dans les limites de la discipline formelle — de la part de personnalités de premier plan du mouvement ouvrier peut, non seulement empêcher le développement de la situation révolutionnaire, mais peut mettre en danger les conquêtes de la révolution ¹¹ ». On n'est pas loin de la prétendue unité léniniste du parti, de la « bolchevisation » qui sera défendue peu après.

Le débat qui s'ouvre pour préparer le Ille Congrès du PCI marque la seconde phase de la conquête du parti par Gramsci. Elle va se dérouler sous le signe de la lutte contre Trotsky en URSS mais se saurait en aucun cas être réduite à celle-ci. Gramsci a, en effet, commencé à réorienter l'activité du parti. Avec la création de l'*Unità* début 1924 (par le PCI et la fraction pro-Ille Internationale du Parti socialiste maximaliste) et la proposition d'une liste unique aux deux partis socialistes pour les élections d'avril 1924, il s'oriente vers une politique de front unique face au fascisme. Les socialistes refuseront et le PCI aura

fraction bordiguiste sont démis de leurs fonctions; la fraction elle-même est interdite en juin 1925. C'est une délégation à peu près normalisée par ces mesures qui se rendra au congrès en janvier 1926 à Lyon. A ce congrès, le rapport politique de Bordiga sera un chant du cygne, qui n'offre aucun axe de lutte politique mais s'efforce uniquement de justifier son action passée.

À l'opposé, le rapport de Gramsci et les thèses qu'il soumet ont le mérite d'offrir une analyse articulée et une orientation relativement claire aux militants. L'apport de Gramsci est particulièrement important dans l'exposition minutieuse de la structure sociale de l'Italie qui détermine l'actualité de la révolution socialiste et le devoir, pour le prolétariat, de résoudre au passage les tâches de la révolution bourgeoise laissées inachevées par le Risorgimento. Il en découle une attention particulière aux alliances à tisser avec le prolétariat agricole du Sud, absente jusqu'ici dans les analyses du PCI. Le second changement significatif, qui porte également la marque de Gramsci, est le long développement sur le rapport



Gramsci oriente le parti vers une politique de front unique contre le fascisme (défilé de Mussolini et de ses généraux).

dix-neuf élus, dont Gramsci, au Parlement. Il peut dès lors rentrer en Italie pour parfaire son travail.

S'il a gagné une majorité au comité central, il constate lors de la conférence nationale de Côme, en mai 1924, qu'il reste minoritaire dans le parti. La base reste bordiguiste et, de plus, témoigne de fortes sympathies pour Trotsky. Pour surmonter ses difficultés, Gramsci va opter résolument pour la « bolchevisation » dans sa version purement disciplinaire. Il présente, au comité central de mai 1925, le compte rendu du Ve Plénum de l'exécutif international qui a appelé les partis communistes à généraliser la lutte contre Trotsky. Pour lui, la tâche de l'heure est la « stabilisation léniniste de la composition idéologique des partis ». En Italie, il s'agit de « résoudre la question des tendances et des possibles fractions qui pourraient naître, c'est-à-dire de faire triompher dans notre parti la conception bolchevique 12 ».

Les mesures disciplinaires pleuvent dès lors sur les partisans de Bordiga : dissolution de directions locales bordiguistes ; les signataires de la plate-forme de la entre l'avant-garde et les masses, sur la nécessité d'avancer des revendications partielles et transitoires, qui permettent au parti de se lier à la masse des travailleurs et, tout en répondant à leurs exigences immédiates, de les amener à s'engager dans la lutte pour une transformation socialiste de la société.

A ces développements méthodologiques, qui s'inscrivent dans la droite ligne des premiers congrès de l'IC, correspondent cependant des indications politiques et organisationnelles émanant directement du rapport de Zinoviev au V° Congrès mondial de l'IC et des décisions du V° Plénum de l'exécutif international. La social-démocratie y est présentée comme une aile du fascisme et le front unique comme une tactique à appliquer essentiellement à la base. Mais surtout, la partie consistante des thèses consacrées à la bolchevisation et à la lutte contre les fractions indique combien les idées des épigones de Lénine avaient déjà fait leur chemin dans la direction du PCI. Les thèses reconnaissent la « fonction prédominante et de direction » du Parti communiste russe dans l'Interna-

tionale; elles affirment que les fractions sont incompatibles avec un parti bolchevique et qu'une « discipline prolétarienne de fer » doit régner dans ses rangs ¹³.

Il est impossible de porter un jugement unilatéral sur ce congrès et sur toute l'activité politique de Gramsci au cours des deux années qui l'ont précédé, de séparer ses contributions politiques de ses pratiques et conclusions organisationnelles. S'il a effectivement réarmé le PCI, et, ainsi, rendu un peu plus difficile le triomphe ultérieur des conceptions de la « troisième période » en son sein, il a néanmoins, avec ses pratiques et ses thèses organisationnelles, introduit dans le parti italien les instruments qui permettront sa soumission totale au stalinisme. On peut certes balancer, mais pas effacer, ce jugement, à la lumière de la lettre qu'il envoya, au nom de son parti, au comité central russe, quand il aura pris conscience de la dynamique de la lutte engagée à Moscou. Il souligne les conséquences internationales de l'éclatement de la direction russe. Il y réaffirme son accord avec la majorité russe sur l'unité et la discipline du parti mais, ajoute-t-il, « l'unité et la discipline ne peuvent être mécaniques et imposées; elles doivent être loyales et fondées sur la conviction; ce ne doit pas pas être l'unité et la discipline d'un bataillon ennemi emprisonné ou assiégé et qui cherche à s'évader ou à opérer une sortie surprise (...) 14 ». Mais ce rappel à respecter les bonnes manières dans le débat n'aura aucun effet : Togliatti, qui représentait alors le PCI à Moscou, ne remettra jamais la lettre aux intéressés.

Les « Cahiers de prison »

Quelques jours plus tard, Gramsci - et de nombreux autres cadres du PCI — sera arrêté et ne recouvrera jamais la liberté. Nul ne pourra donc dire quelle aurait été son attitude concrète face à la montée du stalinisme en URSS et dans les partis communistes. On peut cependant constater que sa réflexion théorique et ses discussions politiques alors qu'il se trouvait en prison allaient à l'encontre de la ligne adoptée par l'IC au début des années trente. Cette ligne et ses effets dévastateurs qu'il pouvait mesurer auprès des militants du PCI arrêtés qui arrivaient dans son pénitencier, et qu'il ne pouvait combattre en pratique, l'ont sans doute poussé à se concentrer sur une réflexion essentiellement théorique. Celle-ci, c'est inévitable, se nourrissait de son expérience et des débats passés au sein du mouvement ouvrier italien et mondial.

Il cherche, avant tout, à préciser les différences de structure entre l'Etat bourgeois italien et l'Etat russe en 1917. « En Orient, écrit-il, l'Etat était tout, la société civile était primaire et gélatineuse ; en Occident, entre Etat et société civile, il y a un juste rapport et derrière la façade de l'Etat on distingue tout de suite une robuste chaîne de forteresses et de casemates ¹⁵. » Il analyse précisément comment la bourgeoisie a construit son hégémonie à travers des institutions démocratiques et les formes de sa domination idéologique sur toutes les classes de la société. Ses « défenses » sont plus importantes et plongent leurs racines au sein des masses ouvrières. Cette complexité des rapports entre « société civile » et Etat, et

celle des rapports de forces politiques au sein des « classes subalternes », impose au prolétariat de substituer à la « guerre de mouvement » menée par les bolcheviks une « querre de position » de plus longue haleine. Cette guerre de position doit permettre de construire un bloc historique des classes exploitées, fondé sur un consensus politique; un bloc historique sur lequel le prolétariat doit établir son hégémonie avant la prise du pouvoir. Gramsci explicite longuement sa conception de l'« hégémonie » : « La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux facons, comme domination et comme direction intellectuelle et morale. Un groupe social est dominant face aux groupes adverses qu'il tend à liquidier ou à soumettre par la force armée s'il le faut, et il est dirigeant face aux groupes assimilés et alliés. Un groupe social peut et même doit être dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental (c'est une des conditions principales pour la conquête du pouvoir), après, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fermement en main, il devient dominant, mais il doit être dirigeant 16. »

Dans quelle mesure ces deux éléments de sa réflexion sur la stratégie de la révolution en Occident approfondissent-ils les conceptions bolcheviques; dans quelle mesure amorcent-elles certaines ruptures ? A propos de la « guerre de position », Gramsci note à un moment : « Il me semble que Illich (Lénine) avait compris qu'il fallait un changement de la guerre de mouvement, appliquée victorieusement en Orient en 1917, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident (...). C'est là, me semble-t-il, la signification de la formule du front ». On peut en effet établir un lien direct entre les analyses de Gramsci et le tournant opéré par l'IC en 1922 pour regrouper les forces ouvrières face à la relance de l'offensive capitaliste. Et on a vu que c'est à partir de ce tournant que Gramsci a lancé sa bataille contre l'ultra-gauchisme de Bordiga. Il semble pourtant qu'il aille plus loin dans les Cahiers de prison. En effet, le tournant opéré par l'IC, avec l'adoption de la politique de front unique, représentait un changement tactique, valable pour tous les pays face à une conjoncture défavorable. Gramsci, en liant son concept de « querre de position » à la différence de structures de la société et de l'Etat tend à lui donner une valeur stratégique. C'est là-dessus en partie que s'affirmeront ses héritiers réformistes. Il est donc intéressant de voir quel contenu politique il lui donne et dans quelle mesure ce concept s'inscrit - ou non - dans la perspective du renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois.

Ce n'est pas dans les *Cahiers de prison* que l'on peut trouver des réponses à ces questions. Mais certains éléments sont apportés par les discussions que Gramsci avait avec ses co-détenus au début des années trente sur les perspectives politiques qui pourraient s'ouvrir à la chute du fascisme. Apprenant ses désaccords avec la ligne du parti, des détenus communistes lui demandèrent de leur faire un rapport exposant ses positions. Gramsci les avertit que ce qu'il allait leur dire allait sans doute être, pour eux, un « véritable coup de poing dans l'œil ». Il se référait à la nécessité d'une tactique fondée sur la revendication d'une Assemblée constituante. Il centre son exposé sur deux questions : la tactique pour la conquête des alliés du prolétariat et la tactique pour la conquête du pouvoir. Analysant la structure sociale de l'Italie, il sou-

ligne la nécessité de conquérir les alliés paysans et petit-bourgeois sans lesquels « tout mouvement révolutionnaire sérieux est exclu pour le prolétariat ». Il faut, en conséquence, adopter une tactique qui permette de faire faire des pas en avant à ces couches. D'autre part, cette tactique doit se fonder sur une analyse précise de la situation objective dans le pays. Pour Gramsci, la « perspective la plus probable est celle d'une période de transition. C'est pourquoi la tactique du parti doit se préparer en fonction de cet objectif sans craindre de paraître peu révolutionnaire. Il doit faire sien, avant tous les autres partis en lutte contre le fascisme, le mot d'ordre de Constituante, non comme fin en soi mais comme moyen. La Constituante représente la forme d'organisation au sein de laquelle peuvent être posées toutes les revendications les plus ressenties par la classe ouvrière, au sein de laquelle peut et doit se développer, à travers ses représentants, l'action du parti qui doit tendre à dévaloriser tous les projets de réforme pacifique, en démontrant à la classe travailleuse italienne comment la seule solution

dictature du prolétariat : la plus grande démocratie pour les masses exploitées (fonction « dirigeante »), la répression la plus ferme contre les anciens exploiteurs (« fonction dominante »). Dans les Cahiers de prison, Gramsci aborde cette question de l'hégémonie d'un groupe social dans ses analyses de la révolution bourgeoise italienne, le Risorgimento, ce qui peut en donner une interprétation extensive. En effet, la bourgeoisie, du fait de sa domination économique, peut exercer une hégémonie sur de larges secteurs de la société - et pas seulement sur ses forces alliées - avant la prise du pouvoir. Ce qui ne sera jamais le cas pour la classe ouvrière. Mais quand il présente une généralisation de ce concept - dans le passage que nous avons cité -, il n'y a pas d'ambiquîté : il s'agit bien de l'hégémonie d'un groupe social - le prolétariat - sur les classes sociales qui lui sont alliées. Son insistance sur cette question de l'hégémonie est en lien direct avec ses autres constatations concernant la plus grande complexité de la société civile en Occident. La conquête de l'hégémonie sur le



Gramsci vu par Wiaz

possible en Italie réside dans la révolution prolétarienne 18. »

D'autres comptes rendus de ses discussions de prison soulignent aussi comment Gramsci valorisait l'unité d'action avec les socialistes, qu'il mettait lui-même en pratique avec les détenus socialistes alors que, pour les militants du PCI, la guerre contre les « social-fascistes » se poursuivait jusque dans les pénitenciers mussoliniens. Front unique, mots d'ordre politiques transitoires, perspective de rupture révolutionnaire : la pensée de Gramsci en prison reste fermement ancrée à l'héritage des premiers congrès de l'IC.

Qu'en est-il de ses développements sur l'hégémonie, qui ont tant été repris ces demières années ? Là aussi, le concept n'a rien de nouveau et a toujours été utilisé, en premier lieu par les marxistes russes dans leurs discussions sur les rapports entre la classe ouvrière et ses alliés ¹⁹. Gramsci reprend, quand il décrit les rapports entre « domination » et « hégémonie », ce concept qui pourrait très bien synthétiser la formule de Lénine concernant la bloc historique des classes exploitées sera rendue plus difficile, elle nécessitera des instruments diversifiés (d'où, en particulier, son insistance sur le rôle des intellectuels révolutionnaires).

Afin de couvrir leur pratique réformiste d'après-guerre, les dirigeants du PCI seront amenés, comme on le verra, à « forcer » les concepts présentés par Gramsci dans les Cahiers de prison.

L'« opération Gramsci » du PCI

Il faut noter que la revendication de l'héritage de Gramsci par Togliatti et la direction du PCl après la guerre, n'a pas visé, au départ, ces réflexions politiques. Il s'agissait d'une opération aux multiples facettes. A la chute du fascisme, participant à plein à la reconstruction

de l'Etat bourgeois italien, le PCI s'efforçait de renforcer son image de parti « national ». Sa contribution exceptionnelle à la résistance aurait pu y suffire. Mais Gramsci apportait une dimension historique et intellectuelle non négligeable pour gagner l'intelligentsia antifasciste que la politique culturelle de Jdanov risquait de repousser. En passant, on établira (sur le modèle Lénine-Staline) le binome Gramsci-Togliatti et l'on fera bénéficier le second - absent d'Italie depuis 1926 et qui n'y rentra qu'avec l'accord des alliés – du passé antifasciste du premier.

Les Lettres de prison, remarquable document humain, furent publiées en 1947 et eurent un écho énorme dans les cercles intellectuels et politiques du pays. Elles n'auront pourtant pas échappé à la vigilance de Togliatti. Les coupes opérées sont avant tout révélatrices des intentions du censeur. Elles visaient à faire entrer Gramsci dans le moule de l'homme modèle stalinien qui ne dévie ni dans sa vie privée, ni dans ses intérêts politiques. Trois sortes de coupures ont été opérées : les références à sa cohabitation amicale avec Bordiga dans la colonie pénitencière d'Ustica : les listes de livres dont sont expurgés les titres de Trotsky réclamés par Gramsci; enfin les passages qui révèlent ses relations affectives avec sa belle-sœur. Entretenir le mythe d'un Gramsci mari exemplaire était important pour améliorer l'image du PCI auprès de la hiérarchie catholique 20!

Les Cahiers de prison ne seront pas expurgés, mais arrangés dans un ordre qui tend à donner un caractère systématique à des notes éparses et à leur appliquer comme clé de lecture la question de la « conquête de l'hégémonie » qui deviendra le césame politique du PCI au cours des décennies suivantes. Quant aux textes de l'Ordine Nuovo et les Ecrits politiques des années 1921-1926, ils ne seront publiés qu'une dizaine d'années plus tard et intéresseront essentiellement les historiens.

C'est surtout dans les années soixante-dix, à l'heure du compromis historique, que les dirigeants du PCI iront puiser massivement – de façon abusive – dans les écrits de prison de Gramsci. Mais la clé de lecture en avait été partiellement fournie déjà à la fin des années cinquante. On a assisté de leur part à trois « transformations » importantes qui permettaient de renverser sur sa tête l'élaboration de Gramsci. Premièrement, des analyses sur le caractère plus développé de la société civile en Occident ils concluèrent que l'on avait à faire à un « Etat-hégémonie », en opposition à l'« Etat coercition » des sociétés orientales. (Chez Gramsci ces deux fonctions restaient liées dans tout Etat, c'est leur rapport interne qui se modifiait). Parler d'« Etat hégémonie », cela implique que sa fonction répressive est désormais négligeable et que cet Etat n'est plus « extérieur » à la classe ouvrière, mais que celle-ci s'en considère partie prenante²¹. D'où la seconde transformation: la « guerre de position », de tactique – de longue haleine – visant à mieux préparer l'assaut final contre l'Etat, devient à la fois le mouvement

et le but (comme chez Bernstein : le mouvement est tout...). Elle permet de conquérir l'Etat, casemate par casemate, forteresse par forteresse, sans qu'aucune rupture ne soit plus nécessaire. La troisième transformation offre l'instrument pour opérer cette conquête : l'hégémonie. D'hégémonie de la classe ouvrière sur les autres classes exploitées pour mener à bien le renversement de l'Etat bourgeois, on est passé à l'hégémonie de la classe ouvrière dans l'Etat bourgeois, en alliance avec les forces politiques des classes exploiteuses.

Pour étoffer leur stratégie, les dirigeants du PCI ont enrichi l'héritage de leurs contributions propres, mais sa légitimité fondamentale venait des Cahiers de prison. Même si aujourd'hui, dans leur frénésie iconoclaste, les communistes italiens prennent aussi leurs distances avec Gramsci, trop marxiste et léniniste à leur goût, leur stratégie politique demeure celle qu'ils ont élaborée à partir d'une lecture déformante des Cahiers de prison. C'est aussi cette lecture qui a donné le « la » à toute une série de cadres dans les partis communistes européens et hors de ceux-ci, et a ainsi contribué à forger une vision non seulement discutable mais très réductrice de la contribution de Gramsci au mouvement ouvrier. Il est donc important de la dépasser afin de pouvoir apprécier cette contribution dans toute sa richesse et sa complexité, avec toutes ses forces et ses faiblesses.

Anna Libera

1. Palmiro Togliatti, « Antonio Gramsci, capo della classe operaia », *Opere*, T. IV, p. 213-225.

2. Pour une étude très minutieuse de ces ambiguïtés, voir Perry

Anderson, Sur Gramsci, Maspero, 1978.

3. Lettre à P. Togliatti dans La formazione del Gruppo dirigente del Partito comunista italiano, Editori Riuniti, 1962, p. 197. 4. Cité dans Camilla Ravera, Diario di Trent'anni, 1913-1943,

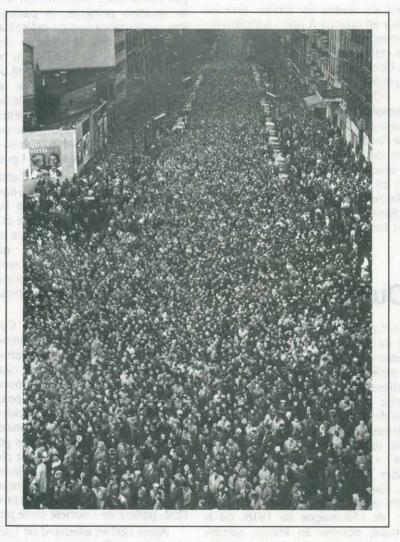
Editori Riuniti, 1973, p. 112.

- 5. La formazione del Gruppo dirigente del Partito comunista italiano, op. cit., p. 196.
 - 6. Idem, p. 190.
 - 7. Idem, p. 262.
 - 8. Idem, p. 195.
 - 9. Idem, p. 196. 10. Idem, p. 246.

 - 11. Lo Stato Operaio, 19 mai 1924.
 - 12. L'Unità, 3 juillet 1925.
 - 13. Tesi di Lione, p. 15 à 59.
- 14. A. Gramsci, Scritti Politici, 1921-1926, Editori Riuniti, p. 238.
 - 15. A. Gramsci, Note sul Machiavele, Editori Riuniti, 1973.
 - 16. Il Risorgimento, Editori Riuniti, 1973, p. 94.
- 17. Note sul Machiavele, op. cit., p. 95-96 18. Athos Lisa, Memorie - In Carcere con Gramsci, Feltrinelli, 1975, p. 85 à 88.
- 19. Pour un rappel historique détaillé, voir Perry Anderson, op. cit., p. 7 et suivantes.
- 20. Il faudra attendre la mort de Togliatti pour connaître la
- version non expurgée. C'est celle qui a été traduite en français. 21. Voir, parmi tant d'autres, Pietro Ingrao, *Masse e Potere*, Editori Riuniti, 1977, p. 167 et suivantes.

A L'OUEST, QUESTIONS DE STRATEGIE...

ANTOINE ARTOUS, DANIEL BENSAID



De divers côtés. Gramsci est revendiqué comme le principal penseur marxiste s'étant penché sur les spécificités de la révolution en Occident. En effet, ses apports sont indispensables à toute réflexion stratégique mais ne sauraient être isolés des débats initiés par Lénine et Trotsky dans l'Internationale des années vingt.

Gramsci est souvent présenté comme le seul dirigeant communiste de l'entre-deux-guerres qui aurait percu, en ce qui concerne la « révolution en Occident », la nécessité d'un tournant stratégique fondamental par rapport à Octobre 17. Annick Jaulin, dans le numéro 9 de la revue M consacré à Gramsci, écrit ainsi péremptoirement : « La révolution de 1917, loin d'être le modèle pour l'avenir, est le dernier événement d'une époque qui a commencé en 1789 ; mais "la guerre de mouvement" est terminée, commence "la guerre de position". Ainsi le marxisme n'existe pas mais est à inventer comme philosophie de la praxis et le léninisme est un combat d'arrière-garde qui laisse entièrement à penser ce que pourrait être une hégémonie dans les sociétés où la société civile est plus état que l'Etat . »

Notre propos n'est pas de discuter ici des textes de Gramsci lui-même — nous renvoyons de ce point de vue au court et remarquable essai de Perry Anderson publié en 1978, malheureusement peu discuté en France ² —, mais de revenir sur certaines extrapolations faites à partir de ses écrits et présentées comme des éléments clés de ce tournant stratégique. Par là, nous élargirons la discussion aux questions de lutte pour le pouvoir dans les

pays capitalistes avancés.

Il convient d'abord de revenir en arrière, vers les années vingt. Non pour en appeler à une « orthodoxie » de l'Internationale communiste allant de soi, mais pour comprendre comment cette dernière a abordé la question de la révolution en « Occident ». Ce terme désignant à l'époque les pays capitalistes de l'Ouest, en opposition aux pays de l'Est, à « l'Orient », dont la Russie est pré-

sentée comme un exemple type.

Ce retour historique est doublement nécessaire. Parce que Gramsci lui-même l'indique, en mettant explicitement en relation sa notion de « guerre de position » et le tournant sur le front unique amorcé en 1921. Et aussi parce que la tradition est tenace, en particulier pour de nombreux militants liés au Parti communiste, qui occulte cette période et fait démarrer l'élaboration de l'IC sur la révolution en Occident avec la politique des Fronts populaires

L'Est et l'Ouest

Lors de son Premier Congrès (1919), l'IC a une vision simple de l'extension du processus révolutionnaire vers l'Occident. Pas seulement parce que ses militants ont « mal assimilé » l'expérience des bolcheviks. Lénine lui-même, dans les thèses qu'il écrit pour ce congrès, résume ainsi « la tâche principale des partis communistes, là où le pouvoir des soviets n'existe pas : éduquer les masses sur la nécessité d'une nouvelle démocratie prolétarienne qui doit remplacer la démocratie bourgeoise ». Pour ce faire : « élargir et organiser des soviets dans tous les domaines [et] conquérir à l'intérieur une majorité communiste, sûre et consciente 3 ».

Il est vrai que cette perspective s'appuie sur l'expérience de la Hongrie, de l'Allemagne de 1918, où le processus révolutionnaire, comme en Russie, semble mettre immédiatement à l'ordre du jour le pouvoir des soviets. Mais lorsque s'ouvre le III e Congrès (1921), la

vague révolutionnaire née de la guerre marque le pas, des expériences comme celle de la révolution allemande font apparaître une série de problèmes d'orientation nouveaux. Lors de ce congrès, Lénine et Trotsky font bloc autour de la défense d'une politique de front unique, celle-ci sera approfondie les mois suivants. Ils n'abordent pas la question en termes généraux de façon à permettre de penser systématiquement la différence entre l'Est et l'Ouest. Ils ne donnent que des indications. Pour Lénine, le processus sera plus lent et plus complexe. Pour Trotsky. le pouvoir sera plus difficile à conquérir (mais plus facile à garder) qu'en Russie, où les bolcheviks ont « en un certain sens culbuté les classes possédantes ».

Leurs préoccupations sont en fait plus directement politiques. Il s'agit de battre les partisans de « l'offensive » qui, en Allemagne (mars 1921), viennent de se lancer dans une action aventuriste de lutte directe pour le pouvoir. Ces courants sont certes hétéroclites, mais dominent les jeunes partis communistes et une partie de l'appareil de l'IC: Lénine et Trotsky craignent d'être minoritaires et se voient même contraints de passer des compromis, par exemple sur l'appréciation de l'action de mars donnée par l'IC. Ces courants ont en commun de ne pas comprendre l'inflexion qui vient de se produire dans la situation politique, ils partagent une même vision linéaire du processus de radicalisation des masses et de ce que doit être la tactique des partis communistes ("l'offensive"). Ils refusent, ou pour le moins, résistent fortement à la politique de front unique proposée par les deux principaux dirigeants de la Révolution russe. Si ceux-ci gagnent la bataille, ils le doivent davantage à leur prestige qu'au fait qu'ils auraient réellement convaincu. Au demeurant, à l'époque, Gramsci refuse cette tactique : ce n'est que plus tard qu'il verra dans ces courants les représentants typiques de la « guerre de mouvement 4 ».

Le front unique, c'est d'abord l'insistance sur la nécessité de gagner la majorité dans les masses pour faire la révolution et le besoin de l'unité d'action avec la social-démocratie. Mais, au fur et à mesure qu'elle va se développer, cette orientation va en fait avoir des conséquences sur tous les terrains : question syndicale, premières systématisations concernant les revendications transitoires, problème du gouvernement ouvrier. Une série de caractéristiques propres sont alors prises en compte.

Ainsi, Radek, lors du IV° Congrès (1922), indique explicitement que c'est la différence entre l'Est et l'Ouest qui est à la racine des problèmes. « Le gouvernement ouvrier, écrit-il, n'est pas la dictature du prolétariat. » Transition qui n'est pas une nécessité, mais une étape possible : « Ce point de départ possible consiste en ce que les masses ouvrières en Occident ne sont pas politiquement amorphes et inorganisées comme en Orient. Elles sont organisées dans des partis et attachées à ces partis. A l'Est, en Russie, il est plus facile, lorsque commence la tempête révolutionnaire, de les amener directement dans le camp du communisme. C'est beaucoup plus difficile chez vous ⁵ .» Plus tard, Gramsci, à propos de l'Est, parlera de « société civile primitive et gélatineuse ».

Après l'échec allemand de 1923, cette réflexion sur la révolution en Occident, amorcée à partir du front unique, fut abandonnée au profit d'une ligne à dominante « sec-

taire et gauchiste », qui culmina au cours de la « troisième période » stalinienne des années trente. Mais, dès le Ve Congrès (1924), sous la houlette de Zinoviev et de certains anciens partisans de la « théorie de l'offensive », on trouve des germes d'une telle orientation. Ce qui indique que cette dernière avait des racines profondes et qu'on ne peut la réduire à un simple effet direct de la prise de pouvoir dans l'IC par Staline.

Dès 1924, Trotsky mène bataille contre ce type d'orientation, au nom, précisément, de la continuité avec la politique de front unique qu'il approfondit alors et systématise. Lorsque Gramsci formule sa notion de « guerre de position », il fait référence au front unique des années vingt et, en outre, critique en des termes identiques à ceux de Trotsky, les positions « classe contre classe » de l'IC et de la majorité du Parti communiste italien.

Tous deux se prononcent pour le front unique dans la lutte contre le fascisme. Tous deux pensent qu'il y aura « modèle russe », c'est-à-dire la forme concrète prise par le processus révolutionnaire en Russie.

Ensuite, la confusion entre « l'actualité de la révolution » comme donnée d'une nouvelle période historique (celle de l'impérialisme) et « l'actualité de la révolution » au sens conjoncturel du terme : en l'occurrence les crises qui suivent la fin de la guerre 1914-1918. Sur ce second point, les débats que mènent Lénine et Trotsky contre « les partisans de l'offensive » les conduisent à lutter contre toute vision « catastrophiste » de la crise. Dès le deuxième congrès de l'IC, Lénine avait polémiqué à la fois contre « les économistes bourgeois », qui présentent la crise comme un simple malaise, et « les révolutionnaires [qui] s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est sans issue » pour la bourgeoisie. Or, « c'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue ⁷ ».

Avant 1914, au sein de la II^e Internationale domine une idéologie de la marche « inéluctable » au socialisme résultant de la croissance sociale et politique (et donc électorale) du prolétariat. Les « partisans de l'offensive »



Les bolcheviks organisent des mílices populaires armées pour défendre la révolution.

une « période de transition » entre la chute de ce dernier et la dictature du prolétariat et que, dans ces conditions, le mot d'ordre de Constituante revêt une grande importance.

Crise révolutionnaire et « modèle d'Octobre »

Chez Lénine, la notion de crise révolutionnaire est clé. Dès 1915, dans la Faillite de la lle Internationale, il écrit : « Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à une révolution. » Dans les années vingt, autour de cette idée, plusieurs débats vont se télescoper dans l'IC. D'abord une confusion, quasi inévitable, entre cette idée de situation révolutionnaire, en tant que notion stratégique, et le

reproduisaient une vision en quelque sorte symétrique : sous les coups de la « crise sans issue » du capitalisme, de sa crise historique, la radicalisation des masses ne pouvait qu'aller inéluctablement à « gauche », vers des positions révolutionnaires.

C'est pour leur répondre que Trotsky, lors du III^e Congrès, prononce le célèbre discours dans lequel il dinstingue, du point de vue de l'actualité de la révolution, période et conjoncture et critique les visions mécanistes théorisant une crise inéluctable, produit direct de la crise économique. Il explique que le capitalisme peut réussir une stabilisation temporaire sur la base des échecs — ou des limites — de la lutte du prolétariat. Il est intéressant de noter que plus tard, en 1929, Trotsky reprendra une partie de cette argumentation dans une polémique contre l'orientation et la pratique du Parti communiste français qui développe alors une vision linéaire de la radicalisation des masses ⁸.

La notion de crise chez Lénine doit donc être déconnectée de toute vision « économiste ». Ce que soulignait,

à la fin des années soixante-dix, Christine Buci-Gluksmann, souvent présentée en France comme une théoricienne des positions « euro-communistes de gauche ». Mais elle ajoutait, comme d'autres, que Lénine serait resté enfermé dans une vision donnée : « La crise de l'Etat reste le point le plus élevé, le plus global d'une crise nationale, qui est d'emblée une crise révolutionnaire entraînant une destruction radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, sa suppression et la constitution d'un "appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets". Aujourd'hui, la crise des dictatures (Portugal, Grèce, Espagne), comme la crise de l'Etat en France et en Italie, tendent à montrer que crise révolutionnaire et crise de l'Etat ne coïncident plus, du moins au départ, et selon un modèle d'attaque frontale 9.»

Si l'on en croit la première remarque, Lénine serait resté prisonnier de l'expérience russe, celle d'une révolution où, d'emblée, l'État tsariste s'est effondré tandis que se développaient massivement les soviets. Reste que dans un texte comme la Maladie infantile, dans lequel Lénine reprend et explicite cette notion de crise, la démarche n'est pas celle décrite par Christine Buci-Gluksmann. Lénine ne cherche pas du tout à élaborer un modèle des formes de la crise révolutionnaire.

Il avance simplement un certain nombre de critères. au demeurant très généraux, susceptibles de permettre à un parti révolutionnaire de juger si une situation est mûre ou non — et pose la question de la lutte ouverte pour le pouvoir. Il reprend, souvent assez exactement, les idées avancées dès 1915 dans sa polémique avec les réformistes. A aucun moment l'idée de crise n'est réduite à un modèle. Il insiste sur l'idée qu'une crise révolutionnaire, pour se développer pleinement, nécessite une crise profonde de la domination bourgeoise. Ce qui ne veut pas dire d'emblée l'effondrement du pouvoir d'Etat et l'émergence des soviets.

Christine Buci-Glucksmann ajoute que le problème nouveau, apparu à la fin des années soixante, vient de ce que « crise révolutionnaire et crise de l'Etat ne coïncident plus, tout au moins au départ, et selon un modèle d'attaque frontale ». Or, c'est justement à ce type de situation révolutionnaire, effectivement différent de l'expérience russe, que l'IC, en particulier au travers de l'expérience allemande, avait commencé à répondre par

la politique de front unique.

Ainsi, Trotsky traite explicitement du problème, dans ses textes des années trente de polémique avec le Parti communiste allemand 10. Il distingue, sur la base de l'expérience passée, deux formes possibles du processus révolutionnaire. L'une, qui voit un effondrement rapide de l'Etat bourgeois et le surgissement des soviets. En quelque sorte le modèle russe. Cette hypothèse lui apparaît la moins probable. L'autre envisage un processus plus complexe, dans lequel la crise de l'Etat n'existe pas « d'emblée », alors qu'une logique de double pouvoir se développe à partir des comités d'usine et sur la base du contrôle ouvrier. « Dans certaines circonstances, écrit-il, le contrôle ouvrier peut devancer considérablement la dualité de pouvoir dans le pays. » Hypothèse la plus probable en Allemagne, selon lui, compte tenu de l'existence d'un Etat fort, d'une tradition d'organisation des ouvriers dans l'entreprise, de la puissance de la

social-démocratie, etc. Pour reprendre l'expression de Christine Buci-Gluksmann: « crise révolutionnaire et crise de l'Etat ne coïncident plus, au moins au départ »...

Bien entendu, les quatre derniers mots ont leur importance. Trotsky, pas plus que Gramsci, n'envisageait que l'on puisse faire l'économie d'un affrontement avec l'Etat, ni que cet affrontement se réduirait à sa seule crise propre... Même s'il s'agit d'un autre débat, il n'est pas possible de le contourner en le masquant derrière une prétendue vision « russe » de la crise révolutionnaire, censée être celle de Lénine et d'autres.

« Coercition » et « consentement »

Si l'IC des années vingt commence à prendre en compte, du point de vue de l'orientation politique, la différence entre l'Est et l'Ouest, la réflexion concernant l'analyse des formes de domination de la bourgeoisie dans ces pays et la démocratie bourgeoise est, en revanche, peu poussée. Certains ont cru trouver dans les textes de Gramsci, sensible à ce problème, une distinction entre « coercition » et « consentement » qui permettrait de théoriser cette différence.

En Russie, l'Etat tsariste, répressif et policier, fonctionnait à la « coercition ». A l'Ouest, la domination passe surtout par le « consentement », c'est-à-dire l'acceptation par les classes exploitées des normes idéologiques, culturelles, de la classe dominante. La définition, qui serait celle de Lénine, de l'Etat réduit, en dernière analyse, à une bande d'hommes armés, serait en quelque sorte une projection de la réalité de l'Etat tsariste.

Cette typologie nous semble inadéquate. En premier lieu, la vision qu'elle donne de l'Etat tsariste est unilatérale. Certes, lors des explosions révolutionnaires de 1905 et 1917, la fonction directement répressive de celui-ci apparaît brutalement. Mais, en période « normale », il serait illusoire de ne pas voir que, malgré sa crise structurelle, cet Etat fonctionne aussi à la légitimité, même si ses formes de légitimité, compte tenu de son caractère « féodal » (Lénine), ne sont pas les mêmes que celles de la démocratie bourgeoise.

Par ailleurs, Perry Anderson souligne avec raison que ce dosage entre « coercition » et « consentement » ne permet pas de rendre compte de la réalité de la démocratie bourgeoise. « Si nous revenons à la problématique d'origine de Gramsci, la structure normale du pouvoir politique capitaliste dans les démocraties bourgeoises est en fait, simultanément et indivisiblement, dominée par la

culture et déterminée par la coercition. »

Par culture ou idéologie, il ne faut pas simplement entendre l'intériorisation de certaines normes par les individus, mais des réalités bien matérielles : la forme de l'Etat, comme « Etat représentatif », qui produit l'illusion que les masses s'autogouvernent, et l'organisation de la « société civile ». Le terme de société civile désigne non pas « la sphère des besoins matériels », l'économie, mais les institutions publiques et privées qui structurent la société et qu'il faut distinguer de l'Etat au sens strict.

Il faudrait ajouter, surtout pour les analyses portant

sur la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, l'instauration d'un certain nombre de « droits sociaux » (santé, éducation, travail, etc.). Ils sont certes le produit de rapports de forces entre classes, mais ils sont perçus comme des « droits démocratiques », produits de l'évolution logique de la démocratie. Et d'ailleurs, comme les « libertés démocratiques », ils représentent un acquis effectif et important pour la classe ouvrière.

Mais, « historiquement, et c'est là l'essentiel, le développement de toute crise révolutionnaire déplace l'élément dominant, au sein de la structure du pouvoir bourgeois, de l'idéologie vers la violence **I* ». Toute stratégie révolutionnaire pour les pays capitalistes avancés doit prendre en compte cette domination par la « culture » — nous y reviendrons —, mais elle ne peut oublier la détermination dernière par la « coercition ».

Il est vrai que l'expérience des luttes de classes que nous avons connues entre 1968 et 1978 en Europe posait surtout le problème de la conquête de l'hégémonie. Encore qu'il ne faille pas évacuer l'exemple du Chili, pays fécond de Gramsci, la perspective d'une réforme continue, unité d'une réforme intellectuelle et morale et de transformation économique, unité aussi de la démocratie directe et de la démocratie représentative ».

Démocratie représentative et démocratie directe

Si certaines extrapolations faites à partir de Gramsci sont permises par ses textes, on chercherait en revanche en vain chez lui une stratégie visant à articuler démocratie représentative et démocratie directe. Certainement parce que, dès 1917, il savait que la perspective de la « démocratie combinée » avait été formulée comme une alternative à la stratégie léniniste. Aussi bien pour la Révolution russe que pour la révolution allemande.

L'IC n'a cessé de s'en démarquer. Lénine reproch :



Barricade de la Commune de Paris.

non européen, mais où, pourtant, la tradition de démocratie bourgeoise était dominante, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine.

Une dernière remarque pour qu'il n'y ait pas d'équivoque : il ne peut être question d'extrapoler, à partir du fonctionnement normal de la société, les conditions d'affrontement avec l'Etat bourgeois sous la forme d'une vision « militariste », une sorte de face-à-face entre le mouvement révolutionnaire et les corps répressifs. Dans ces conditions, les choses seraient vite jouées. En fait, une crise ouverte provoque des ébranlements décisifs, y compris dans les appareils répressifs : le comprendre et travailler en ce sens est une question déterminante de toute stratégie. Question « classique » au demeurant, si l'on se réfère à la « tradition léniniste ».

Dans la revue *M*, André Tosel, voulant synthétiser l'apport de Gramsci, critique son « usage instrumental, libéral-démocrate [qui] servit de garant au tournant euro-communiste, initié par le PCI et partagé un instant par le PCF et le PCE ». Il y oppose « l'héritage le plus

aux partisans de la « démocratie combinée » de vouloir articuler deux formes de pouvoir politique. Celui de la démocratie bourgeoise (Parlement, Constituante) et celui de la dictature du prolétariat (soviet). Et donc de soumettre la seconde, les soviets, à la première. On voit d'ailleurs, nous y reviendrons, que ce n'est pas la même chose que de parler des liens entre démocratie représentative et démocratie directe.

C'est en tout cas au nom de la « démocratie mixte » qu'argumente, en 1974, Ingrao, un dirigeant « de gauche » du Parti communiste italien : « Le développement des structures d'auto-organisation de type conseilliste pose le problème d'une instance générale de vérification des volontés et de décision. Le Parlement élu au suffrage universel peut être cette instance. (...) Il est utopique de penser qu'on peut sauter par-dessus ce moment de formation de la volonté générale ¹². »

Quand on connaît la politique du PCI, on comprend que ces déclarations couvrent un réformisme des plus classiques. Mais prenons en compte l'argumentation. Elle repose finalement sur la nécessité du Parlement pour « dégager la volonté générale », les conseils ouvriers n'étant capables d'exprimer que des points de vue particuliers, « corporatistes » selon l'expression employée à

l'époque par les tenants de ces positions.

Ce qui est alors occulté, ce sont les conditions mêmes de formation de la « volonté générale ». On sait, dans la tradition marxiste, que la fonction de l'« Etat représentatif » dans la démocratie bourgeoise est de produire une prétendue volonté générale exprimée par les citoyens : « La forme générale de l'Etat représentatif – dans une démocratie bourgeoise - est en elle-même l'arme idéologique principale du capitalisme occidental; son existence même prive la classe ouvrière de l'idée du socialisme entraînant un autre type d'Etat, et les moyens d'information et autres mécanismes de contrôle culturel renforcent dès lors cet "effet" idéologique central. (...) L'existence de l'Etat parlementaire constitue donc le cadre formel de tous les autres mécanismes idéologiques de la classe dirigeante 13. »

La démocratie socialiste ne peut donc être qu'une autre forme de pouvoir politique : dans ses aspects institutionnels, dans les rapports établis entre le « politique », le « social », l'« économique », que le capitalisme présente comme des ordres totalement séparés. L'opposition n'est donc pas entre deux principes : un système représentatif et la démocratie directe. Même si la confusion est

souvent faite 14

La démocratie directe, c'est le refus de céder une quelconque parcelle de la « souveraineté » à un représentant et donc le principe du mandat impératif. Il est facile pour ceux qui en font la base de la « démocratie socialiste » (nous ne parlons pas ici d'une société sans classe) de montrer qu'une telle démocratie est certes possible ponctuellement, pour représenter des mobilisations, mais qu'elle est utopique (au mauvais sens du terme) s'il s'agit d'établir les règles de fonctionnement d'un pouvoir politique plus stable. Il ne resterait donc plus qu'à se rabattre sur des formes de démocratie représentative bourgeoise.

Si l'on regarde les textes « classiques » de Marx ou de Lénine sur la dictature du prolétariat, il est surtout question de révocabilité des élus 15. La référence à une dialectique entre démocratie directe et démocratie représentative ne règle donc rien. Elle cache souvent, comme chez Ingrao, la soumission « des structures d'auto-organisation de type conseilliste » à la « volonté générale » du Parlement bourgeois. Reléquant les conseils au seul rôle d'expression de points de vue particuliers, elle ne peut en fait envisager de nouvelles formes de pouvoir politique

liées à un projet différent de société.

Sur la dictature du prolétariat

La démarche est totalement différente lorsque Gramsci traite de l'expérience des conseils ouvriers de Turin en 1919. Pour lui, la forme d'organisation des conseils s'oppose à la structuration produite par la société capitaliste qui fait d'un côté du prolétaire un « esclave » salarié et, de l'autre, un citoyen désincamé. Avec les conseils, « la dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs. (...) Sa raison d'être est dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire qu'il s'agit de dépasser. (...) Le conseil d'usine est le modèle de l'Etat prolétarien ¹⁶. »

Pourtant, ces formulations, que l'on trouve dans de nombreux textes de dirigeants de l'IC de l'époque, sont lapidaires. Elles supposent résolue la séparation de l'« économique » et du « politique », certes spécifique au système capitaliste, mais qui ne peut être abolie du jour au lendemain. De telles affirmations ne sont pas étrangères à la vision que Gramsci – comme d'autres – a de l'impérialisme, nouveau stade du capitalisme, qui fusionne politique et économie et rompt ainsi avec la période « libérale ». C'est considérer comme réalisé ce qui n'est qu'une tendance : « Puisque le régime de la concurrence a été aboli par la phase impérialiste du capitalisme mondial, le Parlement national a achevé son rôle historique 17. »

Quoi qu'il en soit, le processus historique en Russie s'était développé de façon plus complexe avec l'apparition de deux structures bien distinctes : les soviets et les comités d'usine. Certains virent dans l'existence de ces deux institutions les effets d'une démocratie prolétarienne non « pure » qui devait prendre en compte l'existence des paysans. Les soviets, sous un certain aspect, étaient bien un instrument d'alliance de classe avec la paysannerie. Pourtant, la révolution allemande de novembre 1918 vit à nouveau apparaître ces deux structures. C'était bien la preuve que la dictature du prolétariat ne pouvait, d'un seul coup, fusionner dans une seule forme de représentation socio-politique l'ensemble des niveaux de la réalité sociale et qu'une instance de représentation politique distincte était nécessaire. L'IC des années vingt distingua ces deux niveaux. Il ne s'agit pas de reprendre ici tous les débats de l'époque sur les formes d'organisation de la dictature du prolétariat : la place exacte des comités d'usine et celle des syndicats, les discussions, moins connues, avec l'opposition ouvrière qui, en 1921, proposait « un congrès des producteurs », séparé des soviets, afin de définir les grandes lignes de la construction économique. Il convient, par contre, de souligner ce que nous avons indiqué plus haut. La démocratie socialiste suppose une organisation du pouvoir politique et des formes de représentation qu'on ne peut réduire à la notion de démocratie directe, ni même à la simple construction de la « pyramide des conseils ». Ce qui supposerait que la société pourrait, du jour au lendemain, devenir transparente à elle-même et « absorber le politique ».

Reste le débat entre les bolcheviks et Rosa Luxemburg sur la Constituante. On sait que Rosa écrivait en prison une brochure dans laquelle elle dénonçait la dissolution de cette assemblée. Avec raison? On voit mal comnent auraient pu coexister deux institutions - les soviets et la Constituante -, se définissant chacune comme l'expression du pouvoir politique central. D'autant qu'à l'époque, derrière la Constituante, se regroupaient clai-

rement les forces de la contre-révolution.

D'ailleurs, à peine sortie de prison, lors de la révolution de novembre 1918, Rosa ne laissa subsister aucune ambiguïté lorsqu' il fallut trancher du point de vue stratégique. Soit le pouvoir aux conseils ouvriers, soit, comme le défendait la bourgeoisie, la social-démocratie, et aussi les partisans de la « démocratie mixte », le pouvoir à la Constituante. Il faut distinguer le choix de sa bataille, juste, contre la majorité gauchiste du jeune Parti communiste allemand qui choisit de boycotter les élections à la Constituante.

En fait, la brochure de Rosa apparaît spécialement pertinente dans sa critique de la façon dont les bolcheviks ont fait de nécessité vertu en sous-estimant l'importance des libertés démocratiques « formelles ». Question qui, à l'évidence, constituait sa préoccupation première ¹⁸.

La discussion sur les formes de représentation politique ne peut éviter la question du « parti unique de la classe ouvrière ». L'idée d'un tel parti était dominante dans l'IC de l'époque. Ce qui n'avait rien à voir avec les théories et pratiques staliniennes ultérieures, et n'avait internationale faillie. La réalité s'avéra plus complexe et la politique de front unique introduit partiellement une logique de rupture avec cette problématique : n'implique-t-elle pas, en effet, de reconnaître le partenaire comme un parti de la classe ouvrière ?

Trotsky, dans les années vingt, partage cette vision. Il avance, en ce qui concerne la Russie, des formulations beaucoup plus péremptoires que Lénine. En 1927, la plate-forme de l'Opposition de gauche maintient toujours cette idée du parti unique. Pourtant, Trotsky, dans la Révolution trahie (1936), sera le premier et le seul dirigeant communiste de l'entre-deux-guerres à rompre explicitement avec cette notion. Gramsci, lui, la conservera. Perry Anderson souligne même que ses conceptions sur « la guerre de position » s'articulent avec une définition autoritaire du rôle du parti.

Cette remise en cause de la part de Trotsky ne constitue pas une simple réaction « libérale » face au stalinisme, mais se fonde sur une argumentation plus profonde. Pour lui, l'identité classe-parti est fausse, pas



1918, République de Weimar: représentants des conseils de soldats et ouvriers.

pas comme logique automatique l'interdiction des autres partis.

Parti unique et pluripartisme

Il s'agit, en fait, d'une notion qui n'a rien de particulièrement « bolchevik » et plonge plutôt ses racines dans les traditions de la II^e internationale. La social-démocratie d'avant 1914 se pense comme le parti de la classe ouvrière, son représentant politique, qui doit intégrer les autres formes d'organisation de la classe: syndicats, coopératives, etc.

Tout naturellement, face à la faillite de la socialdémocratie, dans leurs premières années, les partis communistes se conçoivent comme les représentants de la classe ouvrière, en quelque sorte remplaçant la lle seulement parce qu'un parti peut trahir sa classe et qu'il faut alors le remplacer par un autre, mais parce qu'un parti peut s'appuyer sur plusieurs fractions de la classe et l'expérience a montré que l'hétérogénéité de la classe ouvrière impliquait l'existence possible de plusieurs partis. Démarche qui nous semble décisive. Elle ne fonde pas le pluralisme nécessaire sur une catégorie morale ou sur les nécessités du marché, mais sur les conditions mêmes d'existence de la classe ouvrière. Pour un parti révolutionnaire, gagner l'hégémonie ce n'est plus simplement une question de bon rapport pédagogique avec la classe ouvrière de la part d'une organisation qui est la représentante de cette classe même si celle-ci l'ignore encore. La démocratie politique - comprise non seulement comme « liberté de discussion », mais comme lutte de partis, avec tous les droits que cela suppose - n'est donc pas un supplément d'âme au regard de la démocratie socialiste, alors qu'elle constituerait une caractéristique de la démocratie bourgeoise. Dans l'un et l'autre cas, elle s'enracine dans des nécessités différentes.

L'importance de ce fait est à souligner face à tous ceux qui expliquent que rompre avec « la démocratie représentative bourgeoise » induit une inéluctable logique politique de marche au « totalitarisme ». Arguments qui ne sont pas seulement présents dans la droite libérale ou dans la social-démocratie. A preuve ce qu'écrivait, en 1977, Poulantzas, partisan d'un passage au socialisme articulant démocratie représentative et démocratie directe. Il expliquait que la perspective de destruction de l'appareil d'Etat, au sens « classique » que ce terme avait chez Marx et Lénine, signifiait « l'éradiction de toute forme de démocratie représentative et des libertés dites formelles, au profit exclusif de la démocratie directe à la base, et des libertés réelles. La seule démocratie directe, à la base ou au mouvement autogestionnaire (...), conduit inéluctablement, à plus ou moins long terme, à un despotisme étatique ou à une dictature des experts 1

Un tel raisonnement suppose d'identifier la « démocratie socialiste » à la seule démocratie directe à la base et les libertés démocratiques à la démocratie représentative bourgeoise. Alors, en effet, l'argumentation apparaît inéluctable ²⁰.

Puisqu'il est question d'autogestion...

Cette redéfinition des formes du pouvoir politique doit naturellement s'accompagner de profonds bouleversements socio-politiques : rupture avec la domination de la loi de la valeur (qui n'est pas synonyme de suppression de tout marché), redistribution de l'espace de la vie sociale par une diminution du temps de travail, processus de mise en œuvre de socialisation de l'économie... Sans s'engager dans le détail de « l'économie de transition », soulignons une remarque qui a son importance par rapport aux années vingt : après une réelle expérience de contrôle ouvrier, les bolcheviks réorganisèrent le travail dans l'usine de façon plutôt autoritaire. Certes, il est toujours difficile de faire la part entre ce qui est déterminé par les conditions socio-économiques catastrophiques et ce qui relève des problèmes d'orientation. N'empêche que le marxiste-révolutionnaire tchèque Petr Uhl a raison d'écrire : « Si les révolutionnaires acceptent le mot d'ordre d'Engels - "en entrant dans l'usine, abandonne toute idée d'autonomie" -, comme l'ont accepté en pratique les bolcheviks russes, alors la société humaine ne brisera jamais ses chaînes 21 ».

Mais qu'en est-il de ces transformations possibles lorsque la bourgeoisie est encore économiquement et politiquement dominante? En France, Mai 68 et les années qui suivirent ont peu apporté - hormis quelques exemples tel celui de Lip - sur les problèmes de contrôle ouvrier. Une situation déjà rencontrée en juin 36, et qui pèse sur les traditions du mouvement révolutionnaire dans notre pays.

En Italie, par contre, au cours de la même période, des luttes à dynamique de contrôle ouvrier sur les conditions de travail ont joué un rôle important. Durant la révolution portugaise, les expériences de contrôle sont allées plus

loin : comptabilité, stock, embauche... On a même vu les huit cents travaillleurs d'une entreprise de l'automobile reconvertir la production et fabriquer des réfrigérateurs. Dans une situation de ce type, il n'y a pas de Muraille de Chine entre contrôle et passage à la gestion directe, lorsque la réalité de l'entreprise le permet, ou bien par des coordinations de branches avançant des propositions de nouvelles orientations économiques. Refuser une telle dynamique, sous prétexte que le pouvoir politique n'est pas encore aux mains de la classe ouvrière, serait stupide : c'est précisément ainsi que se réalise l'apprentissage d'un nouveau pouvoir.

En tout état de cause, l'expérience sociale n'a pas plus apporté, concernant la crise révolutionnaire que ce qui nous avons discuté dans les pages précédentes. Trotsky polémiquait, rappelons-le, avec les staliniens de la « troisième période », (mais aussi lors de la préparation du projet de programme de l'IC en 1928 avec les positions de Boukharine) contre une vision restrictive du contrôle ouvrier et une compréhension des revendications transitoires qui n'admettrait leur validité qu'en fonction de l'imminence de l'affrontement décisif avec l'Etat bour-

geois.

On a souvent souligné, à juste titre, les potentialités « autogestionnaires » d'une classe ouvrière qui, par rapport au passé, s'est considérablement développée en force sociale et en niveau culturel. Il faut pourtant indiquer un autre aspect : le laminage, par le développement du capitalisme, de toutes les sphères qui autrefois permettaient au prolétariat de développer des pratiques « d'autonomie » ou de « gestion » ouvrière. Au sein de l'entreprise, d'abord, par la dislocation des collectifs ouvriers, de leurs cultures et de leurs formes de maîtrise du procès de production. Et aussi par la pénétration des rapports capitalistes dans l'ensemble des secteurs. Alors que, jusqu'à la Première Guerre mondiale, le développement des coopératives constituait un point d'appui important du mouvement ouvrier et du processus de constitution du prolétariat en classe.

L'IC ne s'oppose pas à ce mouvement coopératif, mais son déclin s'amorce entre les deux guerres et, après 1945, son espace économique disparaît. Lorsque des coopératives se maintiennent, elles ne revêtent pas de caractéristiques radicalement différentes des entreprises capitalistes. Nous ne parlons pas ici de telle ou telle expérience liée à des luttes ou de caractère artisanal, mais

d'une évolution générale.

Les coopératives de consommation – une tradition forte dans le mouvement ouvrier - résistent parfois plus longtemps. Mais, avec la pénétration du capital dans ce secteur, elles disparaissent ou deviennent des chaînes de distribution classiques. Dans l'après 68, les expériences qui ont eu lieu sur ce terrain, y compris la mise en œuvre d'autres circuits (voir les marchés rouges italiens), sont restées ponctuelles et liées à des mobilisations 4.

Ces « potentialités autogestionnaires » ne peuvent donc s'exprimer que lors de crises du système au sens large du terme. Nous retrouvons là tous les problèmes stratégiques discutés au long de cet article et que ne peut régler la seule référence à l'autogestion. Cette notion, que nous reprenons à notre compte, exprime la vieille idée d'« autogouvernement » que, dès sa naissance, le mouvement ouvrier a portée. Face à l'expérience stalinienne et à la réalité des Etats bureaucratiques, elle conserve toute son importance. Pourtant, elle traduit davantage une aspiration qu'elle ne constitue une réponse. On sait que s'est développée une version réformiste de l'autogestion qui évacue les questions de la rupture et de l'Etat. D'un point de vue révolutionnaire, elle ne résoud pas les problèmes des formes de pouvoir de la « démocratie socialiste » tels que nous les avons abordés dans les pages précédentes.

On voit donc que, quelle que soit l'importance des aspirations qu'elle traduit, cette notion ne constitue pas par elle-même une nouvelle donnée stratégique susceptible de bouleverser les coordonnées « traditionnelles » du mouvement ouvrier et la ligne de partage entre réforme et révolution.

En 1977, Poulantzas reprochait à la Ligue communiste et, plus largement, à tous les partisans d'une « stratégie de double pouvoir » de concevoir la constitution de ce nouveau pouvoir « dans une extériorité absolue » par le deuxième pouvoir peut désormais se présenter aussi à l'intérieur de l'Etat en quelque sorte ; les ruptures peuvent passer aussi à l'intérieur de l'Etat, et c'est ça sa faiblesse 23 ».

Etat et double pouvoir

A vrai dire, ces idées ont quelque chose d'étonnant. Ainsi celle sur l'armée au Portugal. Elle illustre parfaitement la remarque faite plus haut sur la façon de concevoir les fonctions d'affrontement avec l'Etat bourgeois, et en particulier avec ses corps répressifs: des crises et des différenciations en leur sein sont indispensables. Faut-il rappeler que la prise du pouvoir en octobre 1917, dans ses aspects militaires, ne s'est pas effectuée sous la forme d'une bataille rangée entre les milices



Portugal. 1975 : base de parachutistes occupée par les soldats.

rapport à l'Etat. Il ajoutait, prenant l'exemple de la révolution portugaise : « Je pense que rupture il y aura, mais ce n'est pas forcément entre l'Etat en bloc et son extérieur, les structures de pouvoir populaire à la base. Ça peut se passer entre une fraction de l'armée régulière qui, elle, appuyée aussi, par ailleurs, par des pouvoirs populaires à la base, par les luttes syndicales ou des comités de soldats, une fraction entière de l'armée d'Etat donc, peut rompre avec sa fonction traditionnelle et passer au peuple. C'est comme ça que que ça s'est passé au Portugal : il n'y a pas eu du tout affrontement avec les milices populaires, d'une part, et l'armée bourgeoise de l'autre. »

Et Poulantzas ajoute : « Je trouve difficile qu'une situation classique de double pouvoir se représente en Europe, en raison précisément du développement de l'Etat, de sa puissance, de son intégration dans la vie sociale, dans tous les domaines, etc. Développement et puissance qui en même temps le rendent très fort face à une situation du double pouvoir, et très faible aussi, car

ouvrières (« la garde rouge ») et une armée intacte? Elle fut victorieuse parce que des régiments entiers, les armes à la main, passèrent du côté de la révolution.

Au Portugal, cette crise de l'institution militaire a pris des formes assez particulières, avec des fractures importantes dans la hiérarchie et l'existence du MFA. Cela prouve que, même si l'on prend en compte des données spécifiques du Portugal, les armées modernes peuvent subir des ébranlements très importants. Ce qui, pour des révolutionnaires, est plutôt rassurant.

D'où une question d'orientation décisive : non pas l'opposition frontale entre milices et armée, mais une politique d'approfondissement des fractures au sein de l'armée par la pression du mouvement populaire, la constitution de comités de soldats contre les réformistes qui militaient en défense de l'unité de l'armée et du MFA... C'était là une condition pour que « des officiers révolutionnaires », hésitant à mettre complètement en cause cette unité, s'engagent plus profondément dans le processus révolutionnaire, pour « qu'une fraction entière de

l'armée d'Etat passe au peuple ».

En ce qui concerne la remarque de Poulantzas sur le développpement de l'Etat, « son intégration dans la vie sociale », il conviendrait de discuter en détail cette description qui, en fait, recouvre des réalités qui ne peuvent être totalement confondues. D'une part, des institutions directement liées à l'extension de certaines fonctions de l'Etat : que l'on songe, par exemple, à la place prise par des administrations liées à tel ou tel ministère. Il existe aussi d'autres institutions, plus ou moins liées à l'Etat selon les pays, et déterminantes dans la structuration de la société civile : école, télévision... Sans parler des entreprises de services qui fonctionnent quelquefois comme sociétés privées ou comme « services publics ».

Il n'est pas difficile, de ce point de vue, de remarquer que la situation a changé par rapport à la Russie de 1917 ou même à l'Allemagne des années vingt. Le mouvement ouvrier a d'ailleurs depuis longtemps pénétré ces institutions dans lesquelles travaillent de nombreux salariés. On voit mal comment une situation de double pouvoir pourrait se constituer « en totale extériorité vis-à-vis d'elles »! Poulantzas signale qu'en période de crise, c'est là un point de faiblesse extrême pour l'Etat bourgeois et une possibilité de sa paralysie. Mai 68 en France en a largement apporté la démonstration. Il s'agissait pourtant d'une simple grève générale, et non de la mise en œuvre au sein de ces institutions de pratiques de contrôle, voire de gestion directe. Cette discussion - en termes « d'extériorité » ou non – est à vrai dire quelque peu circulaire. Comme celle que nous relevions dans les pages précédentes par rapport à Christine Buci-Glucksmann, elle repose sur une ambiguïté fondamentale : l'analyse de l'Etat bourgeois.

Ces deux auteurs, avec d'autres, partaient en guerre contre une vision « instrumentaliste » de l'Etat, qui aurait dominé la Ille Internationale, en particulier après la mort de Lénine. Une telle vision étant dénoncée comme inapte à comprendre les crises et les contradictions propres au niveau de l'Etat. Les analyses de l'IC des années trente étant présentées comme exemple type de cette conception réductrice ne prenant pas en compte les contradictions au niveau des différentes formes politiques et débouchant sur l'orientation que l'on connaît. Ce n'est pas nous qui allons contredire ce dernier constat. Regrettons, une fois de plus, que, lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur « le marxisme de la Ille Internationale », les analyses de Trotsky sur les différentes formes de pouvoir capitaliste ne soient pas prises en compte.

En tout cas, l'idée que l'Etat serait un simple instrument entre les mains d'une classe bourgeoise déjà constituée nous semble fausse. Citons Gramsci: « La classe bourgeoise n'est pas une entité hors de l'Etat (...) L'Etat amène à composition, sur le plan juridique, les dissensions intérieures des classes, les désaccords entre intérêts opposés ; il unifie et modèle l'aspect de la classe tout entière 24 ». Il faut ajouter que, par rapport à la classe ouvrière, l'Etat n'est pas en simple rapport d'extériorité et/ou de répression. Il a une fonction de division et d'atomisation, c'est-à-dire d'organisation en fonction de la logique du système. L'Etat représentatif est donc tout à la fois un cadre d'unification de la bourgeoisie et, comme nous l'avons déjà signalé, par sa forme politique même, « l'arme idéologique principale du capitalisme

occidental ». Il n'est pas une simple technique politiquejuridique — un système de démocratie représentative opposé à la démocratie directe — mais la forme de domination politique de la bourgeoise ou, dit autrement, la façon dont la société capitaliste s'organise politiquement.

Le problème n'est pas de fermer les yeux sur les contradictions spécifiques que peut produire ce type d'Etat ou d'ignorer comment certaines d'entre elles renvoient à des rapports de forces entres classes. Il est, en l'occurrence, de comprendre dans quel cadre elles fonctionnent.

Poulantzas, pour se débarrasser de cette vision de « l'Etat comme chose, la vieille conception instrumenta-liste de l'Etat, outil passif, sinon neutre, totalement manipulé par une seule fraction », explique : « L'Etat capitaliste ne doit pas être considéré comme une entité intrinsèque, mais, comme c'est d'ailleurs le cas pour le capital, comme un rapport, plus exactement une condensation matérielle (l'Etat-appareil) d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes telles qu'elles s'expriment, de façon spécifique toujours (séparation relative de l'Etat et de l'économie donnant lieu aux institutions propres de l'Etat capitaliste), au sein même de l'Etat²⁵. »

Définition ambiguë qui laisse la porte ouverte à une transformation de la nature de cet Etat par l'évolution, en son sein, de ce rapport de forces. Faut-il rappeler que le capital n'est pas simplement « la condensation matérielle » d'un rapport de forces entre classes, mais un rapport social, capitaliste justement. Bien sûr jouent en son sein les rapports de forces entre classes, les contradictions dans un cadre qu'il faut briser, et pas seulement faire évoluer en faveur de la classe ouvrière.

C'est ce qu'indique finalement la perspective stratégique de destruction de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire sous un autre terme, la dictature du prolétariat. Destruction qui ne signifie pas simplement affrontements inévitables avec le « noyau dur » de l'appareil d'Etat, mais aussi fondation de nouvelles formes de pouvoir politique, d'un Etat nouveau.

La bataille pour l'hégémonie

Avant de conclure, nous voudrions indiquer une des difficultés importantes rencontrées dans la bataille pour l'hégémonie : ce que l'on pourrait appeler une perte d'autonomie culturelle profonde du prolétariat dont Emest Mandel, dans le Troisième Age du capitalisme, dégage les racines : « Les conquêtes culturelles du prolétariat (livres, journaux, formation culturelle, sport, organisation), garanties effectivement par l'essor et les luttes du mouvement ouvrier moderne, perdent les caractéristiques de volontariat, d'indépendance et d'autonomie vis-à-vis du procès de production et de circulation marchandes capitalistes qu'elles avaient acquises à l'époque de l'impérialisme classique (en Allemagne surtout dans la période 1890-1933). Avec

la récupération de la production et la circulation marchande des besoins culturels du prolétariat, c'est une reprivatisation profonde de la sphère des loisirs de la classe ouvrière qui se produit. Elle représente une rupture brutale avec la tendance à l'élargissement des activités collectives ou solidaires, c'est-à-dire l'auto-activité du prolétariat, à l'époque du capitalisme de libre concurrence et de l'impérialisme classique ²⁶. »

La reconquête de cette autonomie n'est pas chose facile. Que l'on se souvienne de l'expérience italienne des radios libres. Dans un premier temps, en lien avec les mobilisations populaires, elle semble reproduire le même phénomène – avec des techniques différentes — que la presse ouvrière du début du siècle : un lieu décisif d'affirmation d'une autre identité et d'une autre culture. Mais, avec le recul des luttes, elles deviennent le point d'appui d'une nouvelle forme d'appropriation capitaliste de l'espace. Les rap-

révolutionnaires. Nous voulons dire par là que, si l'on compare avec le passé, même celui du Portugal où la chose est allée le plus loin, les crises ont profondément ébranlé la bourgeoisie, sans radicalement remettre en cause, aux yeux des grandes masses, la légitimité de sa domination, sans crise profonde de l'Etat.

Ce bilan de l'expérience sociale elle-même fixe donc des limites aux discussions sur les formes de crise révolutionnaire en Occident à notre époque. Et, de toute façon, nous l'avons déjà souligné, notre démarche n'est pas de construire des modèles, mais d'expliciter certaines « hypothèses stratégiques » qui nous semblent, jusqu'à preuve du contraire, incontournables pour la définition d'un projet révolutionnaire. Le travail sur les années vingt et trente est nécessaire parce que « les querelles internationales qui, sur ces problèmes, rassemblèrent et divisèrent Rosa Luxemburg, Lénine, Lukacs, Gramsci, Bordiga ou



Portugal, 1975: manifestation des commissions de travailleurs et habitants aux côtés des soldats.

ports aux grands médias modernes (radio, télévision) illustrent bien la situation contradictoire du mouvement ouvrier face à des institutions clés de la société civile. Des expériences comme celle de la création de radios à Longwy durant la lutte des sidérurgistes ne peuvent remplacer une « demande d'Etat » qui renvoie finalement à la place contradictoire de ces institutions publiques ou para-publiques.

Leur existence traduit la nécessité de « socialisation » (de prise en charge des besoins par l'ensemble de la société) — d'où l'idée de « service public » — mais on ne peut ignorer qu'il s'agit aussi d'institutions bourgeoises. On rencontre un problème similaire avec l'école. Sur ces terrains comme sur d'autres, les expériences de lutte de classe qui se sont développées en Europe entre les années 1968 et 1978 apportent des indications précieuses. Pourtant, il faut bien faire un constat : celui des limites de ces processus

Trotsky sont les marques du demier grand débat stratégique du mouvement ouvrier 27 ». Non pas regret d'un Age d'or, mais constat historique. Ce travail est aussi utile car il peut en partie nous permettre d'avancer dans l'actualisation de ces données stratégiques.

Nous l'avons vu à propos des textes de Trotsky traitant des formes possibles du processus révolutionnaire en Allemagne, et du décalage entre des expériences de double pouvoir apparaissant dans la société autour du contrôle ouvrier et de la crise de l'Etat proprement dite. Une donnée de fond de la révolution en Occident semble bien être la nécessité pour les masses de faire l'expérience pratique et prolongée, avant l'affrontement inévitable, d'une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise. Une nécessité qui plonge ses racines dans les formes de domination bourgeoise mais aussi dans ce qui les renforce : l'expérience du stalinisme et du «socia-

lisme réellement existant ». A la veille du bicentenaire de la Révolution française, concluons par un rappel : la nécessité de défendre l'idée même de révolution n'implique en rien l'oubli de la différence profonde entre « révolution bourgeoise » et

« révolution prolétarienne ».

Dans le premier cas, les rapports de production capitalistes peuvent se développer dans l'ancienne société, dans le second, la classe ouvrière ne peut occuper des positions durables de pouvoir au sein du système capitaliste. D'où la place centrale, pour elle, de la lutte pour le pouvoir politique qui, en fait, détermine toute transformation en profondeur de l'ordre social. Telle est, en dernier ressort, la donnée de base des « hypothèses stratégiques » dont nous avons parlé.

Dans les années soixante, Lucien Goldmann, qui se réclamait du « réformisme-révolution-naire », introduit en France par André Gorz et Serge Mallet, savait bien qu'en toute rigueur la défense d'une telle position signifiait la mise en cause de cette donnée de base. Ce qu'il fit en expliquant qu'existait une « nouvelle classe ouvrière » capable de prendre des positions de pouvoir, économique et social, dans le système

capitaliste.

Alors, « le schéma marxiste traditionnel d'un prolétariat qui, n'ayant aucune possibilité de conquérir des positions sociales et économiques importantes à l'intérieur de la société capitaliste, ne saurait arriver au socialisme que par une révolution politique, une conquête de l'Etat préalable à toute réforme fondamentale de la structure économique, se trouve profondément modifié. conquêtes qualitatives orientées vers contrôle de la production et l'autogestion ne supposent plus nécessairement une préalable de la machine étatique et la marche vers le socialisme prendra un chemin analogue au développement de la bourgeoisie à l'intérieur de la société féodale 28, » Or, même si ce n'est pas le lieu ici de discuter des transformations et de l'évolution de la classe ouvrière en Occident, il nous semble clair que rien, ni dans l'analyse, ni dans l'expérience, ne prouve l'existence d'une « nouvelle classe ouvrière » occupant la place que lui donnait Lucien Goldmann.

Antoine Artous et Daniel Bensaïd

1. Revue M. Numéro 9, mars 1987, consacré à l'anniversaire de la mort de Gramsci.

2. Perry Anderson. Sur Gramsci. Petite collection Maspero, 1978.

3. Les Quatre Premiers Congrès de l'IC. Maspero.

4. Voir Gramsci et Bordiga face au Komintern (1921-1926), Quintin Hoare: « Toute l'histoire du PCI entre 1921 et 1924 fut marquée par une série de désaccords [avec le Komintern] tournant autour de la question du front unique. Le maximum que les communistes italiens étaient disposés à accepter — sur ce point, Gramsci et Togliatti étaient en accord avec Bordiga — c'est ce qu'ils appelaient le front uni à la base », in numéro des Temps modernes sur Gramsci, février 1975.

5. Cité par Pierre Frank in l'Histoire de l'Internationale commu-

niste, La Brèche.

6. Voir Alfonso Léonetti. Notes sur Gramsci, EDI, 1974. De nombreux documents sont cités ainsi que les critiques par Trotsky

des premières formules du PCI, encore dirigé par Gramsci.

7. Œuvres, t. 31, p. 233.

8. « La troisième erreur de l'Internationale syndicale rouge ». Publié in l'Internationale syndicale rouge, Maspero, 1976.

9. Sur le concept de crise de l'Etat et son histoire, *in la Crise de l'Etat*, sous la direction de Nicos Poulantzas, PUF politiques, 1976, p. 64.

10. Le contrôle ouvrier et la coopération avec l'URSS in Comment vaincre le fascisme, Buchet-Chastel, p. 211. Et, surtout, au sujet du contrôle ouvrier sur la production, Anthologie sur le contrôle ouvrier, les conseils ouvriers et l'autogestion, réalisée par E. Mandel, Maspero 1970, p. 281.

11. Sur Gramsci, p. 72 et p. 75.

12. Entretien recueilli par Henri Weber dans le Parti communiste italien: aux sources de l'eurocommunisme. Christian Bourgois, 1977, p. 181.

13. Perry Anderson. Op. cit., p. 46.

14. On ne peut donc, en toute rigueur, faire appel à Rousseau pour fonder les principes de « la démocratie socialiste » comme le fait Lucio Colleti : « La théorie politique marxiste dépend, pour l'essentiel, de Rousseau » (in De Rousseau à Lénine. Gramma, 1974, p. 257). Marx en ayant simplement fourni les « bases

économiques ».

15. Éncore que dans la Guerre civile en France, Marx fasse référence une fois au mandat impératif, même si ce n'est pas le centre de son argumentation. Lénine, dans les passages de l'Etat et la Révolution, qui traitent de ce texte de Marx sur la Commune, écrit : « Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif (...) Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme ». Il serait de toute façon vain de vouloir chercher dans ces deux textes une théorie quasi achevée de la dictature du prolétariat et d'ecamoter certains problèmes qu'ils contiennent.

16. Ecrits, t. 1, Gallimard, 1974.

17. Ibidem, p. 323.

18. Nous ne traitons pas dans cet article des questions actuelles concernant les pays de l'Est. Par exemple, de la revendication apparue en Pologne d'une double Chambre. Nous croyons simplement que ce type de perspective n'a que peu à voir avec celle des partisans de « la démocratie mixte » en système capitaliste. Car dans ces pays où les principaux moyens de production et d'échange ont été expropriés et où existe une planification (bureaucratique), la revendication d'une double Chambre tend à se remplir d'un contenu démocratique et social différent de ce qui se passe dans une économie de marché, lorsque la bourgeoisie contrôle les principaux moyens de production.

19. Poulantzas, l'Etat, le pouvoir, le socialisme, PUF, p. 283 et

289.

20. En ce qui concerne les libertés démocratiques pour les anciennes classes possédantes, Lénine expliquait dans la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky que le retrait du droit de vote aux membres des anciennes classes possédantes était une mesure « russe » et non une norme de la dictature du prolétariat. En 1933, Trostky écrit : « Il n'est pas du tout exclu qu'ayant pris le pouvoir, les ouvriers d'Allemagne se trouvent assez puissants pour accorder la liberté de réunion et de presse également aux exploiteurs de la veille (...) Même pour la période de la dictature du prolétariat, il n'existe pas un principe de base pour limiter à l'avance la liberté de réunion et de presse aux seules masses laborieuses (« Fascisme et mots d'ordre démocratiques », in Œuvres, t. 1, p. 240, EDI).

21. P. Uhl. *Le Socialisme emprisonné*, La Brèche, Paris, 1980, p. 60. Voir aussi Zbigniew M. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines*,

La Brèche, 1985.

- 22. Voir l'Etat, le patronat et les consommateurs. Michel Wieviorka, PUF politiques 1977.
- 23. Interview par Henri Weber in Critique communiste, juin 1977.

24. Ecrits, t. 1, p. 151.

25. Les transformations actuelles de l'Etat in la Crise de l'Etat, op. cit., p. 38. Notons toutefois que Poulantzas rejette explicitement l'idée réformiste classique que l'Etat aurait une « double nature ».

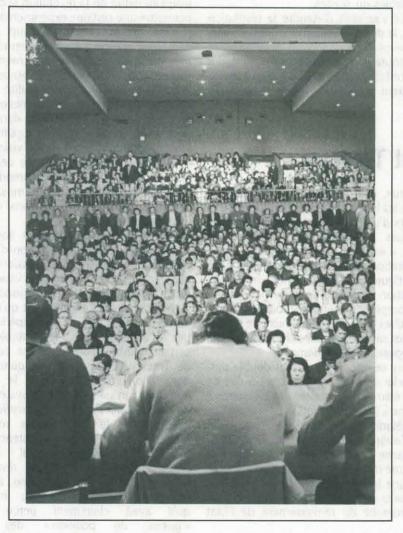
26. Le Troisième Age du capitalisme, 10-18, t. 2, p. 402.

27. Perry Anderson, op. cit., p. 140.

28. Lucien Goldmann, Marxisme et Sciences humaines, Idées, NRF, 1970, p. 352.

HEGEMONIE ET AUTOGESTION

FRANÇOIS DIETRICH



La stratégie autogestionnaire est un équilibre dialectique entre l'expérience de masse et conscience, un programme historique. synthèse des époques antérieures. une avant-garde qui s'efforce de transmettre l'héritage et de le renouveler.

Si, cinquante ans après sa mort, l'œuvre d'Antonio Gramsci suscite encore un tel intérêt, c'est que celle-ci va bien au-delà de toutes les tentatives de récupération plus ou moins bien intentionnées dont elle a fait l'objet depuis une vingtaine d'années. Lénine pressentait, et Trostky avec lui, que la révolution dans les pays capitalistes développés serait infiniment plus difficile à réaliser qu'elle ne l'avait été dans la Russie de 1917, même si, une fois franchi le seuil du renversement de l'Etat bourgeois, la dynamique révolutionnaire serait plus profonde ¹. La révolution d'Octobre avait en effet bénéficié d'un concours exceptionnel de circonstances, et un an avant, encore exilé en Suisse, Lénine doutait de voir sa génération assister à la chute du tsarisme.

Celui-ci, maillon faible de l'Europe, s'était écroulé comme un château de cartes. Bien entendu, la préparation, lors de la « répétition générale » de 1905, et sous la forme de l'expérience accumulée par la fraction bolchevique elle-même, joua un rôle substantiel dans la réalisation de la révolution, et en particulier dans sa phase prolétarienne d'Octobre. Il reste que le prolétariat n'avait en face de lui qu'une bourgeoisie faible et comme allié une masse paysanne incapable par elle-même de tracer un avenir pour toutes les nations de l'Empire. Ce furent des conditions indéniables du succès.

Mais, dès lors qu'il s'agissait d'étendre la révolution aux pays développés, la difficulté apparut infiniment plus grande : l'échec des révolutions hongroise, allemande, et plus globalement de toute la phase de montée du début des années vingt en fut l'illustration tragique. Ces échecs, à leur tour, concoururent puissamment à la stalinisation de l'URSS.

Gramsci et Trotsky

Gramsci fut de ceux, avec Trostky, qui tentèrent de généraliser à l'Europe les leçons de la Révolution russe et de définir les éléments d'une véritable stratégie dans les pays capitalistes alors au centre du système. Un demi-siècle plus tard, il est frappant de constater à quel point les deux élaborations peuvent se combiner dans une synthèse dialectique pour éclairer les problèmes centraux de la révolution socialiste dans les pays développés. Mais pour comprendre cette combinaison possible des deux démarches enrichies à la lumière de l'expérience historique, il faut saisir ce qui les différencie, ce qui ne signifie pas les opposer mécaniquement.

L'œuvre de Trotsky se concentra sur un double problème : d'une part, celui du *front unique*, c'est-à-dire de la tactique, voire des éléments de stratégie nécessaires à la mobilisation, et donc à la transformation par l'action de la conscience de prolétariats restés dominés globalement par le réformisme (d'abord celui de la II^e Internationale, puis le néo-réformisme stalinien) ; d'autre part, la question du *programme transitoire*, précisément capable de jeter les bases d'une telle mobilisation, qui parte des revendications nées de la crise capitaliste elle-même pour déboucher sur la nécessité du renversement de l'Etat bourgeois.

Gramsci cessa prématurément, de par son emprisonnement, d'être confronté à l'actualité immédiate et aux nécessités de diriger des formations militantes pour l'action. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle son œuvre se situe sur un terrain différent de celui de Trotsky, car ces différences s'expriment aussi dans la période allant jusqu'à 1926 lorsque Gramsci était un dirigeant d'organisation.

Pour simplifier, on peut dire que si l'œuvre de Trotsky, pourtant de dimension universelle, resta dans une certaine mesure marquée par les limites de l'expérience russe, c'est dans le présupposé plus ou moins explicite que la tactique révolutionnaire devait permettre de révéler le potentiel révolutionnaire spontané du prolétariat européen, créer les conditions pour que le mouvement inconscient devienne conscient. Dans les Discussions sur le Programme de transition², Trotsky insiste avec justesse sur la détermination première d'un prorévolutionnaire par les conditions plus objectives de la crise du système capitaliste. Les revendications transitoires visent précisément à faire prendre conscience de l'impossibilité pour le plus grand nombre de refuser les conséquences de la crise sans renverser l'Etat bourgeois. La démarche du Programme de transition, que Trotsky définissait comme un « programme d'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste 3 », visait bien à permettre une certaine expérimentation de ce programme par les travailleurs dans le cours même de la lutte. La démarche, ici, peut être mise en relation avec la problématique de conquête de l'hégémonie d'Antonio Gramsci. Cependant, cet aspect de l'œuvre de Trotsky, dont le Programme de transition réalise une synthèse, reste contradictoire avec d'autres écrits où la médiation entre le programme et sa pénétration dans les consciences est davantage limitée à une agitation bien menée de l'avant-garde organisée. Cette vision réductrice n'est pas le seul fruit de l'isolement de celle-ci dans la fin des années trente ou, pour reprendre cet exemple, du caractère limité des luttes de masse aux Etats-Unis, où Trotsky réalisa les Discussions déjà citées avec des militants américains.

Le parti révolutionnaire et son programme possédaient bien, dans la conception de Trotsky, jusqu'à un certain point, une fonction messianique, qui devait révéler aux masses leur conscience vraie, portée en elles de façon inconsciente, dans les épisodes cruciaux des crises révolutionnaires. Ce qui n'était qu'une limite, perceptible aujourd'hui à la lumière de l'expérience historique, devait par la suite devenir une véritable caricature dans un certain nombre d'organisations prétendument héritières de Trotsky. Certes, en s'attaquant au problème de la domination réformiste sur le mouvement ouvrier européen, en généralisant et systématisant la démarche de Lénine dans la Maladie infantile du communisme, en revenant à de nombreuses reprises sur les problèmes posés par l'existence de l'aristocratie ouvrière, Trotsky montrait bien comment phase préparatoire de la révolution conditionnait la possibilité de la révolution elle-même. Sa généralisation du problème du front unique montre qu'il avait clairement dimension perçu la « guerre de position » des révolutions péennes, jusque dans la guerre civile espagnole, « guerre de mouvement » s'il en était. Il reste que l'assimilation de la crise de l'humanité « à la crise de la direction révolutionnaire », dans laquelle les marxistes révolutionnaires constitueraient l'alternative naturelle aux directions réformistes, que les larges masses reconnaîtraient à la faveur des crises révolutionnaires, s'est avérée réductrice. L'expérience historique a montré que les problèmes de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes combinaient au contraire les problèmes de direction, de programme et de transformation du mouvement ouvrier dans sa texture même pour espérer faire parvenir les contradictions du capitalisme à maturité.

La spécificité de l'œuvre de Gramsci, c'est l'insistance sur le caractère non seulement dominé mais aliéné de la conscience des prolétariats européens. Selon lui, une stratégie révolutionnaire n'a pas seulement pour but de révéler au prolétariat sa conscience vraie. Car le prolétariat est aussi porteur d'une fausse conscience, produit de son statut de classe dominée. Il s'agit donc

position » : l'interprétation réformiste de son œuvre, si elle est abusive, n'est donc pas purement fortuite.

Cependant, l'apport de Gramsci est de montrer qu'il existe une précondition aux autres, d'ordre plus général. L'avant-garde du prolétariat, ses partis révolutionnaires et ses couches actives, doit devenir une candidate légitime au pouvoir. Cette légitimité historique doit être perçue non seulement par les autres couches exploitées au prolétariat, mais surtout par l'ensemble des couches du prolétariat lui-même. De ce fait, il n'est pas surprenant que Gramsci, dans l'élaboration du concept d'« hégémonie », ait pris comme modèle la domination bourgeoise. C'est que, dans les pays capitalistes développés, et précisément à l'opposé relatif de ce qu'était le tsarisme, le pouvoir des classes dominantes s'exerce au travers d'un mélange de coercition et consensus obtenu aux dépens des classes dominées. Ce consensus n'est pas le simple fruit d'une résignation du prolétariat mais de l'intériori-



1919: spartakistes à Berlin.

tout autant de transformer et de bâtir cette conscience dans le cours même du processus, de créer pour le prolétariat les conditions culturelles de la révolution. Pour Gramsci, un degré suffisant du passage du prolétariat de classe en soi en une classe pour soi est une condition de la révolution sociale. Il ne suffit pas que les contradictions organiques du capitalisme parviennent à maturité par la propre dialectique objective du système pour que le prolétariat en prenne conscience et se saisisse du pouvoir. La cruelle et soudaine expérience du fascisme en Italie en fut une malheureuse démonstration.

L'existence d'un parti révolutionnaire audacieux, stimulant les couches actives du prolétariat pour leur permettre d'exploiter les éphémères occasions où la classe dominante et son Etat laissent un vide, reste certes un facteur indispensable. Ici, à l'inverse de l'œuvre de Trotsky, celle d'Antonio Gramsci n'aborda que rarement les problème spécifiques de la conquête révolutionnaire du pouvoir, qui trop souvent semble ramenée à la conséquence naturelle d'un triomphe de la « guerre de sation d'un certain nombre d'institutions, de mécanismes sociaux comme légitimes. Comme l'a montré Perry Anderson⁴, les distinctions entre l'Etat comme siège de la coercition et la société civile comme lieu du consensus sont arbitraires, et dans cette répartition entre les deux mécanismes de la domination bourgeoise, l'Etat et la société sont également partagés. L'organisation du travail comporte des éléments de coercition majeurs, et le parlementarisme est un des piliers de

la légitimité du pouvoir bourgeois.

Le mouvement révolutionnaire du prolétariat doit apparaître comme une alternative d'ensemble au pouvoir bourgeois, à la crise de son système économique, de ses valeurs morales, de ses institutions. Renverser l'Etat bourgeois, c'est pouvoir justifier la contre-coercition du prolétariat, et les conséquences d'une guerre civile, même limitées au minimum, par une supériorité de la légitimité historique. L'acquisition de cette légitimité est le problème central de l'œuvre de Gramsci, qui permet de comprendre sa polarisation sur le problème des intellectuels et sur

celui de « l'hégémonie ». Son œuvre de maturité n'est pas seulement abstraite de par l'élargissement « philosophique » de la réflexion mais aussi évidemment par sa rédaction en prison sous l'œil de la censure et par l'utilisation de constantes métaphores, comme en tiennent lieu le plus souvent les comparaisons entre les questions de stratégie révolutionnaire et les questions militaires.

Si l'œuvre de Gramsci a pu être utilisée à tant de fins différentes, c'est aussi pour cette raison. Pourtant, la continuité de sa pensée apparaît clairement lorsqu'on réexamine la totalité de ses écrits, et l'œuvre de prison apparaît comme le prolongement et l'extension de la réflexion menée au cours de la vague révolutionnaire de l'Italie de l'après-guerre.

Autogestion à Turin

Le mouvement des conseils ouvriers de la FIAT à Turin représente, pendant plus de deux années, l'axe de la situation prérévolutionnaire que connaît l'Italie de 1919 à 1921. Pour Gramsci, leader du groupe Ordine Nuovo, le mouvement des conseils turinois n'est pas une simple mobilisation politique, il dessine par sa profondeur et sa durée les traits du futur pouvoir prolétarien. Turin était devenue « le creuset historique de la révolution communiste italienne ⁵ ».

Dans le mouvement des conseils turinois, les métallurgistes ne s'étaient pas contentés en effet d'occuper les usines mais avaient entrepris le redémarrage de la production sous leur propre contrôle. Une telle pratique autogestionnaire constituait aux yeux de Gramsci un élément décisif de la stratégie révolutionnaire :

« La classe ouvrière se serre autour des machines, crée ses institutions représentatives comme fonctions du travail, comme fonctions de l'autonomie conquise, de la conscience conquise d'un autogouvernement. Le conseil d'usine est la base de ces expériences positives, de la prise de possession de l'instrument de travail, c'est la base solide du processus qui doit culminer dans la dictature, dans la conquête du pouvoir d'Etat à diriger vers la destruction du chaos, de la gangrène qui menace d'étouffer la société des hommes, qui corrompt et dissout la société des hommes ⁶. »

De l'occupation des usines, de la remise en cause de la hiérarchie industrielle, Gramsci voyait se dessiner pour le prolétariat le chemin de la fameuse « hégémonie » qui devait lui permettre de se porter candidat au pouvoir. Dans cette mesure même, Gramsci voyait dans le mouvement des conseils, comme mouvement autogestionnaire s'étendant sur des mois, une expérience-pilote, une introduction aux tâches de la transition vers le socialisme. Si leur accomplissement ne pouvait s'envisager à large échelle qu'une fois l'Etat bourgeois renversé, leur actualité et le début de leur réalisation, tout comme la nécessité d'un Etat ouvrier, s'exprimaient dans le cœur même de la lutte des conseils turinois.

« Le terrain du contrôle est bien, écrivait-il, en demière analyse le terrain sur lequel bourgeoisie et prolétariat s'affrontent pour se disputer la position de classe dirigeante des grandes masses populaires. Le terrain du contrôle est donc bien la base sur laquelle, après avoir conquis la confiance et le consentement des grandes masses populaires, la classe ouvrière construit son Etat, organise les institutions de son gouvernement auquel elle appelle à prendre part toutes les classes opprimées et exploitées, la base enfin où elle commence le travail positif d'organisation du nouveau système économique et social. Au cours de la lutte pour le contrôle — lutte qui ne se déroule pas au Parlement mais est une lutte révolutionnaire de masse qui implique une activité de propagande et d'organisation du parti historique de la classe ouvrière, le Parti communiste -, la classe ouvrière doit acquérir, spirituellement et en tant qu'organisation, la conscience de son autonomie et de sa personnalité historique. (...) Cette forme d'organisation ne peut être que le conseil d'usine et l'organisation, au plan national, du conseil d'usine. (...) Cette lutte doit viser à démontrer aux grandes masses de la population que tous les problèmes essentiels de la période historique actuelle, (...) ne peuvent être résolus que lorsque le pouvoir économique et, par conséquent, le pouvoir politique tout entier, seront passés aux mains de la classe ouvrière; en d'autres termes, la conduite de la lutte s'orientera vers l'organisation autour de la classe ouvrière de toutes les forces populaires en révolte contre le régime capitaliste, cela, afin d'obtenir que la classe ouvière devienne effectivement la classe dirigeante et qu'elle guide toutes les forces productives vers leur émancipation grâce à la réalisation du programme communiste 7. »

Les analogies avec la démarche de Trotsky autour des revendications transitoires sont ici évidentes. Mais Gramsci introduit dans la démarche un facteur supplémentaire : celui d'expériences de pouvoir partiel du prolétariat au sein de la société capitaliste, comme élément de maturation de son expérience historique, et qui ne se réduit pas à la simple situation de « double pouvoir » préludant à l'insurrection qui fut celle de l'automne 1917 en Russie.

Que les travailleurs aient décidé la remise en marche des ateliers et de contrôler eux-mêmes directement la production avait pour Gramsci une valeur sociale générale. Elle permet d'abord de montrer la capacité du prolétariat sur le terrain même de « l'efficacité économique » : « Pendant la période d'occupation et de gestion ouvrière directe, lorsque la majorité des techniciens et des employés de l'administration eut déserté le lieu de travail et qu'une importante partie du personnel ouvrier eut été prélevée pour remplacer les déserteurs et accomplir les fonctions de surveillance et de défense militaire, le niveau de production fut plus élevé que pendant la période précédente, caractérisée par la réaction capitaliste qui suivit la grève générale. §

Au-delà, la pratique autogestionnaire permet au prolétariat la prise de conscience de sa force historique et lui permet vis-à-vis des autres couches exploitées de se constituer en force hégémonique du processus révolutionnaire.

Comme le souligne avec justesse André Tosel dans sa remarquable introduction aux *Textes* de Gramsci : « Tel est le contenu de l'expérience formatrice décisive qui a été celle des conseils d'usine de Turin : l'autogestion entière de l'usine pour investir la société ouvrière et l'Etat. A la

différence des autres expériences "conseillistes" d'Europe (Allemagne, Hongrie), le "conseillisme" du jeune Gramsci est d'emblée économique et éthico-politique ⁹. »

La démarche de Gramsci peut-elle déboucher sur une conception gradualiste de la prise du pouvoir et sur l'inutilité d'une phase de « guerre de mouvement » permettant au prolétariat de s'emparer du pouvoir et de détruire la machine d'Etat capitaliste ?

Comme nous l'avons vu, cette interprétation ne peut découler que de l'isolement, en dehors du contexte général de son œuvre, de quelques passages des *Cahiers de prison*. En réalité, comme celle de tous les grands théoriciens marxistes, l'élaboration de Gramsci trouve sa force dans sa compréhension de la dialectique des contradictions de la réalité, comprise comme totalité en mouvement.

Aussi, en même temps qu'il insiste sur la valeur stratégique d'expériences d'autogestion dans le cadre capitaliste, Gramsci souligne le caractère limité de ces expéDe façon parallèle, l'insistance sur la nécessité pour le prolétariat de conquérir l'hégémonie sur une grande partie des forces exploitées et dominées n'élimine pas le problème du parti révolutionnaire, précisément parce que les expériences autogestionnaires ne peuvent connaître qu'une destinée limitée au sein du capitalisme. Un parti apparaît indispensable pour synthétiser l'expérience, la transmettre, aider à ce que chaque expérience s'empare des acquis des précédentes et, surtout, s'efforcer d'œuvrer en permanence à la convergence des expériences et à leur éducation dans la perspective de la nécessaire rupture révolutionnaire.

Au congrès de Lyon de 1926, le PCI synthétisait les riches années de sa fondation, marquée par l'expérience révolutionnaire puis par le fascisme, en combinant la réflexion sur les conseils ouvriers, le front unique, les revendications transitoires. Mais cette réflexion, sans doute la plus élevée au sein d'une direction de parti de la III enternationale en Europe dans les années vingt, se

combinait déjà avec la stalinisation du PCI.



Dans la Ruhr, paysans et ouvriers en armes (1920).

riences, et le caractère incontournable de la nécessité de la prise du pouvoir d'Etat. « Il faut que le pouvoir lui-même passe aux mains des travailleurs, mais ceux-ci ne pourront jamais l'obtenir tant qu'ils s'imagineront pouvoir le conquérir et l'exercer au travers des organes de l'Etat bourgeois. L'action de défense des travailleurs menée par les syndicats, la constitution d'organes socialistes, les expériences socialistes en régime bourgeois, la conquête incessante de nouveaux postes dans les organismes avec lesquels les bourgeois gouvernent la société, tout cela est devenu insuffisant, inutile 10. » C'est qu'immédiatement dans le sillage de l'expérience autogestionnaire de Turin, l'aile réformiste du PSI et les syndicales qu'elle contrôlait empressées de s'engager dans une vaste négociation avec le patronat sur l'institutionnalisation des conseils comme organes de cogestion de l'entreprise. En même temps qu'il souligne que les travailleurs peuvent y trouver un pouvoir réel, Gramsci insiste sur les dangers de l'enlisement dans le cadre de l'ordre existant.

Dans les thèses, pourtant, Gramsci esquisse pour le Parti communiste une conception de son rôle de direction qui s'infléchit sensiblement par rapport à une interprétation « dirigiste » mécanique du léninisme.

« (...) Il ne faut pas croire, écrit-il, que le parti puisse diriger la classe ouvrière en s'imposant à elle de l'extérieur et de façon autoritaire : cela n'est pas plus vrai pour la période qui précède la prise du pouvoir que pour celle qui lui succède. L'erreur que représente l'interprétation mécanique de ce principe doit être combattue dans le parti italien comme une conséquence possible des déviations idéologiques d'extrême gauche; ces déviations conduisent à une surévaluation arbitraire et formelle du rôle dirigeant du parti. Nous affirmons que la capacité de diriger la classe ne tient pas au fait que le parti se "proclame" son organe révolutionnaire, mais au fait qu'il parvient "effectivement", en tant que parti de la classe ouvrière, à rester en liaison avec toutes les couches de cette même classe, à impulser les masses dans la direction souhaitée et la plus favorable, compte tenu des

conditions objectives. Ce n'est que comme conséquence de son action parmi les masses que le parti peut obtenir d'elles d'être reconnu comme "leur" parti (conquête de la majorité) et c'est à cette condition seulement que le parti peut se prévaloir d'être suivi par la classe ouvrière. Cette action dans les masses est un impératif qui l'emporte sur tout "patriotisme" de parti 11. »

Préparer la crise révolutionnaire

Vingt ans après Mai 68, les forces révolutionnaires françaises sont encore à la recherche d'une véritable

stratégie.

Moins encore que dans la Russie de 1917, moins encore que dans l'Italie des années vingt, une victoire révolutionnaire dans l'Europe capitaliste ne pourra être le fruit d'une divine surprise et d'un effondrement subit du système. Elle sera le fruit d'une patiente préparation dans le cadre d'une crise capitaliste aux dimensions inédites, dont la durée s'allonge à la mesure même de sa gestion « rationnelle » par les Etats bourgeois, et dont nous n'avons connu qu'une part, sans doute la plus intense.

La capacité du prolétariat à gérer l'ensemble du mouvement de la société s'est décuplée avec l'expansion capitaliste elle-même, qui n'a jamais creusé sa propre tombe avec autant de vigueur. Comme projet politique et social, l'autogestion généralisée et coordonnée est devenu l'essence même de la transition au socialisme, sa

base objective issue du capitalisme lui-même.

La crise du mouvement ouvrier traditionnel reflète sa profonde incapacité, de par son réformisme, à formuler cette alternative nécessaire. La méfiance, voire l'hostilité diffuse à l'égard des « partis » en est la conséquence. La pratique autogestionnaire des luttes, dont l'efflorescence récente des « coordinations » est une nouvelle expression, reflète là aussi les forces objectives du prolétariat moderne. Les expériences autogestionnaires de remise en marche de l'outil de travail pour défendre une lutte et refuser le chômage, de remise en marche du service public pour casser la division employés-usagers, de recherche à l'échelle de branches ou de secteurs des solutions possibles à la crise capitaliste vont se multiplier avec l'approfondissement de la crise.

Ces expériences sont et seront nécessaires pour que la conscience de classe des travailleurs s'ajuste à l'échelle de leurs forces historiques. La crise de confiance dont sont frappés les partis et les institutions opérant dans le cadre de l'Etat bourgeois doit être transformée en une conscience positive d'une alternative sociale et politique d'ensemble. Les marxistes révolutionnaires doivent favoriser constamment ces expériences, les stimuler. Leur but en leur sein est de montrer en permanence que les besoins fondamentaux des travailleurs ne pourront être satisfaits sans changer l'ensemble du système, et que ce changement se heurtera, se heurte déjà, à l'appareil d'Etat bourgeois que les travailleurs devront se donner les moyens de briser. Ce n'est qu'au travers d'une conquête de l'hégémonie dans le processus même de recomposition du mouvement ouvrier que les éphémères occasions où l'Etat bourgeois vacille pourront être légitimement exploitées par les couches les plus avancées et

les plus organisées du prolétariat.

L'autogestion, comme conception du pouvoir prolétarien demain, imprime nécessairement sa marque à la stratégie pour y parvenir. Le renversement de l'Etat bourgeois est un seuil dialectique dans un processus historique qui part des conditions objectives de la crise capitaliste pour définir les traits et les tâches de la transition au socialisme. Il n'est pas une muraille de Chine au-delà de laquelle s'étendrait un territoire aussi mystérieux que magique: tout y serait possible sans que l'on sache exactement quoi. Echaudés par l'expérience stalinienne, les travailleurs demandent à voir et à toucher du doigt avant de faire le saut.

Aucune stratégie révolutionnaire authentique, qui parte des contradictions mêmes du capitalisme, n'est une voie royale garantie à l'avance contre les déviations possibles. La stratégie autogestionnaire est un équilibre dialectique entre l'expérience de masse et sa conscience, un programme historique, synthèse des époques antérieures, une avant-garde qui s'efforce de transmettre l'héritage et de le renouveler. L'autogestion peut être certes comprise dans un sens réformiste, comme le contrôle ouvrier, comme le socialisme lui-même. Pourtant, n'est-il pas frappant qu'après avoir diffusé dans tout le mouvement ouvrier politique et syndical des années soixante-dix, dans la foulée de Mai 68, l'autogestion ait disparu des discours et des congrès au moment même où l'expérience de gauche au gouvernement s'enlisait dans la gestion du capitalisme en crise?

C'est dans le cours même de la recomposition du mouvement ouvrier qui s'ouvre, dans le creuset même de la crise capitaliste, que se dessinent les traits du programme transitoire de notre époque. Il combine la maîtrise des acquis théoriques et politiques des époques antérieures et leur application vivante à la réalité qui, à son tour, les enrichit. Le combat révolutionnaire de Léon Trotsky et d'Antonio Gramsci continue.

François Dietrich

1. Léon Trotsky, Où va l'Angleterre?, éditions Anthropos, Paris, 1971, p. 47 (1926).

2. Léon Trotsky, Discussions sur le Programme de transition, Série Classique rouge, éditions François Maspero, Paris, 1972, (1938).

3. Ibidem, p. 20.

- 4. Perry Anderson, Sur Gramsci, François Maspero, Paris,
- 5. Antonio Gramsci, « Le Programme de l'Ordine Nuovo », in Ecrits politiques, I, Gallimard, Paris, 1974, p. 373 (août 1920).

6. Antonio Gramsci, « L'Instrument de travail » in Ecrits politiques, I, Gallimard, Paris, 1974, p. 315 (février 1920). 7. Antonio Gramsci, « Contrôle ouvrier » in Ecrits politiques, II,

Gallimard, Paris, 1974, p. 80-81 (janvier 1921).

8. Antonio Gramsci, « Gestion capitaliste et gestion ouvrière » in Ecrits politiques, II, Gallimard, Paris, 1974, p. 165 (septembre 1921).

9. André Tosel, préface à Gramsci, Textes, Editions sociales, Paris, 1983, p. 11.

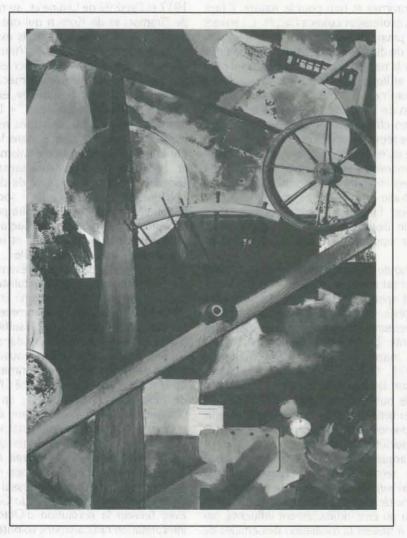
10. Antonio Gramsci, « Socialiste ou communiste » in Ecrits politiques, II, Gallimard, Paris 1974, p. 119 (mai 1921). 11. Antonio Gramsci, Thèses du III^e Congrès du PCI, Thèse

XXXVI, in Gramsci, Textes, Editions sociales, Paris, 1983, p. 78 (janvier 1926).

GRAMSCI ET LUKACS

VERS UN MARXISME ANTIPOSITIVISTE

augment of the new state of the state of MICHAEL LOWY



Lors du colloque Gramsci qui s'est tenu à Sienne en avril 1987, Michael Lowy a présenté une communication sur « Lukacs et Gramsci ». Deux figures originales du mouvement communiste, qui ont ouvert les voies d'un marxisme dégagé des ornières du positivisme.

Lukacs et Gramsci sont fréquemment présentés comme les fondateurs du « marxisme occidental ». Ce concept défini en termes géographiques est trop vaque pour rendre compte de la convergence et similitude de leur pensée. Plus intéressante (même si hostile) est la caractérisation d'Althusser : les deux sont responsables d'une interprétation humaniste historiciste du marxisme. En réalité, partisans et adversaires des deux penseurs marxistes sont d'accord pour constater la profonde affinité de leur orientation théorique et politique. La tentative de dépasser la version positiviste du marxisme - c'est-à-dire, en fait, l'interprétation dominante aussi bien dans la IIe Internationale que dans la IIIe Internationale (surtout après 1924) - est un des principaux traits communs de leur philosophie dialectique et révolutionnaire, humaniste et historiciste.

L'affinité entre Gramsci et Lukacs n'est nullement due à une quelconque « influence » de l'un sur l'autre: il est même probable que Gramsci n'a jamais lu Histoire et Conscience de classe. Le seul passage des Cahiers de prison où Lukacs est mentionné est formulé en termes conditionnels : « Il semble que Lukacs affirme qu'on ne peut parler de dialectique que pour l'histoire des hommes et non pour la nature. Il faut étudier la position du professeur Lukacs [sic, M. L.] envers la philosophie de la praxis. Il semble que Lukacs affirme qu'on ne peut parler de dialectique que pour l'histoire des hommes et non pour la nature. Il peut se tromper et il peut avoir raison. Si son affirmation présuppose un dualisme entre la nature et l'homme, il se trompe parce qu'il tombe dans une conception de la nature propre à la religion et à la philosophie gréco-chrétienne ; et aussi à l'idéalisme, lequel, réellement, ne réussit à unifier et mettre en rapport l'homme et la nature qu'en forme verbale. Mais si l'histoire humaine doit se concevoir aussi comme histoire de la nature (aussi à travers l'histoire de la science), comment la dialectique peut-elle être séparée de la nature? Peut-être par réaction face aux théories baroques de l'Essai populaire [de Boukharine, M. L.] Lukacs serait tombé dans l'erreur opposée, en une espèce d'idéalisme 1.

D'après le contenu de ce passage, il est probable que la source de Gramsci est une des critiques « orthodoxes » de Lukacs, qui n'ont aperçu dans Histoire et Conscience de classe que « l'hérésie » sur la dialectique de la nature. Lukacs est pratiquement inconnu en Italie dans les années vingt ou trente. Le seul texte traduit est l'article « Rosa Luxemburg marxiste », publié dans Rassegna communista en 1921. Ordine Nuovo publie quelques lignes de Lukacs sur les conseils ouvriers, le 12 juin 1920 : « Les conseils ouvriers, comme organisations de toute la classe, aussi bien sa partie consciente que celle qui ne l'est pas, de par leur existence même, engagent le dépassement de la société bourgeoise. »

Comme le remarque Robert Paris, il s'agit d'une version légèrement remaniée d'une phrase dans la conclusion de l'essai sur la conscience de classe dans Histoire et Concience de classe. R. Paris soulève l'hypothèse que Gramsci a pu être indirectement influencé par les idées de Lukacs à travers la médiation des articles de son disciple hongrois Laszlo Rudas (en 1926), dirigés contre l'économiste du Parti communiste italien, Antonio

Graziadei³. Cette supposition ne me semble pas crédible : non seulement Rudas n'était pas disciple de Lukacs en 1926 (l'a-t-il jamais été?) mais au contraire, depuis sa rupture politique avec Lukacs vers 1923, il en était devenu son critique « matérialiste » (vulgaire) le plus féroce.

Une similitude des conceptions

Cette absence de rapport direct ou indirect ne rend que plus significative la similitude des conceptions des deux penseurs. Si Gramsci ne connaît presque rien de Lukacs, celui-ci ne va « découvrir » le marxiste italien que bien après la Seconde Guerre mondiale, avec la publication des *Quaderni del Carcere*. Il mentionnera Gramsci dans les années soixante, en reconnaissant sa parenté avec la vision du monde d'*Histoire et Conscience de classe*: « Ce livre [*HCC M. L.*] doit être considéré comme un produit des années vingt, comme un écho théorique de la série d'événements déclenchés par la révolution de 1917 et l'activité de Lénine et, au même titre que les écrits de Gramsci et de Korsch qui ont le même caractère en dépit de dissemblances parfois essentielles ⁴. »

Dans une interview à la New Left Review, Lukacs souligne que Korsch, Gramsci et lui avaient, dans les années trente, lutté contre le mécanicisme hérité de la IIe Internationale et il ajoute même, en passant, que Gramsci était « le meilleur d'entre nous 5 ». La voie de Gramsci vers le marxisme présente certaines ressemblances significatives avec celle de Lukacs, dans la mesure où elle passe par la médiation d'un hégélianisme antipositiviste (Croce et Labriola) et d'un volontarisme romantico-éthique (Sorel et Bergson). Le point de départ de son évolution politique est une espèce de « socialisme sarde » fait de régionalisme méridional, révolte paysanne et lutte contre les « riches ». Influencé par Gaetano Salvemini, Gramsci tend à opposer la Sardaigne et le Mezzogiorno à l'Italie industrielle dans son ensemble 6, dans un cadre idéologique qui n'est pas sans présenter certaines analogies avec le romantisme anticapitaliste de l'Europe centrale. D'autre part, le « communisme éthique » de Gramsci en 1917-1919 ressemble étonnamment à celui des essais de Lukacs à la même époque ; il suffit de mentionner l'article d'avril 1917 où il croit déceler dans la Révolution russe de février « l'instauration d'une nouvelle morale » et la réalisation de l'Homme « tel qu'Emmanuel Kant, le théoricien de la morale absolue, l'a exalté : l'homme qui dit : "Hors de moi, l'immensité du ciel; en moi, l'impératif de la conscience" 7 ». Lukacs, quant à lui, écrivait dans un texte de 1918 que le prolétariat est l'héritier de « l'idéalisme éthique de Kant et Fichte qui supprimait tout attachement terrestre et qui devait arracher de ses gonds - métaphysiquement - l'ancien monde 8 ». On trouve la même idée dans le célèbre essai provocateur et « hérétique » la Révolution contre le Capital (1917) qui salue avec ferveur la révolution d'Octobre et développe une interprétation radicalement volontariste de la politique des bolcheviques : « Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, celle qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande. (...) Et cette pensée reconnaît toujours comme plus grand facteur de l'histoire, non les faits économiques bruts, mais l'homme, les sociétés des hommes. (...) ces hommes qui comprennent les faits économiques et les jugent, et les plient à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci se fasse l'élément moteur de l'économie, l'élément formateur de la réalité objective 9, »

Même son de cloche chez Lukacs : dans sa brochure Tactique et Ethique de 1919, il salue dans les bolcheviques des marxistes authentiquement révolutionnaires, qui osent proclamer « avec les mots de Fichte, un des plus grands philosophes classiques allemands : (...) "Tant pis pour les faits" ".

La référence à la pensée « idéaliste » - notamment Bergson et Croce - est chez Gramsci en 1917-1918 un moyen pour s'opposer à l'orthodoxie positiviste, scientiste et économico-déterministe des Claudio Treves et Filippo Turati, représentants officiels du marxisme de la II^e Internationale à la tête du socialisme italien. Tentative qui où il a renforcé mon refus de toute interprétation révisionniste et opportuniste de la théorie marxiste ; d'autre part, négative, dans la mesure où est devenue dominante dans mes vues théoriques une conception du parti mythifiant la pure et directe lutte de classes 12. » Les références au philosophe du syndicalisme révolutionnaire français sont nombreuses dans les écrits de jeunesse de Gramsci; l'article du 11 octobre 1919 dans Ordine Nuovo est particulièrement significatif même s'il est « loin de tout accepter » dans l'œuvre de Sorel, Gramsci salue chaleureusement « cet ami désintéressé du prolétariat » qui « ne s'est enfermé dans aucune formule et, ayant conservé ce qui était vital et neuf dans sa doctrine, c'est-à-dire cette exigence hautement proclamée que le mouvement prolétarien s'exprime à travers ses formes propres et donne vie à ses propres institutions, il peut aujourd'hui suivre (...) avec un esprit plein de compréhension, l'effort de réalisation entrepris par les ouvriers et paysans russes... 13 ». Ce que les deux jeunes penseurs révolutionnaires doivent à Sorel c'est, avant toute orientation politique précise, une



1919: révolution hongroise. Bela Kun haranque la foule.

trouve son équivalent précis dans l'idéologie révolutionnaire sui generis de Lukacs à la même époque, composée à partir d'une combinaison Hegel-Ady-Dostoïevsky-Sorel radicalement opposée au kautskysme. Ce « bergsonisme » de Gramsci, terme ambigu employé surtout par ses adversaires positivistes 11, sera peu à peu dépassé, aufgehoben, au cours de son évolution idéologique, de la même manière que Lukacs dépassera son « fichtisme » après la révolution hongroise des conseils.

Dans cette première tentative pour formuler un marxisme révolutionnaire non positiviste, aussi bien Gramsci que Lukacs feront largement usage de Sorel, ce représentant paradigmatique du socialisme romantique anticapitaliste. Dans une lettre écrite en 1968, Lukacs décrit rétrospectivemet son évolution politique au cours des années 1917-1918 : « J'ai essayé de lire les théoriciens sociaux-démocrates contemporains, mais Kautsky a fait sur moi une impression repoussante (...). Ce fut précisément Sorel qui exerça sur mon évolution spirituelle la plus forte influence. D'une part positive, dans la mesure certaine Stimmung, une certaine atmosphère spirituelle faite de romantisme antilibéral et idéalisme moral.

Le réalisme révolutionnaire

Gramsci connaîtra comme Lukacs l'expérience vécue de la participation à un mouvement révolutionnaire concret en 1919-1920, les conseils ouvriers de Turin. Si la référence à Rosa Luxemburg et à sa conception du mouvement de masse est commune aux deux, les écrits de Gramsci pendant cette période, dans l'hebdomadaire Ordine Nuovo, sont beaucoup plus concrets et « politiques » que les essais de Lukacs. Il dépassera plus rapidement que celui-ci le « bolchevisme éthique » vers une conception plus réaliste de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Contrairement à Lukacs, Gramsci ne connaîtra pas une étape « gauchiste » en 1919-1920. Tandis que le marxiste hongrois défendait des conceptions antiparlementaristes abstraites dans les pages de Kommunismus. Gramsci refusait à la fois les thèses « abstentionnistes » de Bordiga et le parlementarisme réformiste de la direction du Parti socialiste italien (alors section de la III^e Internationale); son orientation stratégique sera saluée par Lénine dans ses Thèses sur les buts fondamentaux du Second Congrès de l'Internationale communiste (1920) comme « correspondant entièrement à tous les principes fondamentaux de la IIIe Internationale 14 ». Il est vrai qu'en 1922 au II Congrès du PCI, Gramsci va se rallier aux thèses « sectaires » de Bordiga, opposées à l'orientation pour le front unique ouvrier du Komintern (juin-juillet 1921). Mais il s'agit, comme il l'écrira en 1926, d'une concession tactique à Bordiga, pour le maintien de l'unité du parti et pour empêcher une nouvelle crise en son sein 15. En dernière analyse, l'ensemble des conceptions politiques de Gramsci, de 1919 à son arrestation en 1926, se développent sur le terrain du réalisme révolutionnaire, dont les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste constituent le cadre politique global. On peut donc considérer l'œuvre de Gramsci pendant cette période comme « l'équivalent politique » d'Histoire et Conscience de classe, fondée, comme le livre de Lukacs, sur la Aufhebung (conservation-négation-dépassement dialectique) simultanée du « sectarisme » (Bordiga) et de l' « opportunisme » (Serrati) dans le mouvement communiste. Si Gramsci n'a produit pendant ces années aucun texte philosophique ou théorique comparable au grand livre lukacsien de 1923, c'est très probablement parce que l'activité politique à la direction du PCI absorbait l'essentiel de son énergie intellectuelle.

Parmi les textes les plus caractéristiques du réalisme révolutionnaire gramscien se trouvent par exemple les Notes sur la question méridionale et les Thèses pour le congrès de Lyon (du PCI), tous les deux de 1926. L'idée maîtresse de Gramsci est la nécessité de l'unité ouvrière et paysanne dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire anticapitaliste - de façon tout à fait analogue aux analyses de Lukacs dans sa brochure de 1924, la Pensée de Lénine: « Le prolétariat peut renverser la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il réussit à créer un système d'alliances de classes lui permettant de mobiliser contre le capitalisme et l'Etat bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui signifie, en Italie, dans la réalité des rapports de classes existants en Italie, dans la mesure où il réussit à obtenir l'accord des grandes masses paysannes. »

Toutefois, à partir de 1926 (son article sur Moses Hess), Lukacs commence à s'éloigner de cette perspective commune pour privilégier le réalisme — la sollicitation de la réalité (*Versöhnung mit der Wirklichkeit*) hégélienne — aux dépens de la dimension utopico-volontariste. Au cours des années trente, il va même se rallier (jusqu'à un certain point) au diamat soviétique, soumettant son livre de 1923 à une autocritique sévère et dénonçant « le front de l'idéalisme » comme identique au « front de la contre-révolution fasciste. 17 »

Du point de vue politique, une comparaison, entre les *Thèses de Lyon* (1926) rédigées par Gramsci (en collaboration avec Togliatti), et les *Thèses Blum* (1929) de Lukacs, montre comment, en partant d'une même préoc-

cupation - rompre l'isolement du Parti communiste, chercher des alliés pour le prolétariat -, les deux penseurs arrivent à des conclusions relativement distinctes. Les thèses de Lukacs proclament que le Parti communiste hongrois « est le seul parti qui lutte sérieusement pour la démocratie du prolétariat et de la paysannerie », et propose comme mot d'ordre « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », conçue comme un régime où la bourgeoisie « tout en maintenant l'exploitation économique, abandonne au moins une partie du pouvoir aux larges masses des travailleurs 18. » Les Thèses de Lyon de Gramsci proposent un mot d'ordre apparemment semblable, le « gouvernement ouvrier et paysan », mais elles prennent le soin de préciser qu'il s'agit d'une « formule d'agitation, qui ne correspond pas à une étape réelle du développement historique » ; il est impossible que « le problème de l'Etat soit résolu dans l'intérêt de la classe ouvrière par une forme qui ne soit pas celle de la dictature du prolétariat 19 ».

Les Cahiers de prison

En 1926, Gramsci est arrêté par la police fasciste. Sa grande œuvre philosophique et théorique ne date pas de 1923, comme celles de Lukacs et Korsch, mais sera écrite en prison entre 1929 et 1935. Malgré la différence de période, l'analogie entre les *Quaderni del Carcere* et les écrits de Lukacs des années 1922-1925 est indéniable ²⁰.

Cette problématique s'articule autour d'un certain nombre d'axes théoriques et politiques étroitement liés entre eux ; inutile d'insister sur les aspects les plus connus qui se retrouvent aussi bien dans *Histoire et Conscience de classe* que dans les *Quaderni* : importance du rapport Hegel-Marx (ce qu'Althusser appelle, de façon inexacte, « un retour radical à Hegel ») ; la dialectique du sujet-objet et l'importance du « facteur subjectif » (conscience de classe, hégémonie idéologique) ; le refus du matérialisme métaphysique et de l'économisme de certains courants « orthodoxes » du marxisme, etc. Je voudrais attirer l'attention ici sur trois questions particulièrement importantes où se manifeste la « convergence » antipositiviste entre Gramsci et Lukacs :

1. L'historicisme radical, impliquant l'application du matérialisme historique à lui-même et la définition de ses limites historiques. Lukacs écrivait dans Histoire et Conscience de classe que les vérités du marxisme sont des vérités à l'intérieur d'un ordre social de production déterminé : cela n'exclut pas l'apparition de sociétés dans lesquelles, « par suite de l'essence de leur structure sociale, vaudront d'autres catégories, d'autres ensembles de vérités ». Le même raisonnement se retrouve chez Gramsci : comprendre l'historicité du marxisme signifie reconnaître qu'il peut - ou plutôt doit - être dépassé par le développement historique, avec le passage du règne de la nécessité au règne de la liberté, de la société divisée en classes à la société sans classes. Evidemment, l'on ne peut pas dire, sans tomber dans l'utopisme, quel sera le contenu de cette nouvelle forme de pensée postmarxiste 21

C'est la démarche résolument historiciste de Gramsci et de Lukacs, leur affirmation de l'historicité nécessaire de tous les phénomènes sociaux, qui les oppose de façon décisive à toutes les variantes du matérialisme scientifico-naturaliste, à toutes les doctrines semi-positivistes de la loi naturelle (*Nature gesetzlichkeit*) de la vie sociale.

2. La compréhension du marxisme comme vision du monde radicalement nouvelle et spécifique, se situant du point de vue du prolétariat : « Graziadei (...) considère Marx comme unité d'une série de grands hommes de science. Erreur fondamentale; aucun des autres n'a jamais produit une conception originale et intégrale du monde ²². » Cette vision du monde (Weltanschauung) cohérente ne peut être décomposée en une science positive, d'une part, et une éthique, de l'autre; elle dépasse, dans une synthèse dialectique, l'opposition traditionnelle entre «faits» et "valeurs", être et devoir-être, connaissance et action 23. En tant que philosophie de la praxis, en tant qu'unité indissoluble entre théorique et pratique, le marxisme peut briser ce que Lukacs appelle « le dilemme de l'impuissance » : la dualité entre le fatalisme des lois pures et que l'œuvre du philosophe italien « représentait essentiellement une réaction face à l'économisme et au mécanisme fataliste » ; et il ajoute : « Que cela n'était pas sans intérêt est démontré par le fait que, contemporainement à Croce, le plus grand théoricien moderne de la philosophie de la praxis, sur le terrain de la lutte et l'organisation politique, avec une terminologie politique en opposition aux diverses formes "économistes", a revalorisé le front de la lutte culturelle et construit la doctrine de l'hégémonie comme complément de la théorie de l'Etat-force et comme forme actuelle de la doctrine de la "révolution permanente" de 1848 ²⁶. »

L'homologie théorique entre Gramsci et Lukacs est particulièrement frappante si l'on compare leurs analyses respectives de la principale œuvre philosophique de Boukharine, *Théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste* (1922). Tous les deux vont critiquer sévèrement son « matérialisme », bourgeois et contemplatif pour Lukacs, métaphysique et vulgaire, selon Gramsci. Lukacs rejette aussi ce qu'il appelle le



Lukacs.

l'éthique des pures intentions. D'où la critique lukacsienne à l'austro-marxisme (Hilferding) qui prône une impossible séparation entre la science « pure » du marxisme et le socialisme ²⁴.

3. La révolution prolétarienne comme clé de voûte de toute réflexion théorique, comme élément unificateur (implicite ou explicite) de l'ensemble des questions philosophiques, historiques, culturelles ou politiques abordées : « L'élévation théorique des *Quaderni* ne doit jamais nous faire oublier que le filigranne des pages les plus subtiles de la philosophie de la praxis est l'action révolutionnaire ²⁵. »

Cette remarque vaut aussi, bien entendu, pour *Histoire et Conscience de classe*. Le lien entre la méthode dialectique et la stratégie révolutionnaire se trouve, en réalité, au cœur même de toute la démarche de Gramsci comme de celle de Lukacs. Dans un passage significatif des *Quaderni*, Gramsci souligne le rapport décisif entre méthode théorique et orientation politique : dans le cadre d'une critique marxiste de Croce, il montre

« scientisme » de Boukharine, son utilisation « irréfléchie, a-critique, a-historique, et a-dialectique » de la méthode scientifico-naturelle pour la connaissance de la société - ce qui constitue, bien entendu, une des caractéristiques les plus essentielles du positivisme. Gramsci constate à son tour que l'auteur du Manuel populaire est « totalement prisonnier des sciences naturelles, comme si celles-ci étaient les seules sciences... selon la conception du positivisme »; ce qui a pour résultat que sa compréhension de l'histoire n'est pas dialectique mais « un plat et vulgaire évolutionnisme ». Pour Gramsci comme pour Lukacs, c'est à partir de cette méthode semipositiviste qu'on peut comprendre une série de thèses erronées du Manuel populaire, qu'ils mettent en évidence tous les deux : la substitution au concept de forces productives de celui d'« instruments techniques »; la prétention à produire, en histoire, des « prévisions scientifiques » semblables à celles des « sciences exactes *, etc. 27. up instrum saidqual 29b is levelabed.

La question philologique de savoir si Gramsci a lu ou non le compte rendu critique de Lukacs sur Boukharine - paru en 1925 dans la revue allemande Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiter-bewegung, qui avait peut-être quelques lecteurs en Italie me semble secondaire. L'aspect essentiel est la profonde convergence de la polémique des deux penseurs marxistes contre celui qui apparaissait à l'époque comme le principal théoricien Cette coïncidence n'est, en réalité, qu'un aspect « concentré » d'un phénomène plus général : les Quaderni de Gramsci, dans leur ensemble, se situent, du point de vue de la méthode marxiste, fondamentalement sur les mêmes positions que les écrits de Lukacs de la période 1922-1925. Cependant, tandis que les œuvres de Lukacs correspondent à une période d'essor révolutionnaire, et apparaissent comme la manifestation de tout un courant théorique (Korsch en Allemagne, Revai et Fogarasi en Hongrie, Mariategui au Pérou, etc.), ce n'est pas tellement le cas pour les Quaderni.

Paradoxalement, c'est peut-être l'isolement de Gramsci dans sa prison, de 1926 à 1935, qui a contribué à faire de ses Cahiers un îlot de marxisme authentique dans une période de régression politique et intellectuelle du mouvement ouvrier. Sa pensée s'est maintenue au niveau théorique et révolutionnaire élevé qu'elle avait atteint en 1919-1926, sans connaître une crise comme celle de Lukacs après 1926. Son emprisonnement a épargné à Gramsci le dilemme qui a brisé le ressort révolutionnaire de Lukacs : capituler devant le stalinisme ou être mis au ban du mouvement communiste, comme Korsch. Les barreaux de la geôle fasciste étaient des limites brutales mais purement extérieures qui n'étaient pas un obstacle pour la pensée de Gramsci, tandis que Lukacs était prisonnier des subtiles et insidieuses chaînes de l'autocensure et de la « réconciliation avec la réalité ».

En étudiant les écrits de prison de Gramsci, on ne peut que reconnaître que, comme l'observe Jean-Marie Vincent, « la perspective révolutionnaire ne disparaît pas de son horizon. Malgré les épreuves de la captivité, il refusera de s'adapter à la stalinisation progressive de son parti en abandonnant l'acquis pratique et théorique du groupe de l'Ordine Nuovo (de la bataille des conseils ouvriers à la lutte antifasciste) 28 ».

Cela ne veut pas dire que les textes de Gramsci des années 1929-1935 se situent tout à fait sur les mêmes positions que ses écrits de jeunesse (les articles d'Ordine Nuovo). L'impact du stalinisme se fait sentir malgré tout, par exemple dans une conception plus « autoritaire » du Parti communiste. Dans ses articles de 1920, Gramsci insistait sur l'idée que le Parti communiste ne devrait pas être un rassemblement de « petits Machiavel » (« Piccoli Machiavelli »), ni « un parti qui se sert de la masse pour tenter une imitation héroïque des Jacobins français », mais le parti des masses qui veulent se libérer par leurs propres moyens, de façon autonome, l'instrument du « processus de libération intime par lequel l'ouvrier, d'exécuteur, devient initiateur, de masse devient chef et guide, de bras devient cerveau et volonté 29 ». Par contre, dans les Quaderni, le parti doit exercer le rôle d'un « prince moderne », héritier légitime de la tradition de Machiavel et des Jacobins ; en tant que tel, il « prend la

place dans les consciences, de la divinité ou de l'impératif catégorique » ; sa base est constituée par des « hommes communs, dont la participation est caractérisée par la discipline et par la fidélité et non par l'esprit créateur 30 ».

Gramsci manifestait néanmoins sa lucidité critique en analysant le phénomène bureaucratique dans les partis politiques : « La bureaucratie est la force coutumière et conservatrice la plus dangereuse; si elle finit par constituer un corps solide, qui est en soi et se sent indépendant de la masse, le parti finit par devenir anachronique et dans les moments de crise aiguë, est vidé de son contenu social et reste comme suspendu en l'air 31. »

Des critiques aussi pénétrantes contre la bureaucratie apparaissent aussi dans les écrits de Lukacs... de l'année 1922 – notamment le remarquable texte polémique contre la direction du Parti communiste hongrois intitulé « Noch einmal Illusionspolitik » (Encore une fois les illusions politiques) 32. Ces critiques disparaîtront pendant l'époque stalinienne (sauf quelques remarques éparses en « langage ésopien », dans un contexte littéraire) et ne resurgiront à nouveau qu'après le XX° Congrès du PCUS.

C'est aussi dans ses écrits postérieurs à 1956 que Lukacs commence à se référer à Gramsci. Dans son dernier grand ouvrage, l'Ontologie de l'être social, il compare les écrits de Gramsci avec Histoire et Conscience de classe: dans les deux cas, il s'agit de tentatives analogues, inspirées par la vague révolutionnaire qui a suivi Octobre 1917, de penser un marxisme « nouveau, frais, non déformé par les traditions embourgeoisées de la social-démocratie » — tentatives réduites au silence par la pression « schématisante et homogénéisatrice » du stalinisme 33. Mais on n'a pas l'impression que la pensée de Gramsci joue un rôle central dans sa réflexion ontolo-

La comparaison esquissée ici ne vise nullement à nier l'existence de divergences, parfois même d'oppositions, entre les écrits de prison de Gramsci et les œuvres du jeune Lukacs (1922-1925). Mais au-delà des différences de style et de contenu (aussi bien philosophiques que politiques), des contrastes entre deux périodes historiques très distinctes, et malgré l'absence (probable) de tout rapport ou influence directe, on ne peut nier la profonde affinité de leur démarche et la « convergence objective » qui fait d'Histoire et Conscience de classe et des Quaderni del Carcere les deux sommets philosophiques de la dialectique révolutionnaire au xx° siècle et le point de départ nécessaire de toute tentative pour penser un marxisme libéré des entraves positivistes.

Michael Lowy

^{1.} A. Gramsci, Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce, Torino, Einaudi, 1955, p. 145.

^{2.} Cité par Robert Paris dans « Gramsci e la crisi teorica del Nuova Rivista Storica, Anno LIII, Fas. I-II, 1969, p. 167-168.

^{3.} R. Paris, op. cit., p. 168.

^{4.} Lukacs, « Mon chemin vers Marx », 1969, Nouvelles Etudes hongroises, vol. 8, 1974, p. 85.

^{5. «} Lukacs on his life and work », New Left Review n° 68, juillet 1971, p. 51.

^{6.} Cf. Giuseppe Fiori, la Vie d'Antonio Gramsci, Paris, Fayard,

^{1970,} p. 72-96. 7. Gramsci, « Notes sur la Révolution russe », *Il Grido del* popolo. 29 avril 1917, in Gramsci, Ecrits politiques, I, 1914-1920,

Paris, Gallimard, 1974, p. 121. Il faut reconnaître tout de même l'impressionnante lucidité ou intuition de Gramsci écrivant en avril 1917: « Nous sommes persuadés que la Révolution russe (...) est un acte prolétarien et qu'elle doit naturellement déboucher sur le régime socialiste » (p. 119).

8. Lukacs, « Le bolchevisme comme problème moral », 1918, trad. française en annexe à M.Lowy, Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires : l'évolution politique de György Lukacs 1909-1929, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 310.

9. Gramsci, « La révolution contre "le Capital" », Avanti, 24 novembre 1917, in Ecrits, I, p. 136. Dans d'autres écrits de 1918, Gramsci souligne: « Le communisme critique n'a rien en commun avec le positivisme philosophique, la métaphysique et la mystique de l'évolution et de la nature (...) Le marxisme est fondé sur l'idéa-lisme philosophique (...) A la loi naturelle, le mouvement fatal des choses des pseudo-scientistes, s'est substituée la volonté tenace des hommes. » Cité par E. Garin, « La formazione di Gramsci e Croce », in Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci, Roma, Quaderni Critica Marxista, 1967, p. 127.

10. Lukacs, « Taktik und Ethik », in Werke, Band 2, Neuwied,

Luchterhand, 1968, p. 48.

11. Cf. Robert Paris, «Introduction à Gramsci», Ecrits, I, p. 29-30. Gramsci ironise sur l'utilisation du terme par ses adversaires réformistes et positivistes au sein du Parti socialiste italien : « Vous ne savez pas quoi répondre à votre contradicteur ? Dites-lui qu'il est un volontariste ou un pragmatiste ou - en faisant le signe de la croix - un bergsonien. » Cf. Gramsci, Socialismo e Fascismo. Ordine Nuovo 1921-1922, Torino, Einaudi, 1972, p. 13.

12. Lukacs, « Lettre au directeur de la bibliothèque Erwin-Szabo de Budapest », publiée dans Eva Fekete et Eva Karadi, Georg Lukacs. Sein Leben in Bildern, Selbstzeugnissen und Dokumente, Budapest, Corvina Kiado, 1981, p. 72. Sur le rapport de Lukacs à Sorel au cours de sa vie, voir M. Lowy, «Sorel et Georg Lukacs. Sous l'étoile du romantisme », in Georg Sorel,

Paris, Cahiers de l'Herne, 1986.

13. Gramsci, Ecrits, I, p. 277. Enzo Santarelli, Nicola Badaloni et Paolo Spriano ont déjà suffisamment mis en évidence l'influence de Sorel sur Gramsci. Pour un bilan récent de la question, cf. Michel Charzat, « A la source du "marxisme" de Gramsci », in Georges Sorel, Cahier de l'Herne, 1986.

14. Cité par Fiori, p. 161.

15. Cf. Fiori, p. 183.

16. Gramsci, « Alcuni temi della questione meridionale », 1926, in la Construzione del partito communista 1923-1926, Torino, Einaudi, 1972, p. 140. Confronter avec Lukacs, la Pensée de

Lénine, Paris, Denoël, 1972, p. 28-29.

Lukacs, « Die Bedeutung von Materialismus und Empirio-kritizismus für die Bolshevisierung der Kommunistischen Parteien - Selbst-kritik zu Geschichte und Klassen-bewusstsein », 1934, in Geschichte une Klassenbewusstsein heute, Amsterdam, 1971, p. 261.

18. Lukacs, « Blum Thesen », 1929, Werke, 2, p. 710-712.

19. Gramsci, « La situazione italiana e i compiti del PCI », la

Construzione del Partito, p. 513.

20. Comme le constate avec raison R. Paris, la lecture des Cahiers de prison montre que « l'essentiel de la grande discussion philosophique de 1923 se retrouve chez Gramsci » (in « Gramsci e la crisi teorica del 1923 », p. 177).

21. Lukacs, Histoire et Conscience de classe, p. 263. Cf. à ce sujet, M. Lowy, «Le marxisme historiciste de Lukacs», préface à G. Lukacs, Littérature, Philosophie, Marxisme. Paris, de Lukacs », Presses universitaires de France, 1978. Le texte mentionné de Gramsci se trouve dans Il materialisme storico, pp. 84, 98-101.

22. Gramsci, Il Materialisme storico, p. 83. Confronter avec la position d'Althusser: « Pour comprendre Marx, nous devons le traiter comme un savant parmi d'autres. (...) Marx apparaît ainsi comme un fondateur de science comparable aux Galilée et Lavoisier. » (*Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965, II, p. 119.)

23. Voir R. Paris, « Gramsci e la crisi teorica del 1923 », p. 170 : « En réalité, Gramsci retrouve – disons après Vico et Croce – précisément le problème de Histoire et Conscience de classe : essayer de résoudre le dilemme que la pensée bourgeoise pose entre les jugements de fait et les jugements de valeur, entre les "pré-misses à l'indicatif" et les conclusions "à l'impératif" (Poincaré), en dernière analyse, fonder le marxisme comme connaissance du présent.

24. Lukacs, Histoire et Conscience de classe, p. 61, 41.

25. E. Garin, « La formazione de Gramsci... », p. 122. 26. Gramsci, *Il Materialismo storic*o, p. 203. La référence à Lénine, impossible à nommer à cause de la censure carcérale – est transparente.

27. Lukacs, « N. Bukharin, Theorie des historischen Materialismus * (Rezension), 1925, Werke, 2, p. 598-608. Gramsci, Il

Materialismo storico, chapitre III.

28. Jean-Marie Vincent, Fétichisme et Société, Paris, Anthropos, 1973, p. 294.

29. Gramsci, Ordine Nuovo, 1919-1920, Torino, Einaudi, 1954, p. 139, 140, 157,

30. Gramsci, *Note sur Machiavelli, sulla politica e sullo Stato Moderno*, Torino, Einaudi, 1955, p. 6-8, 53.

31. Gramsci, Note sur Machiavelli, p. 51.

32. G. Lukacs, « Noch einmal Illusionspolitik », 1922, *in Werke*, 2, p. 159 : « Ce culte artificiel et injustifié de l'autorité n'a sans doute qu'un seul résultat, rendre la bureaucratie du Parti encore plus vide et sans âme (seelenlose); elle devient une fonction (Amt) avec des chefs et des subordonnés, et non une organisation communiste centralisée, mais néanmoins fondée sur la camaraderie du travail en commun. »

33. Lukacs, Zur Ontologie des Gesselschaglichen Seins. Die ontologische Grund prinzipien von Marx, Neuwied, Luchterhand, 1972, p. 30.



Lisez les publications de la LCR et de la IV^e Internationale



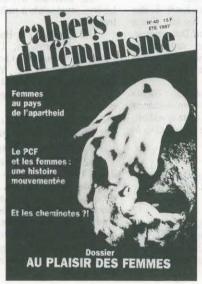
Rouge

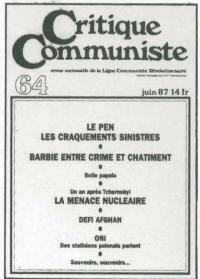
Chaque semaine, un éventail d'analyses, de dossiers, d'enquêtes, d'interviews, de tables rondes sur la politique, le syndicalisme, la lutte des femmes, la culture, l'écologie, l'antimilitarisme, l'idéologie.

Dans les principaux kiosques et auprès des militants.

Hebdomadaire de la LCR. 8 francs.

les Cahiers du féminisme Un « cas » dans le domaine des publications féministes : depuis dix ans, cette revue illustre de manière très vivante les questions que soulève l'oppression des femmes en France et dans le monde. Un dossier par numéro. A la rentrée, grande fête du dixième anniversaire. Abonnez-vous vite avant la prochaine hausse des tarifs, qui n'avaient pas bougé depuis quatre ans. Trimestriel. 15 francs.





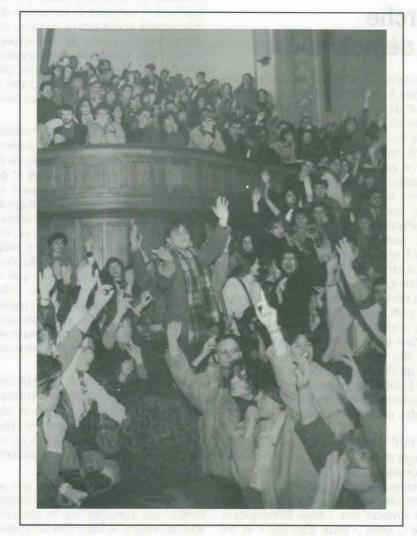
Critique communiste

Aborde les principales questions de politique intérieure, de stratégie syndicale, de culture qui se posent à l'extrême gauche en France aujourd'hui. Publie des dossiers approfondis sur tous les grands événements : mouvement étudiant, grève SNCF, courant rénovateur, crise des partis ouvriers. Mensuel. 14 francs.

Le coupon d'abonnement à ces revues se trouve au bas de la page 64.

POUR UNE DEMOCRATIE SANS LIMITES

GERARD FILOCHE



Il convient,
« justement
parce que le
parti est
fortement
centralisé,
d'éduquer,
d'une manière
systématique,
ses membres
et d'élever
leur niveau
idéologique ».

En mai 1937, Palmiro Togliatti écrit, à Paris, une étude sur Antonio Gramsci, mort le 27 avril précédent. Togliatti y présente Gramsci comme le premier marxiste d'Italie, l'inspirateur du mouvement des comités d'usine de Turin, le premier bolchevik italien, le créateur véritable du Parti communiste italien. Mais il note les erreurs que Gramsci commit en ne se différenciant pas de Bordiga « publiquement sur les problèmes de stratégie et de tactique où une différenciation était nécessaire »... « Il ne fut pas facile à Gramsci d'éliminer des rangs de notre parti (...) ce Bordiga (...) qui vit tranquille aujourd'hui en Italie (...) comme une canaille trotskyste (...) protégé par la police et par les fascistes, hai par les ouvriers comme un traître doit être haï. » Mais ensuite, selon Togliatti, Gramsci, « à l'école de Lénine et de Staline (...) se durcit comme chef de parti » et, en 1930, de sa prison, ayant appris qu'un camarade incarcéré risquait de tomber sous l'influence du trotskysme et n'ayant pas la possibilité de mener de longues discussions, il lançait dans les cachots le mot d'ordre significatif : « Trotsky est la putain du fascisme ».

Remarquable étude, non? A peine enterré, Gramsci était ainsi utilisé par les continuateurs du PC italien.

A la recherche d'un parti démocratique

Et pourtant, le fondateur de l'Ordine Nuovo, par son œuvre, ne se prêtait pas à ce type d'utilisation posthume de la part de Togliatti et de ses épigones. Ne serait-ce que parce que Gramsci plaidait pour un parti vivant, démocratique, en contact avec les masses et où chaque membre serait un élément actif, un dirigeant ! Gramsci expliquait que, « justement parce que le parti est fortement centralisé », il était nécessaire « d'une manière systématique d'éduquer ses membres et d'en élever le niveau idéologique ». Et Gramsci soulignait la responsabilité de l'individu dans le fonctionnement d'un parti centralisé : « Centralisation veut particulièrement dire que, dans quelque situation qu'il agisse, même dans un état de siège renforcé, même quand les organismes dirigeants ne pourraient plus fonctionner pour une période déterminée et seraient mis dans la situation de ne plus avoir de liaison avec l'ensemble du parti, tous les membres du parti, chacun dans son lieu, soient placés dans la possibilité de s'orienter, de savoir tirer de la réalité les éléments pour établir une directive afin que la classe ouvrière ne se décourage pas mais qu'elle se sente toujours dirigée et capable de continuer la lutte. La préparation idéologique de masse est, par conséquent, une nécessité de la lutte révolutionnaire, une des conditions indispensables de la victoire 1.

Les staliniens du PCF viennent tout juste d'engager une polémique à ce sujet dans *l'Humanité* contre l'un des membres du comité central, Lucien Sève.

Dans un ouvrage collectif intitulé Je, Lucien Sève s'en prend, dans la « notion séculaire du parti révolutionnaire d'avant-garde », à la division des « rôles historiques », « aliénée et aliénante », entre « ceux d'en-bas » et les « opérations de transformation de sommet »... Pour Lucien Sève, « la grande question devient celle du déve-

loppement en chacun de l'individualité autogestionnaire » sur la base de « nouvelles pratiques de lutte » qui « posent à leur tour en termes renouvelés les problèmes de la vie de parti. N'induit-elle pas, continue-t-il, à penser qu'est désormais vouée à l'insuccès une façon de faire de la politique qui n'offrirait pas à tous les individus les moyens d'échapper à la parcellisation impuissante et à la dépendance opaque, de réconcilier au quotidien autonomie et solidarité, transparence et militance? Le mouvement révolutionnaire ne serait promis au déclin que s'il n'était pas capable de répondre à ce nouveau que faire? »

Quoi de surprenant à ce que le PCF condamne Sève pour oser écrire cela ? On peut être sûr que G. Marchais et R. Leroy condamneraient au même titre les propos de Gramsci cités ci-dessus.

Quand le PCF expulse ses opposants « rénovateurs », quand il continue, en cette fin du xxº siècle, à proscrire courants, tendances et fractions, quand ses dirigeants sont élus sur listes uniques, quand le « débat » se passe de haut en bas, quand sa direction fonctionne selon la loi du secret, quand la politique interne de formation et la vie des cellules sont déficients, en un mot quand le centralisme bureaucratique l'emporte sur la démocratie, doit-on s'étonner qu'un Lucien Sève, à la lumière de l'« action étudiante et lycéenne de novembre-décembre 1986 et du mouvement social qui l'a suivie », constate l'écart entre « objectifs proclamés et orientation effective », entre « démocratie apparente et démocratie réelle » et conclut que « le PCF est lui-même englobé par beaucoup dans la désaffection profonde à l'égard des formes dominantes de la politique² ». Reste à Lucien Sève à tirer les conclusions de ses propos...

Il ne peut y avoir de parti révolutionnaire sans démocratie réelle, idée toute simple à énoncer mais si difficile à pratiquer... Il faut un système de recrutement, de formation, de circulation des idées et de l'information, une possibilité d'échanges horizontaux et verticaux permanents, une élaboration et un partage des tâches collectifs, des bilans pratiques à tous les niveaux, une transparence et une collégialité des directions (à l'intérieur du parti mais aussi à l'extérieur vis-à-vis des médias), une série de règles formelles, statutaires, méticuleusement respectées. Tout cela est nécessaire pour que « tous les membres d'un parti, chacun dans son milieu », comme écrit Gramsci, « soient placés dans la possibilité de s'orienter ». C'est cela que cherche, en tâtonnant, Lucien Sève, avec sa nouvelle pratique révolutionnaire autogestionnaire (et, au-delà de lui, de nombreux « rénovateurs » dans et hors du PCF).

Depuis soixante ans, le stalinisme a étouffé, gelé, dévoyé l'exigence vitale de démocratie dans les rangs mêmes des partis communistes et, bien au-delà, dans les rangs de tous les partis ouvriers, même sociaux-démocrates (car il y eut des périodes ou le PCF reprochait au PS d'avoir des tendances révolutionnaires dans ses rangs et de ne pas les museler!).

Et le pire, souvent, c'est que même ceux qui se libèrent du stalinisme portent malgré eux, encore long-temps, des préjugés sur le fonctionnement d'un parti révolutionnaire. A force d'avoir répété trop longtemps que les tendances c'était « le bordel », c'était la dispersion et la division, voire la paralysie du parti. Ne voit-on pas des

dirigeants du PCF qui « entrent en opposition » commencer par démissionner de leurs responsabilités avant même de se battre, avant même d'user de leur autorité de dirigeants pour s'opposer aux autres dirigeants ? Et ce, par peur d'être accusés de vouloir faire vivre des tendances, des fractions... ils s'en défendent même! L'histoire du PCF a été jalonnée de ce type de départs, et encore récemment avec Fiszbin, Poperen et Rigout (mis à part le cas exceptionnel d'un dirigeant refusant de « craquer » et utilisant un peu durablement sa place au comité central, celui de Pierre Juquin).

Ne voit-on pas aussi ceux qui sont « sortis » (démissionnaires ou expulsés par divers procédés) rechercher un parti de type nouveau, qui donne toute sa place au « je », à l'individu, militant conscient au sein du collectif... et, du même coup, rejeter l'idée d'un parti centralisé ? Ils jettent alors le bébé avec l'eau du bain et proposent d'abandonner le centralisme démocratique en même temps qu'ils rejettent le centralisme bureaucratique. Et, en même temps, ils rejettent Lénine, qu'ils assimilent à

question. Gramsci ne cessait d'insister sur la « fonction éducative » du parti, sur le lien vivant entre « dirigeants et dirigés », sur l'importance de la démocratie révolutionnaire, il connaissait le parti de Lénine et l'admirait, comme tous les témoins de l'époque.

Trop de caricatures ont présenté *a posteriori* le parti bolchevik comme une machine militaire, disciplinée et bien huilée, prête à se laisser prendre en main par Staline. Or, au contraire, Staline a dû assassiner les dirigeants d'Octobre pour asseoir son pouvoir contre un parti vivant traversé en permanence de tendances, de fractions, de débats, qui avait un fonctionnement intérieur et extérieur mille fois plus démocratique que ce que l'on a connu depuis dans le mouvement ouvrier. Alors qu'au départ, en 1902, les statuts, dans le premier *Que faire?* dont parle Lucien Sève, avaient été conçus comme un rempart contre l'opportunisme, dès 1905, Lénine (au congrès de Londres en avril 1905) menait bataille pour la « primauté complète du principe électif (...) à tous les niveaux dans



VII^e Congrès de la Ligue communiste révolutionnaire, novembre 1985.

Staline et auquel ils attribuent la dégénérescence du Parti bolchevik (sans même songer à ré-envisager ce que fut le long combat de Trotsky).

Ce qu'était le parti bolchevik

Il faut dire qu'il y a eu une telle dénaturation, en soixante ans de stalinisme, de ce qu'est un parti authentiquement révolutionnaire et démocratique, que l'on voit, même dans les rangs de ceux qui sont les mieux placés pour combattre la gangrène bureaucratique, on voit dans des organisations comme le Parti communiste internationaliste (PCI) ou Lutte ouvrière (LO) des pratiques qui sont aux antipodes de la démocratie — comme si les trotskystes n'avaient pas payé le prix fort de toute l'histoire du mouvement ouvrier pour comprendre l'importance de la

le parti (...) même sous l'autocratie ». Lénine ne cessa d'introduire des garanties démocratiques : il s'opposa à ce que soit « modifiée la composition des comités locaux sans leur consentement ». Il batailla pour que « tous les membres du parti discutent et résolvent les questions relatives à une campagne politique du prolétariat, que tous les membres du parti déterminent quelle doit être la tactique des organisations du parti ».

Il prônait même l'idée que les « questions importantes, et notamment celles qui se rattachent à une action déterminée des masses elles-mêmes, doivent être nécessairement résolues au nom du démocratisme, non seulement par l'envoi de représentants mais par un référendum dans le parti ». Lénine était pour une interprétation tout à fait... libérale du droit d'expression dans le parti, notamment par le canal de la presse où il affirmait : « Il faut absolument assurer une plus large place à l'initiative personnelle, aux penchants individuels, à la pensée, à l'imagination 4. » « Toutes les instances supérieures doivent être effectivement électives, révocables et

tenues de rendre compte de leur activité⁵. » Maximum de liberté dans la discussion, maximum d'unité dans l'action, telle est la conclusion du Programme de transition rédigé

par Léon Trotsky pour la IV^e Internationale.

Et c'est bien ce qu'écrivait Lénine : « Tant qu'il n'y a pas d'appel à l'action, il faut avoir la plus large et la plus libre discussion, la plus large et la plus libre appréciation de la résolution, de ses motifs, et de ses thèses particulières. » (Bien sûr, il ne faut pas « un club avec 95 tendances », et ou aucune unité d'action ne l'emporte, même après les votes, même dans l'action, il ne faut pas « un fourre-tout de toutes les couleurs » où l'on n'agit pas tant qu'on n'est pas... unanime, ni un « club » où la parlote a définitivement remplacé l'activité militante élémentaire...) Mais Lénine allait plus loin : ces « appels à l'action » pouvaient être contestés, discutés, et lui-même, publiquement, critiqua le comité central : « Nous nous soumettons aux décisions du congrès mais en aucun cas nous ne nous soumettrons à celles des résolutions du comité central qui vont à l'encontre de ces décisions. »

Ou encore dans Prolétari, il appelle « le parti à combattre les mots d'ordre de son comité central » dans un article publié, soumis à la discussion de tous, interne et externe. Cette pratique de débat public eut lieu, non seulement entre mencheviks et bolcheviks, mais aussi entre bolcheviks, et ce jusqu'à la veille de l'insurrection d'Octobre. Lénine arrivant en avril 1917, fut critiqué dans la presse de son parti pour ses Thèses d'avril et il lui fallut batailler longuement pour regagner, à la base, une majorité... Sait-on même que lorsqu'il proposa, dans une conférence de fin avril, de créer une IIIe Internationale, il n'obtint qu'une voix, la sienne? Et à la veille d'Octobre, Zinoviev et Kamenev dénoncèrent publiquement les préparatifs insurrectionnels avec lesquels ils n'étaient pas d'accord. Lénine considérait que les réunions de « fractions » étaient « au fond pleinement naturelles 7 » et affirmait : « Il ne peut y avoir de parti de masse, de parti de classe, si l'on ne fait pas toute la lumière sur les nuances fondamentales, s'il n'y a pas de lutte ouverte entre les différentes tendances 8 ».

La fameuse interdiction des tendances et fractions — en 1921 — ne fut conçue par Lénine que comme une « mesure extrême qui est adoptée exceptionnellement quand on a conscience d'une situation dangereuse ⁹ ». Lénine jugea « excessif » et « irréalisable » d'interdire que le débat soit porté devant tout le parti et proposa que les membres de « l'opposition ouvrière » et du « centralisme démocratique » soient représentés au comité central, il repoussa l'idée de « priver le parti et les membres du CC d'en appeler au parti » et refusa d'interdire pour le congrès suivant « des élections d'après des programmes ¹⁰ ».

Loin de la tradition bolchevique

Comme on le voit, lorsque Marchais, après Staline, vilipende les tendances et les fractions (et, par là-même, l'élection d'une direction d'après différentes plate-formes à la proportionnelle, chaque tendance ou fraction dési-

gnant ses délégués; comme ce fut le cas même à ce congrès de mars 1921 où le PC bolchevik interdit exceptionnellement les tendances, dans une circonstance où la révolution d'Octobre était menacée de liquidation comme l'avait été cinquante ans plus tôt la Commune de Paris) on est loin de la tradition léniniste.

Pour redonner à l'individu, dans le parti révolutionnaire, toute la place qui lui revient, il faut réhabiliter et défendre pied à pied son droit à se regrouper, à s'organiser en tendance ou en fraction de façon « pleinement naturelle ». Car l'individu, seul, ne pourrait, s'il conteste l'orientation de son parti et sa direction, que démissionner ou se soumettre.

Les tendances ou fractions sont encore, à cause de ces soixante années de stalinisme, entourées de suspicion et de préjugés plus ou moins clairement formulés. Mais, bien évidemment lorsqu'il y a divergences, elles ne sont pas un frein pour un parti, elles sont un moteur, un aliment idéologique indispensable, parfois un élément de survie, le seul qui puisse dépasser les crises ou les blocages. Qui pourrait faire croire qu'un individu seul dans un parti pourrait modifier celui-ci ? Tout ce qui a été fait de grand dans le monde l'a été, depuis cent cinquante ans de mouvement ouvrier, par des militants organisés, quel que soit leur nombre. Et, parce qu'ils étaient - toujours - très minoritaires au départ, ils ont fait de l'exigence de la démocratie leur arme décisive, à commencer par leurs propres organisations. « On ne se bat bien que pour les causes qu'on modèle soi-même et avec lesquelles on se brûle en s'identifiant.» (René Char): pour que militants s'identifient pleinement consciemment à sa cause, un parti révolutionnaire nouveau, vivant, doit pousser la démocratie jusqu'au bout, de façon dynamique, et accepter, organiser, dans ses rangs mêmes, le plus largement et minutieusement possible, des droits de tendance et de fraction.

Ce qui est terrible en cette fin de xx° siècle, c'est que les mots « communisme », « socialisme » et « révolution » sont associés, forcément associés, à la terreur, au goulag et à la répression des droits de l'homme... Alors que les goulags ont été ouverts par la contre-révolution stalinienne pour instaurer la terreur contre les vrais commu-

nistes fidèles aux idéaux d'Octobre...

Or, les vrais communistes, tout leur programme historique l'indique, sont pour l'extension de la démocratie et revendiquent de façon conséquente la défense des droits de l'homme : liberté, fraternité, égalité... réelles et complètes liberté et égalité. « La suppression odieuse de la liberté de la presse et de parole en URSS ou dans n'importe quel Etat ouvrier du monde actuel n'a rien à voir avec les intérêts de la dictature du prolétariat. » (Léon Trotsky, « clave » 21 août 1938) Lénine combattait pour une démocratie ouvrière « un million de fois plus démocratique » que la démocratie bourgeoise : et la victoire du bureaucratisme contre Lénine et contre Trotsky n'est pas la conséquence de la révolution d'Octobre mais le résultat d'une contre-révolution! Le premier empire napoléonien n'est pas le résultat de la prise de la Bastille mais le résultat de Thermidor, la dictature stalinienne n'est pas le fruit du combat des ouvriers russes et bolcheviks, mais s'est imposée en assassinant les bolcheviks et en muselant les travailleurs soviétiques. Après deux cents ans de révolutions bourgeoises et soixante-dix ans de révolutions ouvrières, les révolutionnaires d'aujourd'hui, pour construire un parti neuf, doivent reprendre le flambeau des Sans-culottes, des communards et des ouvriers russes. C'est cela qu'il faut clarifier pour revivifier le militantisme tel que le recherche Lucien Sève, tel que le décrivaient Lénine, Trotsky, Gramsci (dans un parti neuf où les travailleurs soient aux postes de commande, où les femmes aient toute leur place, où la jeunesse s'épanouisse, où l'internationalisme soit le « B.A-ba »).

Un programme de démocratie révolutionnaire

Les leçons de Mai 68 et de décembre 86 nous montrent — avec d'autres exemples au Portugal, en Italie, en Grèce... — que les crises revolutionnaires dans les pays homogène. Cela exige de se profiler pour étendre tout ce qu'il y a de démocratique dans les sociétés bourgeoises, et non pas le supprimer : en Mai 68, le bon angle d'attaque était de réclamer des élections anticipées contre de Gaulle, avant de Gaulle, et non pas de crier « élections trahison » (comme on le sait, cela exigerait une tout autre optique, non pas de la part des masses, mais de la part des directions, des « gauchistes ». Aucune organisation n'était profilée pour une telle orientation). Au Portugal, en 1974, il fallait se placer, dès le 25 avril, dans la perspective d'élections pour une Assemblée constituante et non pas hésiter devant celles-ci (« ces élections servent à tout le monde sauf au peuple... Jamais l'électoralisme et sa vanité ne seront apparus avec autant de lumière », Serge July, Libération, le 30 janvier 1975). Au Nicaragua, des élections s'imposaient également et c'est le mérite des sandinistes de les avoir organisées, malgré les contras (Thomas Borges reconnaissant même qu'ils avaient tardé à les organiser). En décembre 1986, la jeunesse étudiante et lycéenne, dotée de coordinations



Portugal, 1974: meeting des chauffeurs de camion.

capitalistes avancés mettront en marche des mouvements de masse d'une ampleur sans précédent historique, avec des millions de jeunes et travailleurs : c'est à cette échelle-là qu'il faut penser la révolution, et à ce type de mouvement de masse qu'il faut apporter des réponses alobales! Il faut formuler les mots d'ordre démocratiques et les réponses politiques centrales pour des secousses qui traverseront toute la société, annihileront les forces réactionnaires et s'arcquebouteront sur de vastes prises de pouvoir, collectives, à tous les niveaux, donnant lieu à des défilés et à des grèves de masse d'où se dégagera, comme une exigence de démocratie sans limite, un autre type de pouvoir et de société. Comme dit Gramsci, « la préparation idéologique de masse est, par conséquent, une nécessité de la lutte révolutionnaire, une des conditions indispensables de la victoire ». Les conséquences sont lourdes sur le type de parti qu'il faut pour gagner un tel combat : sur son profil, sur son utilisation des médias, sur sa capacité à unifier dans sa totalité et au cours de l'action une classe ouvrière qui, au départ, n'est pas démocratiques, se proposait de se souvenir de Chirac en 1988, et s'il y avait eu une grève générale le 10 décembre, une crise plus aiguë du régime, tout le problème aurait été de se profiler pour des élections anticipées avec une politique centrale en termes de gouvernement des partis ouvriers unis contre la droite.

Et le développement du mouvement de masse, de comités, de coordinations, de conseils ne se fera pas aux cris « d'élections trahison! » mais en changeant positivement, démocratiquement, le type d'élections, instaurant d'autres normes, en rupture, et mille fois plus démocratiques. Une révolution ouvrière qui se proposerait d'apporter des restrictions à la liberté, à la démocratie, c'est une révolution déjà blessée, menacée (comme les bolcheviks en 1921 et les sandinistes aujourd'hui). Ce ne peut être en rien un exemple, un principe ni un but.

Il faut étendre les libertés d'élections, d'expression, d'organisation... de façon illimitée, tel était le programme des bolcheviks, tel doit être le nôtre. « Manquer de liberté, tel est pour l'homme le danger de mort... La presse libre,

c'est l'œil partout ouvert de l'esprit du peuple, c'est l'incarnation de la confiance qu'un peuple a en lui-même, le lien parlant qui unit l'individu à l'Etat et au monde, la culture incarnée qui transfigure les luttes matérielles ou luttes spirituelles et en idéalise la rude forme physique... La presse libre est l'esprit public que l'on peut colporter dans chaque cabane à meilleur compte que le gaz matériel. Elle est universelle, omniprésente, omnisciente. Elle est le monde idéal qui jaillit perpétuellement du monde réel et, esprit toujours plus riche, y reflue pour le vivifier à nouveau. » Ces phrases sont de Karl Marx 11. C'est cela le marxisme, pas le goulag! Et si c'est ce savoir-là, ce programme-là, qui est porté avec fougue, alors il y aura un nouveau militantisme...

Il faut plus d'élections et de meilleures élections, mieux organisées, plus adaptées à l'expression des sensibilités, des besoins... Il faut combattre ce qui est antidémocratique dans le système du suffrage universel pratiqué par la démocratie bourgeoise. Combattre les campagnes électorales menées avec des finances considérables, à l'aide de slogans simplistes, de modes de scrutin « tordus » pour élire des députés non révocables, incontrôlables et qui, eux-mêmes, s'effacent devant des institutions qui concentrent entre les mains d'un exécutif et, finalement, d'un seul homme ou de quelques « lobbies », les pouvoirs de décision (ce qui constitue tout le système de la V^e République, celle du « coup d'Etat permanent »).

Il faut, non pas moins de formalisme dans la démocratie, mais plus de formalisme : pour élaborer soigneusement une politique avec la participation de tous, le contrôle de tous, le débat entre tous, la responsabilité de tous (un « plan démocratique »). Il faut combiner, bien évidemment, la démocratie directe et la démocratie représentative, il faut que l'élu soit proche de ses électeurs, mandaté par eux, révocable par eux. La télévision par câble, les progrès des ordinateurs permettent la présentation et la discussion de plus en plus serrée et de plus en plus publique des diverses hypothèses. Une confrontation libre, franche, à chances égales entre les diverses positions, sur le fond des orientations en présence, devant le peuple — disposant d'une école publique, laïque, gratuite, obligatoire pour tous — avec une liberté politique illimitée pour tous les individus, groupes, tendances et partis est possible avec un autre type d'Etat que l'actuel Etat de la V° République. C'est pour cela que combattent les communistes, les trotskystes...

Lorsque Charles Pasqua affirme: « La démocratie s'arrête là où commence l'Etat »... nous savons que, contre lui, contre ceux de son camp et de son Etat, la démocratie est notre arme. Et lorsque le socialiste Michel Bérégovoy répond à Pasqua : « Il n'y a pas de limite à la démocratie », quelle occasion de le prendre au mot et de prôner un monde où l'homme verra grandir ses libertés, où l'individu s'épanouira. Pas de limite à la démocratie ? Certes, alors : scrutin proportionnel, pas de barre à 5 %, ni dans les partis, ni dans les élections, égalité d'expression dans les médias, dans la presse, l'édition, la consultation régulière systématique à tous les niveaux pour tous les grands choix économiques, politiques, contrôle et révocabilité des élus, mise en place de règles démocratiques perfectionnées pour l'organisation d'un

système d'éducation et de santé à égalité de chances pour tous, d'une nouvelle justice, d'une autre police, d'une autre armée, d'un autre Etat où la majorité décide et dirige collectivement.

Ce nouvel Etat sera aussi un « Etat de droit » qui, non seulement ne rejettera pas ce qu'il y avait de positif dans les libertés formelles du système parlementaire antérieur mais, au contraire, en retiendra le meilleur (y compris des procédures, car la « procédure est la sœur jumelle de la liberté ») pour le placer au service du nouvel Etat, à tous les niveaux, dans les conseils de travailleurs, entreprises, communes, dans le congrès des conseils ouvriers (ce Parlement-là ne sera pas seulement législatif, mais aussi exécutif), ainsi que dans les syndicats et dans les partis révolutionnaires (le pluralisme de partis où tendances et fractions seront un droit...). Cet Etat socialiste-là sera le champion droits des l'homme et des femmes! Et parions qu'il verra se dresser contre lui, dès sa naissance, les actuels « champions » du type Reagan, Thatcher et les autres Chirac et Barre.

Pas de limite à la démocratie? Alors: démocratie syndicale large et méticuleuse, indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et aux partis afin qu'ils jouent spécifiquement leur rôle de défense de tous les salariés. Démocratie aussi dans les partis: un parti révolutionnaire doit donner l'exemple... La démocratie dans le parti ne s'use que si l'on ne s'en sert pas... On doit répondre à Lucien Sève, et à ceux qui se posent les mêmes questions, que la vie démocratique, ce n'est pas une question d'opportunité, de tactique, de rapports de forces entre courants, de petits calculs pour tel ou tel droit, c'est une question de

principe, partie prenante du programme. C'est pourquoi la IV^e Internationale, à ses congrès mondiaux de 1979 et 1985, a discuté et adopté un texte fondamental intitulé Démocratie socialiste et dictature du prolétariat 12. C'est pourquoi, lors de son congrès de janvier 1984, la LCR (SFQI) a adopté la motion suivante : « la démocratie [dans le parti] ne se marchande pas. Nous ne critiquons jamais la démocratie comme étant "formelle": car elle est toujours une question de respect de formes et de normes à propos desquelles on doit être en toutes circonstances respectueux. (...) Il faut stimuler les débats, les lectures, les recherches théoriques, les bilans d'expérience, il faut ménager le droit de tous les militants d'un parti d'être associés aux décisions et de pouvoir juger. Un parti qui n'est pas démocratique ne sera jamais tout à fait révolutionnaire. La démocratie dans le parti doit être exemplaire : elle doit servir à combattre tous les discours réactionnaires sur le "totalitarisme" communiste, sur les pratiques staliniennes de centralisme démocratique. Le centralisme démocratique, c'est pour l'action, pour l'unité du parti tourné vers l'extérieur en défense des décisions de ses instances de direction élues, mais ce "centralisme" ne s'applique pas dans la diffusion interne de l'information, dans la discussion, dans les contacts entre militants à tous les niveaux, entre toutes les instances. Il n'y a pas de "secret" des directions élues, elles sont élues et doivent tout faire pour être "contrôlables"; les directions doivent avoir pour souci de rendre régulièrement des comptes, de faire connaître leurs débats, les raisons de leurs décisions, elles doivent organiser la sélection et la formation des militants de façon à ce que ceux-ci aient le goût et les moyens de comprendre et de participer aux débats autant qu'aux actions. Il n'y a pas de limites à la liberté de discussion au sein du parti sauf les limites financières et matérielles. Il n'y a pas de discipline dans le débat interne d'idées sauf dès que l'on s'adresse à l'extérieur du parti. Encore le parti doit-il organiser la diffusion d'un certain nombre de débats vers l'extérieur, sous contrôle de la direction élue, dans sa presse ou dans ses revues, notamment lors des congrès. »

Explosion des « je » dans un mouvement collectif

Entre l'individu et la révolution, il y a la démocratie. Le perfectionnement de la démocratie dans le parti, c'est ça

parti révolutionnaire devra se situer, et pour cela, il devra se débarrasser des archaïsmes stalinien et social-démocrate, et proposer, sans hésitation, une démocratie d'un autre type. Un véritable socialisme, étranger aux caricatures existantes. A l'image de Mai 68, de décembre 1986, il y aura de nouvelles explosions de « je » dans un mouvement collectif. Et cela ne signifiera pas le triomphe de l'individualisme ou du libéralisme, ni « la défaite de la pensée », ni l'émiettement de grandes idées, ni une régression politique droitière...

En Mai 68, les dix millions de grévistes jeunes et salariés préfiguraient le xxIIe siècle! Certains ne l'ont pas compris, qui écrivent aujourd'hui que Mai 68 relève du

passé, des mouvements du xixe siècle.

En décembre 1986, l'explosion de la jeunesse dans sa force, dans sa maturité (« mieux qu'en 68 ! »), son organisation, son expression publique, ont confirmé le mouvement profond de 1968, dix-huit ans après et indiqué la voie à suivre à ceux qui veulent construire un nouveau parti révolutionnaire : ni réformiste, ni gauchiste, ni sec-



Lip, 1976: assemblée générale.

« la révolution dans la révolution », c'est ça qui peut donner un parti de type nouveau où l'on puisse militer heureux - et nombreux. La révolution, dans un pays comme la France, sera un immense mouvement de masse. En octobre 1917, les ouvriers et les bolcheviks étaient isolés en Russie et ils n'avaient que ce choix : ou périr comme la Commune de Paris, écrasés par les Versaillais « blancs », ou gagner au prix d'une lutte sans merci... Ils gagnèrent, au prix d'un recul exceptionnel et temporaire de la démocratie, Lénine insistant : « Ou bien la révolution éclatera dans les pays capitalistes plus évolués, immédiatement, sinon à brève échéance, ou bien nous devons périr 13. » Ils ont péri. Il y a eu arrêt sur image dans l'histoire, pour que le film redémarre, il faut cette révolution dans les pays capitalistes évolués et il ne s'agira pas, comme le croient encore des gauchistes mal déstalinisés, du débordement de minorités imposant une fragile et terrorisante dictature. C'est au cœur du mouvement de masse de millions de salariés, d'une classe des travailleurs plus puissante, majoritaire, cultivée, que le

taire, acharné à l'unité d'un mouvement d'ensemble, ouvrier, féministe, jeune, internationaliste, « un parti où se développera en chacun l'individualité autogestionnaire », un parti d'action, centralisé, collectif et... démocrate jusqu'au bout.

Gérard Filoche

1. In Lettres de prison, préface de P. Togliatti, Editions sociales. 2. In la Personnalité en gestation. Je, Lucien Sève, éditions Messidor, p. 243.

3. Œuvres, vol. 11, p. 459. 4. *Id.*, vol. 10, p. 39.

5. Id., vol. 10, p. 395.

6. *ld.*, vol. 11, p. 166. 7. *ld.*, vol. 13, p. 335.

8. Id., vol. 11, p. 166.

9. Id., vol. 32, p. 270, 16 mars 1921.

10. ld., vol. 32, p. 275. 11. « Liberté de la presse et liberté humaine », Œuvres, éditions La Pléiade, t. III, p. 171-178.

12. Publiée in Inprecor.

13. Œuvres, vol. 32, p. 511.

Nouvelles publications des éditions La Brèche



Cet ouvrage, le premier de notre collection Racines, est centré sur les problèmes soulevés par la crise économique et les mutations sociales qu'elle engendre.

Trois contributions distinctes traitent des sujets suivants : crises et régularités du capitalisme ; les horizons de la crise ; la crise et ses effets sociaux.

Intérêt supplémentaire de cette collection, précisément en période de crise, son prix modique.

Racines
Verla, Dupont, Ollivier, Taillandier, 144 p., 30 francs.

La FEN a quarante ans. Ses trois piliers se lézardent : l'idéal de la laïcité a souffert de la « guerre scolaire », l'unité syndicale dans l'enseignement est menacée, le corps des instituteurs est déstabilisé.

Laurent Batsch décrit avec une grande minutie la trajectoire de cette fédération. Il ouvre aussi le dossier de la recomposition syndicale : la FEN cherche un nouveau souffle dans la constitution d'une confédération « social-démocrate ».

Livre qui dépasse largement le cadre du syndicalisme enseignant, la FEN au tournant apporte une foule d'informations à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir des syndicats.

La FEN au tournant Laurent Batsch, 176 p., 66 F





Pays chamière entre l'Amérique latine et la géant US, le Mexique est un pays de saisissants contrastes. Aujourd'hui, une course de vitesse s'est engagée pour savoir qui décidera des lendemains de la crise mexicaine. Maxime Durand dissèque l'ensemble des données économiques, il analyse le rôle particulier du PRI et décrit l'état des forces sociales en présence, en prenant appui sur l'histoire du pays.

La Tourmente mexicaine Maxime Durand, 200 p., 73 F

● Pour achats et commandes de ces livres, voir page 64. Illa alla page 14. Illa alla pag

AUTOUR DE GRAMSCI

ENTRETIEN AVEC GEORGES LABICA



II existe différentes figures de Gramsci. C'est celle du Gramsci révolutionnaire dont nous nous sommes entretenus avec Georges Labica. Elle correspond à la vérité historique. Et elle ouvre la réflexion vivante sur les problèmes de l'action politique au présent.

Critique communiste — Ton dernier livre va paraître dans quelques jours — il s'agit d'un « essai sur l'idéologie » ; peux-tu nous expliquer la signification de ce « détour » par l'idéologie, au regard de la réflexion et de l'action politiques?

Georges Labica - La démarche constitue en effet un détour, qui rejoint aussi la lecture de Gramsci, encore que ce dernier ne soit guère présent dans le livre ; si j'avais à l'écrire aujourd'hui, Gramsci occuperait une place plus déterminante. Détour donc, puisque je suis revenu sur l'ensemble des textes de Marx et Engels sur l'idéologie, sans craindre de remettre en chantier des choses faites des quantités de fois, mais en relation avec nos actuelles préoccupations politiques, en France et au dehors, me semble-t-il.

Chez les « classiques », chez Marx, Lénine, Trotsky et même chez Gramsci, il y a une une sous-estimation de l'extraordinaire puissance d'intégration du capitalisme. Il ne s'agit pas d'une sous-estimation seulement théorique, mais théorique et pratique. Ils n'avaient pas sous les yeux les formes de domination culturelle, intellectuelle, institutionnelle et idéologique auxquelles, nous, nous sommes confrontés, et qui nous posent un problème nouveau. Ce problème je l'ai inscrit sous la rubrique « idéologie », parce que c'est une notion classique, relativement familière ; on pourrait, comme le fait Gramsci, dire « culture ». Lorsque Gramsci, par exemple, envisage une « hégémonie » qui précéderait la conquête du pouvoir, il la conçoit sous la forme du consentement, ce qu'on appellerait aujourd'hui le consensus. Un consensus parmi les dominés leur permettant d'occuper ce qu'il appelle les différentes « casemates » de la société civile, et qui, par conséquent, ferait pièce à la société politique, c'est-à-dire l'Etat. Autrement dit, il s'agit non seulement de donner aux dominés la conscience des conditions de leur domination, mais aussi de les convaincre de la nécessité pour eux de se rallier à un projet de société majoritaire, et ce dès avant la conquête du pouvoir. Ce qui, aujourd'hui, me frappe, c'est que cela n'est plus possible. Pour toutes sortes de raisons, mais qui convergent.

Ces raisons tiennent d'abord à ce qu'il faut bien faire le bilan et constater que les bourgeoisies européennes, les classes dominantes, ont beaucoup appris, y compris du marxisme, de sa stratégie et de sa tactique, d'une façon qui a été sous-estimée, par nous, et par tout le mouvement progressiste. Elles savent très bien s'ajuster aux rapports de forces; elles comprennent jusqu'où elles peuvent ne pas aller trop loin.

D'autre part, il v a eu sous-estimation, de la part de Gramsci des formes institutionnelles dont dispose l'Etat. Ainsi, lorsqu'il pense à l'hégémonie, il se réfère fondamentalement aux institutions scolaires, à la presse, dont il attend un rôle important pour la constitution de cette hégémonie. Il importe, bien sûr, de reporter tout cela à l'époque, aux débats sur la réforme scolaire en Italie, au rôle joué par la presse communiste... Mais, comme Perry Anderson le souligne dans son livre Sur Gramsci, que, personnellement, j'estime fort bon, Gramsci a nettement sous-estimé les institutions les plus proches de l'Etat, non seulement celles qui fonctionnent à la coercition telles la police et l'armée, mais aussi les différentes formes de contrôle, spécifiquement capitalistes.

Autre raison : le fait que les partis communistes en Europe, et en France cela se voit presque jusqu'à la caricature, depuis leur fondation, non seulement ne sont pas parvenus à prendre le pouvoir, s'en sont très peu rapprochés, mais donnent l'impression d'en être plus éloignés que jamais. Si on en cherche les explications, il ne faut pas revenir indéfiniment à la crise du marxisme et à la crise des modèles socialistes; il convient aussi de voir, dans leur pratique, ce qu'il faut bien appeler une soumission à la politique bourgeoise. Les partis communistes se sont inscrits dans les cadres institutionnels établis, y compris du point de vue de la propagande, et même de la récupération de certaines valeurs. On l'a vu à certains moments, de la part du PCF et de la CGT, avec les problèmes dits de la « morale ». Les PC se sont ainsi eux-mêmes limé les dents. Ils pensaient qu'en entrant dans le système ils parviendraient à travailler davantage ses contradictions: c'est l'inverse qui s'est produit. En France, le passage des communistes au pouvoir s'inscrit totalement dans cette logique. Si la soumission aux règles bourgeoises de la politique est complètement intériorisée par les socialistes, elle n'est pas étrangère à la pratique des communistes.

Tout cela pour dire que le détour par l'idéologie consistait à attirer l'attention sur ce phénomène-là, et en particulier à montrer qu'aujourd'hui il faut prendre en considération de manière beaucoup plus nette ces processus de l'intégration sociale et idéologique (ou « cultu-

Critique communiste - Peux-tu nous donner des exemples de tels processus?

Georges Labica - Si on devait en nommer quelques-uns, on dirait qu'il y a un consensus qui tend à s'établir concernant l'appréciation de la crise économique. Il semble que l'idée de la crise est acceptée, avec ses deux versants : d'un côté, les « sacrifices », de l'autre, les « solidarités nationales ». A l'inverse, la politique du libéralisme n'est pas pleinement perçue. On parle bien de « société duale », de « société à deux vitesses », mais je ne suis pas sûr que cela soit entré dans les têtes de manière aussi nette que la fatalité de la crise.

Il y a, traduits au Parlement, les consensus sur les crédits militaires, la nécessité de la politique de défense ; la France a pris un retard considérable dans la lutte pour la paix. Il y a l'acquiescement à une politique néo-coloniale, la nostalgie de la défense de l'Empire. Les Britanniques ne sont pas les seuls, au moment des Malouines, à avoir fait bloc autour de Thatcher : Mitterrand a été le chef d'Etat le plus enthousiaste à l'égard de cette entreprise. Sur le Tchad, le Liban, même le Nicaragua, et le renoncement aux premières positions affichées à Cancun, s'impose un constat analogue.

On pourrait citer les formes régressives, comme l'aspiration au rétablissement de la peine de mort. Sans oublier les 36 % d'opinions sympathisantes du Front national sur la question du racisme et sur celle du SIDA, c'est-à-dire l'acquiescement à des formes d'exclusion.

Tout cela semble intériorisé. Il faut y ajouter un phénomène que les classiques et Gramsci ne connaissaient pas : le contrôle médiatique. Aujourd'hui, on est en face de phénomènes massifs, la possibilité, par le câblage, pour quelques officines, de littéralement endoctriner le monde entier. On va vers des formes subtiles de désinformation ; de ce point de vue, le dossier du *Monde diplomatique* du mois d'avril est plein d'intérêt ; c'est le genre de textes qu'on aimerait voir répandre et discuter.

Tel est donc le sens du détour par l'idéologie. Avec, naturellement, la question qui en découle — bien sûr, la plus hypothétique —, celle des conditions d'un processus révolutionnaire de type nouveau sur lequel, personnellement, je ne sais rien... Mais l'idée que j'avance est qu'il faudra prendre en compte beaucoup plus fortement qu'on ne l'a fait jusqu'ici les déterminations idéologiques. Du point de vue des stratégies politiques, ça ne peut donner que quelque chose d'extrêmement simple consistant à dire qu'il faut trouver un autre langage, d'autres formes d'adhésion politique et, en tout cas, toutes ces formes ont à prendre les gens où ils sont, comme ils sont, et avec

livre, il n'y a aucune solution, juste cette indication-là : un privilège à accorder à la lutte idéologique et aux conditions pour la mener. Ce qui devrait amener à une reconsidération de la lutte de classes dans ce pays, parce que les clivages idéologiques ne sont pas représentatifs des classes, ils sont transclasses. Convenons que l'identification idéologique des classes ou des groupes sociaux est très difficile à faire. Il suffit de voir les déplacements des votes ouvriers vers le Front national, c'est une réalité incontournable sur laquelle on ne peut fermer les yeux en disant : « c'est un accident ». Ce n'en est pas un.

Critique communiste — Comment, par rapport à ces problèmes, situer spécifiquement Gramsci?

Georges Labica — Gramsci est étroitement lié à cela. Il est clair qu'il a été le plus sensible à ce phénomène. Si on veut souligner l'apport de Gramsci, quitte à schématiser beaucoup, il faut le faire par rapport à deux autres figures emblématiques, celles de Marx et Lénine. Marx est tourné



ce qu'ils ont dans la tête. Un des grands défauts de la gauche est de se couvrir de la formule : « Nos analyses sont justes, mais les gens ne comprennent pas. » Vieux truc qui signifie simplement l'inadéquation totale du langage et, derrière, l'incapacité pédagogique. Il n'y a pas de raison, quels que soient les moyens dont elle dispose, que la bourgeoisie trouve le chemin de la tête des gens alors que les forces révolutionnaires n'y parviennent pas, dans une société qui a fondamentalement besoin d'une transformation radicale pour briser avec ce vers quoi nous entraîne le libéralisme : la société duale, toutes les formes d'exploitation, d'exclusion d'une partie de la population, de démission. Pensons au chômage, de plus en plus dramatiquement accepté comme une réalité établie!

Mon idée est que, même si on garde le schéma traditionnel lutte économique-lutte politique, la lutte idéologique devient déterminante. Tout en reconnaissant qu'on n'a jamais eu moins de moyens, y compris oraux et écrits, pour la mener. Il me semble qu'il y a là un problème qui doit appeler des changements de fond. Dans ce petit

vers le côté de la science dans le marxisme, c'est-à-dire qu'il essaie de produire une analyse scientifique des conditions de l'exploitation, afin évidemment d'y mettre un terme. C'est l'essentiel du travail de Marx : il produit les raisons qui font que le réel est ce qu'il est pour le dominé. Et, naturellement, il laisse une œuvre inachevée. Avec Lénine, ce à quoi on a affaire, c'est le côté de l'organisation, c'est-à-dire du parti, parce que Lénine est le premier marxiste qui fait une révolution, et sa grande idée c'est de construire une organisation dans le cadre de la Russie.

On peut pointer une ambiguïté qui trouve son origine chez Marx et qui se maintient dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, à savoir celle d'un double regard. Tourné, d'une part, vers l'expérience et la créativité des travailleurs : d'où le fait que Marx remanie ses propositions stratégiques, et même certains de ses concepts, en regardant le prolétariat parisien, en 1848, en 1871; tourné, d'autre part, vers la nécessité de construire une

approche scientifique, et de la diffuser. Cela donnera, dans l'histoire du mouvement ouvrier, une tradition, disons, bien que ces mots aient une connotation péjorative, spontanéiste-volontariste, qui signifie une attention à la créativité des masses elles-mêmes dans les luttes, et une tradition dogmatique, qui culminera avec Staline, dans laquelle le parti se transforme en instituteur de la classe ouvrière, et la « science » devient le monopole

du secrétaire général...

Cette ambiguïté-là, elle existe. Ce qui fait l'intérêt de Gramsci, c'est que, lui, met l'accent sur ce qu'il appelle la culture. Il a pensé à partir d'un double problème. Le premier est celui de la révolution qui a été faite, c'est-à-dire la révolution en URSS; ce n'est pas un hasard si Gramsci est un des premiers, dans une lettre au CC du PCUS que Togliatti a non seulement refusé de signer mais de transmettre, à mettre le doigt sur la perversion bureaucratique en train de se mettre en place, et qu'il a vue de près lorqu'il était déléqué de la III^e Internationale. Le second problème: comment faire la révolution en Occident? Il y en a une de faite, il y en a une autre à faire. Gramsci voit très bien que les deux seront différentes. Sur la manière dont il l'explique, la différence entre Etat et société civile en Russie et en Europe, on peut discuter : la société russe n'était pas aussi « gélatineuse » qu'il le dit, la société civile en Europe n'est pas aussi riche d'organisations et de possibilités révolutionnaires qu'il l'a cru... L'important est que Gramsi pense au plus près des spécificités nationales. Comme Lénine, au demeurant, qui fait la révolution en Russie, pas en Allemagne... Gramsci veut la faire en Italie, où il faut se confronter au problème des disparités de développement entre nord et qu'il appelle la question méridionale -, au problème de la religion... C'est là que l'apport de Gramsci est peut-être le plus considérable. Il indique, par exemple, que les intellectuels organiques du prolétariat devraient en quelque sorte prendre exemple sur ceux de l'Eglise, pour la manière dont celle-là a réussi à créer un consensus de masse. Il explique que la force de l'Eglise est d'avoir évité qu'il y ait plusieurs religions, une pour les pauvres, une pour les riches, une pour les intellectuels, une pour la hiérarchie... Il y a eu cette intégration, et Gramsci se demande comment les conditions de cette intégration de la part du parti de la classe ouvrière peut être réalisée. Il pose alors de vraies questions, en toute liberté, allant jusqu'à comparer le Christ à Marx, Lénine à Saint-Paul, et dire qu'en fin de compte le marxisme-léninisme devrait être quelque chose comme le christianisme-paulinisme... Tout cela représente une grande richesse d'idées : Gramsci voit l'importance réelle des facteurs culturels. Il nous aide à la mesurer, ici et maintenant. Ce n'est pas Gramsci qui expliquerait que, pour convaincre les paysans, il faut leur apporter le programme du parti et le leur faire lire. Il aurait vu la chose autrement...

Il faut reconnaître que, de ce point de vue, le Parti communiste italien a partiellement réussi, au prix d'un certain nombre de renoncements politiques, à réaliser l'hégémonie, ce qui l'amène à occuper aujourd'hui le terrain proprement dit d'une organisation révolutionnaire mais aussi celui d'une organisation social-démocrate. C'est un parti qui a une implantation de masse, dans lequel les masses se reconnaissent, avec des différences

qui sont souvent profondes. Même s'il y a eu un prix à payer, la leçon de Gramsci a été entendue.

Gramsci aide, surtout en France, à poser des problèmes auxquels on n'est pas très habitué. On a toujours accordé un grand privilège à l'économie et à certaines formes politiques, en négligeant ce qui est profondément culturel. Par exemple, Gramsci aurait appelé luttes culturelles les luttes du mouvement féministe, celles pour la solidarité avec les travailleurs immigrés, pour l'obtention du droit de vote. Alors qu'on voit bien, en France, chez les socialistes comme chez les communistes, de grandes réticences sur ces sujets. On veut vraiment s'intégrer à la politique bourgeoise. L'idée du « parti de gouvernement », c'est ça; dire « nous sommes un parti de gouvernement », c'est comme Mitterrand qui a écrit le Coup d'Etat permanent et qui, depuis qu'il est installé, ne jure plus que par les institutions de la Ve République et v fait adhérer.

Prenons la question des jeunes aujourd'hui: le langage tenu par les organisations politiques est un langage inadéquat, non pas parce qu'ils aiment les blue-jeans et le rock, mais parce qu'ils ont une manière de penser qui n'est plus celle de leurs aînés de 1968. Il faut donc trouver les moyens d'aller les chercher là où ils sont, parce qu'ils sont une réserve révolutionnaire. Ou alors il faut renoncer à tout projet de transformation.

Critique communiste — Les années soixante-dix ont été marquées par une « lecture eurocommuniste » de Gramsci ; ne vaut-il pas, avec le recul, de revenir sur la validité de celle-ci ?

George Labica - Je suis très frappé par le fait que, un peu partout dans le monde, la commémoration du cinquantième anniversaire de Gramsci ne passe par inaperçue. En Italie, c'est normal, il y a de très nombreuses manifestations, dont le point culminant va se dérouler à Rome à la fin du mois. Mais il y en a ailleurs, à Athènes, par exemple, un colloque Gramsci a été organisé par l'opposition, il a été ouvertement politique. Plus surprenant encore, un symposium Gramsci vient de se tenir au Chili. Gramsci, au Chili, c'est tout sauf un Gramsci académique. J'ai discuté de Gramsci avec les dirigeants des Mapuches, c'était extraordinaire. Certains ont dit: « Nous ne connaissions pas cet homme-là, avant que des camarades nous disent qu'il allait y avoir un congrès, nous avons répondu : "Si c'est un révolutionnaire, on y va." » Le Gramsci qu'ils ont rencontré ne les a pas déçus.

Or, en France, il n'y a rien. Naturellement quelques revues ont publié des articles, mais ce ne sont pas des manifestations de la même taille que ce qui s'est fait ailleurs, avec des affiches, de la publicité, des participations internationales... Je crois qu'il est intéressant de se

demander pourquoi.

Dans les années soixante-dix, Gramsci était une figure du PCF, qui le découvrait miraculeusement après l'avoir littéralement occulté. Il faut se rappeler que le PCF avait renâclé devant l'entrée en France de Gramsci ; Le premier choix de textes, supervisé par Cogniot, faisait savoir au lecteur éventuel qu'il fallait prendre tout cela avec des pincettes et qu'on avait affaire au fond à un hérétique. Il y a eu quelques publications, mais qui n'ont pas dépassé les choix de textes, dont le dernier, d'André Tosel, est fort

bien fait. C'est à la faveur de l'eurocommunisme qu'on a parlé de Gramsci.

Du côté du Parti socialiste, c'est encore plus net : visiblement, Gramsci était la seule figure acceptable dans la tradition marxiste. On ne pouvait rien lui reprocher. D'autant qu'il était en prison, ce qui arrangeait bien tout le monde!

Or, aujourd'hui, ni l'Institut de recherches socialistes ni l'Institut de recherches marxistes ne font quoi que ce soit. Rétrospectivement, c'est une indication de ce qu'était l'eurocommunisme dans ce pays : il a servi de maquillage idéologique, et s'est finalement inscrit dans une stratégie de caractère électoraliste. Il y avait de tout dans cet eurocommunisme. Une forme de droite, que j'appelais à ce moment-là l'eurocommunisme « mou », qui faisait pratiquement de Gramsci le père du réformisme moderne. Il y avait un eurocommunisme un peu plus dur, qui n'oubliait pas que Gramsci n'avait jamais cessé de se réclamer du léninisme. Il s'agit d'un phénomène inté-

lire des textes qui ont circulé dans un colloque à Buenos Aires, mais il y en a eu à Mexico et ailleurs... On a affaire à un Gramsci auguel les camarades ne mettraient pas volontiers l'étiquette d'eurocommunisme, c'est vraiment un révolutionnaire. C'est ainsi qu'il a été perçu au Chili. Alors que, à l'inverse, en Italie, j'ai vu un certain nombre d'intellectuels, y compris des gens influents dans la direction du PCI, qui minimisaient le plus possible le côté léniniste de Gramsci et majoraient sa référence à la tradition idéaliste italienne, Gentile, Croce... Les Latino-Américains, eux, ne voient pas en Gramsci, comme l'ont fait les Européens, du temps de l'eurocommunisme, un véritable substitut à Lénine. Ils y voient quelqu'un qui a fait un pas de plus vers les problèmes qui les intéressent, - c'est-à-dire les questions du sous-développement, abordées avec la question méridionale, celles des grands phénomènes culturels, comme la religion, et en effet l'Amérique latine a beaucoup à apprendre de ce que Gramsci a dit de la religion, enfin un troisième pôle d'intérêt avec la question des intellectuels. Les intellec-



Allemagne, janvier 1919: la révolution spartakiste... L'échec à prendre le pouvoir.

ressant concernant la vie politique en Europe, parce que le problème a largement dépassé le cadre de la France. En Italie, il y avait une base, dans la mesure où toutes les transformations, même les revirements tactiques, du PCI, à droite ou à gauche, ont toujours été placés dans la ligne de Gramsci. Alors qu'en France je me demande si un seul des dirigeants actuels du PCF a jamais lu une page de Gramsci. Plus généralement, le nombre d'intellectuels qui, en France, ont une fréquentation sérieuse de Gramsci n'est pas très grand.

Ce qui se passe aujourd'hui nous renvoie à ce que l'adhésion à l'eurocommunisme avait de conjoncturel. D'ailleurs, la rapidité avec laquelle on est passé de la notion d'eurocommunisme à celle d'eurogauche est significative. Qui aujourd'hui se réclame encore de l'eurocommunisme?

Dans les mêmes années soixante-dix, pour garder ce point de repère, en Amérique latine, la fonction politique de Gramsci était totalement différente. Ce n'était pas le même Gramsci. Récemment encore, j'ai eu l'occasion de tuels d'Amérique latine, même s'il faut toujours nuancer, ont un comportement qui n'est pas celui des intellectuels européens, victimes d'une espèce de «trahison des clercs », comme disait Benda. L'Amérique latine comprend un grand nombre d'intellectuels soucieux de se lier aux masses, de travailler dans le sens des transitions révolutionnaires. On voit comment peut fonctionner alors la référence à Gramsci: on retient notamment que Gramsci a été emprisonné près de treize ans par le fascisme. Ici, c'est de la vieille histoire, parce qu'il n'y a plus de régime fasciste en Europe. Mais les Grecs, par exemple, parce que les colonels ne sont pas si vieux, voient en Gramsci le militant antifasciste. En Espagne, dans l'eurocommunisme des débuts, de la part de militants qui sortaient de la clandestinité, il y a eu une sensibilité à Gramsci qui était en relation directe avec la lutte contre le franquisme.

Critique communiste — Tu as écrit, dans ton livre le Marxisme-léninisme², que recommencer le léni-

nisme, c'est « inventer, dans des conjonctures nécessairement spécifiées, les conditions d'une révolution communiste ». Pour aborder l'actualité la plus immédiate, quelles conséquences tirer de cette réflexion pour les tâches actuelles ?

Georges Labica - Il faut voir les deux problèmes qui se dégagent de tout cela et qui sont croisés. Sur l'idélologie et la question de la culture, je l'ai déjà dit, pour l'essentiel, c'est une direction aujourd'hui prédominante et qui doit occuper notre réflexion. Pas de doute là-dessus. Quand on parle des transformations de la classe ouvrière, des luttes de classes, il faut, sans sous-estimer naturellement l'économique et les canaux dans lesquels s'inscrit le politique, regarder avec la plus grande attention du côté des facteurs idéologiques, parce qu'ils représentent les moyens d'arriver à la conscience des masses et de créer ce type de rapports entre masses et intellectuels auguel appelait Gramsci. Etant entendu que Gramsci prenait « intellectuel » dans un sens large : aussi bien les intellectuels individuels, que les groupes, la presse, que, fondamentalement, le parti, en tant qu'intellectuel collectif. « Unité idéologique de masse », disait-il, unité d'échanges permanents. Et il notait très bien que lorsque le parti était en phase progressive il y régnait la démocratie, et qu'en phase régressive c'était le centralisme. Ce phénomène de diastole-systole nous est depuis familier.

Critique communiste — Tu ne sembles pas accorder grande importance à la « crise de la forme parti » ?

Georges Labica - Je ne crois pas à une crise de la fonction d'intellectuel collectif du parti, du point de vue de ses trois tâches, pour reprendre les formules de Brecht : attaquer et dénoncer partout l'idéologie bourgeoise, être attentif aux forces qui font bouger le monde, développer la théorie pure, c'est-à-dire l'analyse des contradictions. Ce qui recoupe bien les trois éléments : la science, l'organisation et la culture. Ensuite on peut critiquer tant qu'on veut la « forme parti », à travers ses formes historiques, ses modes de fonctionnement, etc. Mais, en ce qui concerne l'intellectuel collectif, d'une part, et, d'autre part, la nécessité d'une organisation, d'une structure, c'est quelque chose dont il n'est pas possible de se passer aujourd'hui, dans la mesure où, en face, on a des structures, on a des organisations, et de quelle force! Et même la vieille idée que le parti est une forme de violence institutionnalisée qui répond et s'oppose à la violence étatique de la bourgeoisie, ce n'est pas une idée fausse.

Il y a nécessité pour les travailleurs de s'organiser, de se donner une structure. Les modes de fonctionnement, d'élection, tout cela peut parfaitement être revu. On peut établir d'abord des formes démocratiques, ensuite discuter des roulements dans les postes électifs, poser le problème des permanents, déterminer les conditions de réelles autocritiques³. Mais si on supprime cette structure, qu'est-ce qu'on a? Le mouvement? Le mouvement, c'est, en fin de compte, une structure secrète, ce qui se passe au PS. Il vaut mieux que la structure soit publique, ouverte et qu'on le sache. L'indispensable critique du PCF, si elle conduit à la remise en question de toute forme d'organisation pour les dominés, conduira à de considérables dommages. Il faut faire un effort d'invention. On le

voit bien pour des organismes plus mobiles comme les syndicats et la CGT, la vie elle-même provoque des transformations internes; Krasucki ne se comporte pas dans le syndicat comme Marchais et Lajoinie dans le parti. Il y a nécessairement une attention aux réalités des luttes et des aspirations, aux initiatives et à la créativité. En fin de compte, ce qu'on reproche au PCF c'est de ne plus avoir pris cela en compte depuis des années, d'avoir substitué à la classe une espèce de bureaucratie qui régit la vie politique selon des déterminations qui ne sont jamais soumises aux militants.

Il est une autre question qui est beaucoup moins percue, pour ne pas dire totalement occultée, c'est celle de l'Etat. J'avais déjà été très frappé, au moment des discussions sur l'eurocommunisme, par cette espèce de clivage qu'on mettait dans la pensée de Gramsci en isolant le moment de l'hégémonie, politico-éthique, ou culturelle (c'est-à-dire l'idée de créer un consensus révolutionnaire antérieurement à la prise du pouvoir), et en oubliant que la finalité de l'hégémonie c'est précisément la conquête du pouvoir politique et que, dans toute son œuvre, Gramsci n'a jamais cessé d'envisager les moyens de la destruction de l'Etat bourgeois. Il n'y a pas de texte de Gramsci qui, sur ce point, renonce au léninisme. Lorsque Gramsci complète et enrichit le concept d'hégémonie par le consentement, lorsqu'il parle de coercitionconsentement, cela ne signifie à aucun moment l'escamotage de la question de l'Etat et la nécessité de sa destruction.

D'ailleurs, le problème que Gramsci suggère de temps en temps est celui du maintien de l'hégémonie après la conquête du pouvoir. Le regard qu'il a porté sur la révolution soviétique lui a donné à penser que l'hégémonie avant la prise du pouvoir est une chose, et que l'hégémonie après la prise du pouvoir en est une autre : il faut essayer de la maintenir et non pas se fier aux seules directives du parti, placé en position dominante.

Cette question de l'Etat, face aux perspectives stratégiques actuelles, doit être remise en plein éclairage. D'abord, quand on regarde du côté du PCF, on constate que, depuis au moins une dizaine d'années, toute réflexion sur l'Etat et sur les perspectives de la conquête du pouvoir est totalement éliminée. Au CERM, il y a une douzaine d'années, s'étaient déroulés des cycles de réunions portant sur la question de l'Etat, la nature et les formes de l'Etat dans les pays socialistes, avec des débats... La direction du parti a interdit de publier tout cela, même sous forme de cahiers 4. Aujourd'hui, si tant est que le PC ait une stratégie, il n'y a rien en ce qui concerne la nature de l'Etat actuel, l'Etat de la bourgeoisie, qui n'est plus l'Etat capitaliste de Gramsci, et qui est encore moins l'Etat féodal qui a été abattu par les bolcheviks. (Il s'agissait de deux Etats différents, ce que ni Lénine ni Gramsci n'ont théorisé, mais, dans leurs pratiques, ils le savaient.) Aujourd'hui, il n'y a même plus d'analyse sur les formes nouvelles prises par l'Etat, sa diffraction dans la société civile, la relation entre le libéralisme et l'« Etat de droit », et toutes les analyses gravitant autour de cette notion de l'Etat de droit qui tend à devenir objet de consensus. Qu'est-ce que ça veut dire, l'« Etat de droit » ? On attend les critiques ajustées à cette idéologie. Chez les socialistes, le problème ne se pose pas : l'Etat tel qu'il est leur convient parfaitement, ils veulent l'occuper. Ce n'est même pas Kautsky, c'est la cohabitation : on occupe la maison ensemble, avec.. la bourgeoisie.

Un phénomène intéressant, qui a été relevé par Critique communiste (n° 61) et que j'ai indiqué dans M5, est que le manifeste des communistes rénovateurs, nonobstant son intérêt largement reconnu, est muet sur la question de l'Etat et de la conquête du pouvoir. Tout se passe comme si les camarades avaient en quelque sorte intériorisé un abandon qui vient du PC lui-même. A croire qu'il s'agit d'une question taboue. Peut-être pour des raisons de « consensus » (!), ne veut-on pas parler choses-là pourraient qui Pourtant, dans la mesure où le manifeste est intitulé la Révolution, camarades!, le problème se trouve indéniablement posé: la révolution, voilà qui

grands phénomènes, les grands points d'appui de la conscience aujourd'hui. On peut par exemple penser que l'essentiel c'est le renversement des institutions, et puis on découvre, à un moment donné, que ce que les gens ont dans la tête, comme on l'a vu pendant les cinq ans de gauche, c'est le problème des travailleurs immigrés. Il faut y aller par ce problème, puisque c'est cela qui véritablement mobilise. Les plus grandes manifestations des dernières années, après tout, c'est là-dessus qu'elles se sont faites. Peut-être que demain ce sera la Sécurité sociale ou le droit de grève, si les militants, les travailleurs les considèrent comme fondamentaux. Il n'est pas de programme en dehors des luttes effectives. Il n'est pas d'efficacité en dehors d'un projet politique qui, à partir d'elles, ne mette radicalement en question les structures de domination existantes.

Aujourd'hui, ce qu'il faut appeler ce sont des analyses de cette sorte, concernant l'Etat capitaliste, sa manière de fonctionner, et, en face, les critiques en acte, théoriques



Militante sandiniste... Le sens des transitions révolutionnaires.

concerne directement l'Etat! Pas de révolution sans poser la question du pouvoir politique. Comment se contenter d'une révolution dans les mœurs ou d'une révolution de palais? C'est un point capital, et qui fait la différence entre les figures de Gramsci qu'on peut rencontrer en Europe et ailleurs, par exemple en Amérique latine.

Je crois que, dans les stratégies actuelles, c'est cela qui doit se mettre en route: une convergence à la fois idéologique et politique. Les contradictions économiques sont toujours sous le contrôle des interventions de la bourgeoisie, elle supprime telle ou telle industrie, en constitue d'autres ailleurs, déplace des travailleurs, change les emplois, crée l'insécurité, etc. Ce n'est pas sur ce plan-là que ça se joue, mais sur le plan des orientations politiques mobilisatrices. Il faut faire un effort pour les faire passer, c'est-à-dire prendre en considération les

et pratiques, qui manifestent la créativité des masses, leur sensibilité révolutionnaire. Elles font que, à un moment donné, on sent que c'est sur tel terrain et non sur tel autre que les choses se jouent. Le terrain, en fin de compte, n'est jamais choisi par les appareils. Je crois que Gramsci savait aussi cela.

Propos recueillis par Francis Sitel

1. Le Paradigme du Grand-Hornu. Essai sur l'idéologie, éditions La Brèche, à paraître fin juillet 1987.

2. Editions Bernard Huisman, Paris, 1984.

3. Pour plus de détails, voir *Ouvrons la fenêtre, camarades!* (E. Balibar, G. Bois, G. Labica, J.-P. Lefèbvre), Paris, Maspero, 1979... qui n'a pas complètement perdu son actualité.

4. Voir « Contribution à l'étude d'un désordre », in Ouverture d'une discussion ?, Paris, Maspero, 1979.

5. Voir « Un événement politique », in M, avril 1987.

La Brèche: prochaines publications

Le Paradigme du Grand-Hornu

Georges Labica

Mise en vente en septembre

A l'instar du Grand-Hornu, cette cité du Nord fermée sur elle-même, l'idéologie dominante apparaît comme cohérente, lisse, servant à justifier l'ordre « naturel » des choses. Le marxisme a depuis longtemps analysé cet outil de domination. Mais qu'en est-il de l'idéologie des dominés, qui n'affleure jamais comme un système cohérent?

Travail des femmes, pouvoir des hommes Coontz, Henderson, Chevillard, Leconte, Leibowitz, Saliou

Mise en vente en septembre

Ouvrage qui réunit des contributions de spécialistes qui examinent les origines de la division sexuelle du travail. Cet ouvrage comble une immense lacune dans la théorie marxiste et féministe des dernières années.

Stratégie et parti

Daniel Bensaïd

Mise en vente en septembre (collection Racines)

Ce livre propose une vision historique des débats sur la conception du parti ouvrier, depuis les écrits de la lère Internationale jusqu'à aujourd'hui. Il aborde la question de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, les rapports à l'Etat et les termes de cette discussion, avant et après Mai 68.

Ecrits économiques du Che

Textes du Che, de Mandel, de Bettelheim. Présentation de Daniel Bensaïd Publié à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat du Che. Débats économiques qui ont traversé la direction cubaine dans les années soixante.

Un révolutionnaire chinois

Whang Fan-Hsi

Evénements majeurs de ce siècle, le communisme chinois et l'arrivée au pouvoir de Mao vus par un révolutionnaire trotskyste né en Chine en 1907.

Livres à emporter sur les plages

Meurtres exquis

Ernest Mandel

Deuxième édition, 192 pages, 73 F

Accueilli avec faveur par tous les amateurs et les spécialistes de polar. Pour ne pas lire « idiots » une littérature dont la charge idéologique, multipliée par des tirages impressionnants, contribue à établir valeurs et lieux communs, et à les critiquer aussi (cf. Jonquet, Vilar, Daeninckx, Delteil).

Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake Claude Gabriel et Vincent Kermel

238 pages, 70 F

« Un document tout à fait indispensable pour comprendre ce qui s'est passé, se passe et se passera en Nouvelle-Calédonie. » (Emission « Tabou », France-Inter) A lire absolument, en prévision du référendum de septembre.

Et notre drapeau est rouge

Oskar Hippe

260 pages, 70 F

« C'est toute l'épopée et toute la stratégie de la classe ouvrière allemande au xxe siècle qu'on retrouve dans ce récit d'un ouvrier révolutionnaire, militant du PC, militant trostkyste de la première heure, et demeuré fidèle au trotskysme. » (Ernest Mandel)

Marxisme et esthétique

Michel Lequenne

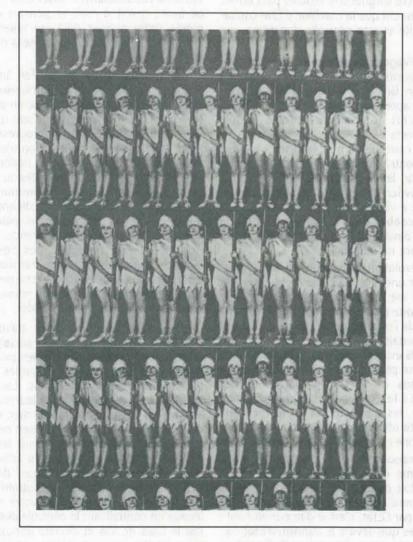
174 pages, 61 F

En art comme dans les autres domaines, les théoriciens ne sont pas au-dessus ou à côté des positions révolutionnaires de classe. Essai sur la littérature et la peinture.

Pour achats et commandes, voir page 64.

LE SOCIALISME ET L'ETAT

ERIC HEFFER



Eric Heffer, député du Parti travailliste britannique depuis 1964, ancien ministre du gouvernement Wilson de 1974-1975. participe au Campaign Group, mouvement des députés travaillistes de gauche. Il a publié, en 1986, « Labour's future » (l'Avenir du travaillisme). dont le présent article est extrait. Nous remercions Eric Heffer de nous avoir autorisé à publier ce texte.

Traduction de l'anglais par John Barzman.

Pour les socialistes, la question de l'Etat et de ses fonctions est une question d'immense importance. Il existe évidemment plusieurs positions différentes sur le sujet chez les socialistes ¹. Citons par exemple quelques positions contrastées des socialistes britanniques. Keir Hardie, un des fondateurs du Parti travailliste, écrivait dans son livre From Serfdom to Socialism: « Si l'on affirme que l'Etat fait partie de l'environnement que les possédants ont constitué pour leur propre protection, il est clair que dès que la classe ouvrière aura réussi à capturer et maîtriser la machine d'Etat, celui-ci deviendra également un aspect de son environnement naturel ². »

A l'opposé de cette position, il y a notamment William Paul, membre du Socialist Labour Party au début du siècle, qui écrivait dans *The State — Its Origins and Functions*: « Les travaillistes et "socialistes" étatistes n'ont pas compris non seulement la nature de l'Etat, mais aussi sa fonction sociale. Notre analyse montre que l'Etat est l'arme par laquelle la classe dominante maintient "l'ordre" dans un système déchiré par la lutte de classes et les intérêts sociaux en conflit ³. »

La question de savoir si les travailleurs peuvent, après leur victoire, se saisir de l'Etat, le contrôler et s'en servir à leurs fins propres, a été longuement étudiée par Lénine. Il a conclu catégoriquement que la machine d'Etat capitaliste devait être détruite et une nouvelle construite, qui dépérirait un jour.

On voit donc un clivage majeur chez les socialistes de l'époque. Mais nous vivons aujourd'hui une autre époque et nous savons qu'en Union soviétique, par exemple, l'Etat n'a pas dépéri après la prise du pouvoir par les communistes, mais s'est au contraire renforcé jusqu'à contrôler tous les aspects de la vie. Nous constatons en rétrospective que les « socialistes non étatistes » avaient raison de dire que le contrôle de l'Etat n'amènerait pas au résultat recherché par les « socialistes étatistes ». La période du contrôle ouvrier n'a pas duré très longtemps en Union soviétique. Elle a vite cédé la place à une gestion bureaucratique responsable devant l'appareil d'Etat, à son tour responsable devant un individu.

Le destin de la révolution soviétique est un avertissement qu'il faut avoir une analyse claire de la nature de l'Etat. A mon avis, il est important de reconnaître que l'appareil d'Etat comporte plusieurs aspects, dont certains sont des instruments de l'oppression de classe et d'autres servent dans une certaine mesure l'ensemble de la société. Je ne prétends évidemment pas que la nature de classe de l'Etat n'existe plus, qu'il serait maintenant une force neutre au-dessus de la société. La grève des mineurs devrait suffire à faire voler en éclats toute illusion à ce sujet. La police, les tribunaux, la loi et même la Sécurité sociale ont été utilisés contre les mineurs, exactement comme la théorie marxiste classique l'avait prédit.

William Paul avait raison d'écrire : « Chaque fois qu'un homme d'Etat moderne est désigné pour contrôler un groupe industriel, il doit désigner des cadres et experts permanents qui ne connaissent rien à cette industrie. Ces cadres sont nommés par l'Etat, c'est-à-dire par en haut ; ils ne sont responsables que devant le ministre d'Etat qui, lui-même, dépend entièrement d'eux pour l'information sur son secteur. Ces cadres sont conscients de leur

pouvoir et l'utilisent effectivement. » La lutte des mineurs britanniques de 1985 a souligné la pertinence de cette analyse. Les charbonnages étaient contrôlés par un gouvernement conservateur qui s'est servi des cadres de l'industrie contre les mineurs tout en faisant semblant de s'abstenir de toute ingérence dans la grève. L'Etat n'est au-dessus ni des classes sociales ni de la politique de classe.

C'est vrai aussi du domaine de la politique municipale. En Grande-Bretagne, on a vu ces dernières années des municipalités travaillistes mettre en avant des nouveaux programmes socialistes, en partie calqués sur l'expérience de municipalités progressistes étrangères. D'après Raphael Samuels, dans la New Left Review, le livre Red Bologna était la Bible des conseillers du Grand-Londres (GLC) 4. Une majorité de gauche (pas entièrement communiste) s'est dégagée à Bologne en 1975 avec une nouvelle administration municipale à la clé. Celle-ci peut se prévaloir de réalisations indéniables. Elle a joué un rôle de pionnier dans la planification urbaine, la circulation et les transports, élaboré des programmes pour l'emploi et adopté des plans positifs pour l'éducation, la santé, les personnes âgées et autres besoins sociaux. Je me souviens de l'enthousiasme suscité en Grande Bretagne par ce livre; quant à moi, je pensais que des choses du même ordre avaient déjà été faites depuis un certain temps, notamment par les conseils de Norwich, Sheffield et Manchester.

Sil Schmid souligne un fait important dans Red Bologna: « les partis communiste et socialiste de Bologne peuvent penser et agir en socialistes tant qu'ils le veulent, ils n'en dépendent pas moins de la politique financière nationale... Aussi progressistes que soient les idées à Bologne, leur application n'en doit pas moins se faire dans le cadre de la loi nationale. Les Bolognais peuvent être conscients et animés du désir d'expérimenter de nouvelles formes de vie communale. Mais dans leur inconscient, dans leur vie quotidienne, ils manifestent les mêmes attitudes autoritaires et paternalistes que leurs compatriotes à Venise ou Florence. » Les socialistes de Bologne se sont heurtés à des obstacles financiers et culturels dans leurs efforts de transformer la société dans leur région. Le deuxième problème peut être surmonté par leurs efforts, mais le premier relève du gouvernement. C'est donc l'Etat qui allait décider.

Les autorités municipales travaillistes qui veulent construire un type de société socialiste municipale non étatique se heurtent aux mêmes problèmes. Ils sont en dernière analyse limités et contrôlés pas la législation et la politique du gouvernement. Le GLC et les autres autorités métropolitaines ont à leur manière, dans le cadre du pouvoir capitaliste à la Thatcher, cherché à construire des oasis socialistes dans le désert capitaliste. Le gouvernement a pris des mesures pour les en empêcher. Il a d'abord retiré les transports de Londres (c'est-à-dire la régie des métros et des autobus) de la compétence du GLC. Puis il a aboli toutes les autorités métropolitaines, y compris le GLC. Il a ensuite encore restreint les pouvoirs locaux en centralisant le contrôle des collectivités locales par le biais de lois et décrets imposant un plafond aux taxes locales, aux subventions gouvernementales et aux tarits des services municipaux, et d'autres mesures du même type. Le socialisme municipal n'aura qu'un rôle limité tant que l'Etat centraliste britannique sera contrôlé par les conservateurs.

Une des meilleures réflexions sur l'Etat que j'ai lue est l'article de Ralph Milliband, intitulé « Le pouvoir d'Etat et les intérêts de classe » (New Left Review). L'argument et les conclusions de cet article sont fondamentalement justes à mon avis. Il explique que, dans les pays capitalistes avancés, l'Etat est une « association de deux forces séparées, agissant chacune dans son propre domaine, mais liées par de nombreux fils ». D'une part, il y a l'aspect civil de l'activité de l'Etat, avec notamment la Sécurité sociale, le Service national de la santé, l'entretien des routes, etc. De l'autre, l'aspect répressif de l'Etat – le système judiciaire, la police et l'armée qui servent à maintenir le pouvoir de la classe dominante. Milliband indique que les termes de cette association ne sont pas fixés une fois pour toutes mais sujets aux circonstances. notamment l'état de la lutte de classes à un moment donné. C'est pourquoi sous le gouvernement Thatcher,

la démocratisation des parties de l'appareil d'Etat qui sont utilisées comme instruments de violence, à savoir la police et l'armée. Sans cela, la bourgeoisie se servira du fait que le personnel des échelons supérieurs de l'Etat est composé pour l'essentiel de ses propres membres pour se mobiliser contre nous. C'est ce qui s'est produit dans d'autres pays et il serait très naïf de croire que cela ne se produira jamais ici. Il faut donc que les policiers aient le droit d'avoir un syndicat libre jouissant d'une mesure de pouvoir sur la police elle-même. D'autre part, les forces de police doivent passer sous le contrôle direct des autorités locales élues afin de devenir l'instrument du peuple en y étant pleinement intégré. De même, les forces armées auront besoin d'être démocratisées ; les officiers devront être recrutés sur une base plus large et les soldats avoir le droit d'appartenir à un syndicat affilié au TUC [la seule centrale syndicale en Grande-Bretagne]. Comme le dit Ralph Milliband: « L'association du pouvoir d'Etat et du pouvoir de classe dans une société socialiste signifie quelque chose d'assez différent. Elle exige l'acquisition de



par exemple, l'Etat est utilisé de plus en plus comme arme contre les syndicats et la classe ouvrière toute entière.

Qu'en est-il du rôle de l'Etat sous le socialisme ? Marx, dans la Guerre civile en France, et Lénine, dans l'Etat et la révolution, affirmaient que les pouvoirs d'Etat se dissoudraient quasiment avec l'avènement du pouvoir ouvrier. L'Etat, donc, « n'est pas aboli, mais ses fonctions et pouvoirs deviennent largement résiduels et subordonnés ». De façon très détournée et dans un contexte totalement différent, Neil Kinnock, le dirigeant actuel du Parti travailliste, a exprimé dans un discours devant le congrès de 1985 — cette partie de son discours étant celle qui s'est passée sans chahut — la même idée sur l'avenir de l'Etat sous un futur gouvernement travailliste lorsqu'il a dit que ce qu'il nous fallait, c'était un « Etat habilitateur » — un Etat qui ne serait plus sur le dos des gens, mais à leurs pieds.

Je pense que quand le mouvement ouvrier aura accédé au pouvoir avec un programme socialiste qu'il a l'intention d'appliquer, il devra rapidement se tourner vers vrais pouvoirs par les organes de représentation populaire dans toutes les sphères de la vie, de l'entreprise aux collectivités locales, et implique une démocratisation complète du système d'Etat et le renforcement du contrôle démocratique sur tous ses aspects. » Milliband argumente à juste titre que le pouvoir d'Etat perdure et ne « dépérit » pas. Sa position se situe à mi-chemin entre Keir Hardie et William Paul. L'Etat continuera, mais ce ne sera pas le même Etat sous le socialisme, et ses fonctions doivent être soumises au contrôle démocratique. Bien que les gens comme William Paul estiment que c'est une chose impossible, je pense que Milliband a raison.

L'Etat a de nombreuses fonctions différentes dans la société capitaliste. Antonio Gramsci, comme tous les théoriciens socialistes qui se sont penchés sur le monde réel, a largement écrit à ce sujet. Une grande partie de ses Cahiers de prison est consacrée à la question de l'Etat et de la société civile. Il a longuement décrit ce qu'il appelait le « césarisme » et décrié la « théorie du césarisme » qui a « transformé Rome de cité-Etat en capitale de

l'Empire ». Gramsci a écrit qu'on « peut dire que le césarisme exprime une situation où les forces en conflit s'équilibrent de manière catastrophique; c'est-à-dire qu'elles s'équilibrent d'une manière qui fait que la poursuite du conflit ne peut que se terminer par leur destruction réciproque ». Il parle aussi de « césarisme progressiste » et de « césarisme réactionnaire » : « César et Napoléon Ier étaient progressistes, Napoléon III et Bismark réactionnaires ». On voit que lorsque l'on dit que l'Etat est purement l'instrument d'une classe particulière, il existe des circonstances où il faut relativiser. La question de

l'Etat n'est pas aussi simple qu'elle le paraît.

Gramsci a posé la question du système parlementaire. Il écrivait en 1933 qu'il « faut voir si parlementarisme est synonyme de système de représentation ou si une solution différente est possible — à la fois du parlementarisme et du système bureaucratique». Il faut donc concevoir les idées de Gramsci comme un tout. Il ne suffit pas d'examiner un seul côté de sa pensée. Il faut reprendre toutes ses facettes et voir que, prises ensemble, elles n'en font pas un politicien réformiste mais un socialiste révolutionnaire qui croyait à une transformation radicale de la société capitaliste. Gramsci distinguait la société civile, avec ses organisations volontaires et autonomes, et les institutions étatiques de nature coercitive. Il écrivait : « On peut concevoir que l'élément coercitif de l'Etat dépérira graduellement, à mesure que des éléments toujours plus marqués de la société civile feront leur apparition. » Il reconnaissait que « l'étalôlatrie », que nous appellerions « étatisme », pouvait surgir dans des pays arriérés. Son attitude était « ... que ce type 'd'étalôlatrie" ne devait pas être laissé à lui-même, ne devait pas devenir un fonctionnalisme théorique ou conçu comme perpétuel ».

J'ai dit, comme Milliband, que l'Etat continuera après que les socialistes auront pris le pouvoir. Il aura un rôle important à jouer mais devra être démocratisé. C'est là que se pose la question de l'Etat et de la propriété publique. Comment la propriété publique est-elle liée à la planification démocratique et développe-t-elle en même temps l'autogestion dans l'industrie? Il a toujours existé un clivage entre les deux; à mon avis, aucune solution satisfaisante n'a encore été trouvée. Le problème n'a même pas été suffisamment discuté. Il est essentiel de saisir le rapport juste entre l'Etat, d'une part, et les travailleurs, de l'autre, sous peine d'avoir à faire face à l'avenir à des problèmes et difficultés de dimension potentiel-

lement catastrophique.

Sans la propriété publique, l'abolition du pouvoir de classe est impossible. Pour créer le socialisme, la propriété publique ou sociale est une nécessité. Mais le danger existe, comme cela s'est vu en Union soviétique, que l'ancienne classe dominante soit remplacée par une nouvelle classe ou une bureaucratie, ce qui est l'antithèse du socialisme puisque la pierre de touche du socialisme est l'abolition de la société de classe.

Dans une série d'essais politiques intitulée The State and Socialism (« l'Etat et le socialisme »), Mihaly Vajda, disciple hongrois de George Lukacs exclu du Parti communiste de Hongrie en 1973, a écrit : « Je vis dans un monde où l'Etat qui s'appelle socialiste est le seul véritable pouvoir. » Il cite ensuite Rudolf Bahro qui, d'après lui, résume les traits principaux du « socialisme réellement

existant » comme suit : « Nous pensions que l'Etat exercerait son pouvoir en faveur de la société, alors que nous sommes confrontés à un effort désespéré d'intégrer toute la société vivante dans la structure cristallisée de l'Etat. L'étatification au lieu du socialisme, c'est-à-dire la socialisation sous forme complètement aliénée 3. »

Le problème, pour nous socialistes, c'est que certaines personnes qui repoussent à juste titre le concept de contrôle total de l'Etat rejettent le bébé avec l'eau du bain et en viennent à suggérer que la propriété privée des moyens de production n'est, après tout, pas si mauvaise que ça. Les mêmes prétendent que puisque l'Union soviétique n'est pas devenue une société socialiste authentiquement démocratique, c'est toute la théorie du marxisme qui est fausse, et qu'il faudrait une nouvelle forme de socialisme, version non marxiste. Le problème est moins grave en Grande-Bretagne parce que les socialistes britanniques n'ont jamais accepté la totalité des idées marxistes, ce qui n'est pas une mauvaise chose. Marx, cependant, avait suffisamment raison sur la plupart de ses analyse et théories pour que, plutôt que de le rejeter, nous élaborions à partir de lui.

Le socialisme n'est pas devenu indéfendable à cause du système qui existe en Russie, parce que ce système n'est pas une société authentiquement socialiste. C'est une économie contrôlée par l'Etat, mais cela ne signifie pas qu'elle soit socialiste. Tout en répudiant le manque de démocratie en Union soviétique et en réclamant le contrôle ouvrier, il faut reconnaître qu'on ne peut pas créer le socialisme sans instaurer la propriété publique. Une société réellement juste doit être fondée sur une économie dont la propriété des usines et ateliers est collective. Elle doit simultanément développer des formes démocratiques d'autogestion ouvrière. La seule vraie voie vers le socialisme est celle qui unit la propriété collective et la gestion démocratique. Elle doit aussi intégrer l'apport

Il est aussi essentiel que le socialisme ait un système pluraliste. Il faut une concurrence entre politiciens cherchant votes et appuis populaires par le biais de partis et groupes, position déjà clairement exprimée par Rosa Luxemburg. Il se peut que le système parlementaire, comme Gramsci l'avait suggéré, cède en fin de compte la

place à une autre forme de représentation. Mais quelle que soit la forme, la démocratie elle-même, au sens le

plus large, est essentielle.

des organisations de consommateurs.

Je comprends pleinement pourquoi ceux qui, à l'Est, souffrent d'avoir été emprisonnés ou étouffent dans le système bureaucratique en vigueur là-bas, sont devenus adversaires de l'idée même de socialisme. Mais quand certains d'entre eux viennent à l'Ouest et vivent dans les conditions du capitalisme, ils ne s'éprennent pas non plus particulièrement du système en vigueur ici. Tous ceux qui ont quitté l'Union soviétique et les autres pays de l'Est ne sont pas devenus antisocialistes. Certains veulent voir la démocratie instaurée avec un nouveau système politique dans leur propre pays, et non un retour au capitalisme commme nous le connaissons en Occident.

L'Etat ne doit donc pas devenir tout-puissant. S'il venait à dépérir complètement, ce serait positif, mais on est encore loin de là. En attendant, un Etat démocratisé doit servir à mettre en pratique des politiques utiles pour le peuple : le maintien d'un service de santé national, des mesures pour empêcher les gens de tomber dans la pauvreté; la gestion des réseaux nationaux d'électricité, de gaz, de pétrole et des autres sources d'énergie, etc. Il faut trouver l'équilibre juste, en Grande-Bretagne et encore plus dans les pays « du socialisme réellement existant ».

En Grande-Bretagne, nous vivons dans un vieux pays capitaliste et sommes encombrés d'antiques institutions qui servent à perpétuer la domination d'une classe dominante secrète, bornée et privilégiée. Le fonctionnement de la fonction publique, du système judiciaire, et même du palais de Westminster (siège du Parlement), avec sa composante héréditaire, vise à reproduire l'inégalité et l'exclusion des gens du peuple des décisions qui modèlent la société. Ce n'est pas le lieu d'explorer en détail toutes les réformes que les socialistes démocratiques doivent exiger, mais le Campaign Group, groupement de la gauche parlementaire « dure » du Parti travailliste, a proposé une série de mesures radicales urgentes, notamment l'abolition de la Chambre des Pairs

étatistes qui se considéraient révolutionnaires, comme les bolcheviques, et d'autres, comme les fabiens, qui étaient réformistes. On peut en dire autant des socialistes non étatistes. Le vieux SLP était révolutionnaire ; G.D.H. Cole, réformiste ⁶. Tous avaient raison sur certains points, tort sur d'autres. Mais ils s'entendaient sur l'essentiel, sur le fait qu'un monde meilleur n'était possible que par le socialisme. Si l'Etat peut aider une société socialiste à aller de l'avant, il faut l'utiliser. S'il ne l'aide pas et devient tout puissant, il faut le changer et, si nécessaire, le détruire. Mais l'Etat doit jouer un rôle secondaire. Le socialisme de l'avenir, celui qui peut créer une société plus humaine qui libère authentiquement les hommes et les femmes, est l'autogestion fondée sur les formes diverses de la propriété collective. Avec l'autogestion dans les industries et une démocratie pluraliste authentique dans le domaine politique, on peut écarter toute crainte de nouvelle classe ou d'une vaste structure bureaucratique.

Eric Heffer



« Les gens du peuple sont exclus des décisions qui modèlent la société. »

(House of Lords), le transfert des prérogatives royales d'initiation de la formation du gouvernement au président de la Chambre des Communes, une loi sur la liberté de l'information, le droit à la syndicalisation pour les forces armées, de larges pouvoirs d'habilitation pour les collectivités locales et régionales, une loi sur les libertés qui protège et élargisse les libertés civiques et instaure un contrôle sur les agences de l'Etat. Je suis convaincu que l'Etat élitiste et oligarchique auquel nous avons affaire en Grande-Bretagne doit être remis en cause par les socialistes démocratiques dignes de ce nom et que seule une volée de grandes réformes fera l'affaire.

Il n'est pas nécessaire que les socialistes soient divisés en socialistes étatistes et non étatistes, pas plus entre socialistes révolutionnaires et réformistes. Il suffit que ceux qui croient vraiment au socialisme partagent les leçons qui peuvent être tirées. On a vu des socialistes

- 1. Dans le mouvement ouvrier britannique, on appelle « socialistes » les travaillistes qui veulent que le Parti travailliste aille au-delà de la défense des intérêts de la classe ouvrière au sein de la société capitaliste et œuvre pour une transformation socialiste.
- 2. Keir Hardie, From Serfdom to Socialism (* Du servage au socialisme *), George Allen, Londres, 1907.
- 3. William Paul, *The State Its Origins and Functions* (« L'Etat, origines et fonctions »), Socialist Labour Press, Londres, 1919.
- 4. Max Jaggi et Roger Muller, Red Bologna (« Bologne la Rouge »), Writers and Readers, Londres, 1977. Le Conseil du Grand Londres (GLC) regroupait toutes les communes de la région. D'autres grandes agglomérations disposaient de conseils supra-municipaux appelés « autorités métropolitaines ».
- 5. Mihaly Vajda, The State and Socialism, Allison & Busby, Londres, 1981.
- 6. Le Socialist Labour Party était un petit parti prônant un socialisme fondé sur une fédération de syndicats industriels; G.D.H. Cole, historien du mouvement et théoricien de « socialisme de l'atelier ».

Repères chronologiques

- 22 janvier 1891, naissance d'Antonio Gramsci en Sardaigne.
- ♦ 1919, fondation de l'Ordine nuovo, Gramsci, lors du congrès de Bologne, soutient l'adhésion du Parti socialiste italien à la III e Internationale.
- Janvier 1921, scission du PSI au congrès de Livourne, la minorité fonde le PCI, dirigé par Bordiga.
- Octobre 1922, marche sur Rome de Mussolini.
- ♦ 1923, Gramsci à Moscou comme représentant du PCI à l'exécutif de l'Internationale.
- Août 1924, Gramsci secrétaire du PCI.
- Janvier 1926, congrès du PCI à Lyon, affirmation du nouveau groupe dirigeant et élimination de la direction Bordiga.
- Octobre 1923, lettre de Gramsci au CC du PCUS recommandant la modération dans les débats internes.
- Novembre 1923, arrestation de Gramsci et déportation dans la petite ville d'Ustica.
- Juin 1927, Gramsci condamné à vingt ans et quatre mois de prison.
- 1928, Gramsci transféré à la prison de Turi à Bari, il est gravement malade.
- ♦ 1929, début de la rédaction des Cahiers.
- ♦ 1932, aggravation de la maladie.
- Octobre 1933, une campagne internationale impose son transfert en clinique.
- 21 avril 1937, fin officielle de sa peine de prison, Gramsci meurt le 27 avril, jour prévu pour son retour en Sardaigne.

Repères bibliographiques

Antonio Gramsci, *Ecrits politiques*, Gallimard, Paris, édition Robert Paris, t. 1: 1914-1920, t. 2: 1921-1922, t. 3: 1923-1926.

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Gallimard, Paris, édition Robert Paris et Gérard Granel, un tome pour les cahiers 10-13, un second tome pour les cahiers 6-9.

Antonio Gramsci, Lettres de prison, Gallimard. Antonio Gramsci, textes, édition réalisée par André Tosel, Editions sociales.

Perry Anderson, Sur Gramsci, Petite Collection Maspero.

Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, Paris, 1975.

Alfonso Leonetti, *Notes sur Gramsci*, EDI, Paris. M.-A. Macciocchi, *Pour Gramsci*, Seuil, Paris, 1974.

Hugues Portelli, *Gramsci et le bloc historique*, PUF, Paris, 1972.

J. Texier, *Gramsci*, avec choix de textes, Seghers, Paris, 1916.

Numéro spécial des *Temps modernes*, février 1975.

Numéro spécial de la revue Dialectiques, n° 4-5, 1972

Revue M, un dossier Gramsci dans le n° 9, mars 1987.

Revues publiées par la IV^e Internationale

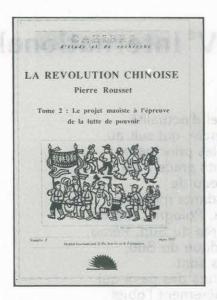


Inprecor Bi-mensuel d'actualité internationale, qui suit au plus près les principaux événements grâce à un dense réseau de correspondants militants. Nicaragua, Pologne, Brésil, Liban, Corée du Sud, Pérou, URSS, Afrique du Sud, Philippines sont quelques-uns des pays qui font régulièrement l'objet d'analyses et de reportages. Des revues équivalentes existent dans d'autres langues: anglais (International Viewpoint), polonais (Inprekor), tchèque, allemand, espagnol. Signalons en outre la publication d'une revue en arabe, Al Mitraka.

IVe Internationale Trimestriel qui aborde de manière très approfondie des problèmes théoriques, aussi bien liés à l'histoire du mouvement ouvrier au'en prise directe sur l'actualité. Parmi les sujets récents abordés, citons: Israël, Palestine, quel avenir?; la crise économique en Pologne; mouvement ouvrier et crise économique ; mobilisation de masse et organisation ouvrière en Afrique du Sud ; le nationalisme révolutionnaire ukrainien ; l'extrême gauche dans les pays capitalistes; luttes des femmes et axes de résistance.



Abonnements, voir au verso.



Cahiers d'études et de recherches Revue bimestrielle publiée tous les deux mois par l'Institut international de recherche et de formation. Propose des études systématiques sur un thème précis ; des documents, articles et interviews faisant le point sur une question controversée ; des cours donnés à l'Institut international de

recherche et de formation (IIRF) accompagnés d'un matériel de lecture

n° 1: La place du marxisme dans l'histoire, Ernest Mandel, 20 F. n° 2: La révolution chinoise, tome 1, Pierre Rousset, 20 F. n° 3: La révolution chinoise, tome 2, Pierre Rousset, 25 F. n° 4: Sur la révolution permanente, Michaël Löwy, 20 F.

A paraître : luttes des classes et mutations technologiques au Japon ; le stalinisme ; la fondation de la IV^e Internationale ; la révolution cubaine ; le populisme en Amérique latine ; aide-mémoire d'économie marxiste ; la stalinisation de l'URSS ; les origines de l'oppression des femmes ; marxisme et théologie de la libération.

complémentaire.

Abonnement à 9 numéros, 180 FF. Chèques libellés à l'ordre de Pierre Rousset, à envoyer à CER, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France

Achat ou commande des livres édités par La Brèche

En vente dans toutes les librairies, et notamment à la librairie La Brèche.

Commandes diverses: La Brèche-PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. Ajouter 7,10 F de frais de port au prix du livre.

de trais de port au prix du livre. Catalogue complet sur demande.

Distributeur : Distique.

librairie diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture lundi : de 14 h à 20 h du mardi au samedi : de 12 h à 20 h

Achetez y tous vos livres

5 % d'avoir à partir de 500 F d'achats (de livres) carte de fidélité © 43 67 63 57



Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC. Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cédex. 2 48 59 00 80. Directeur de publication : Christian Lamotte. ISSN n° 0759 0989. Commission paritaire n° 56 551. Imprimerie Rotographie.

